



Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

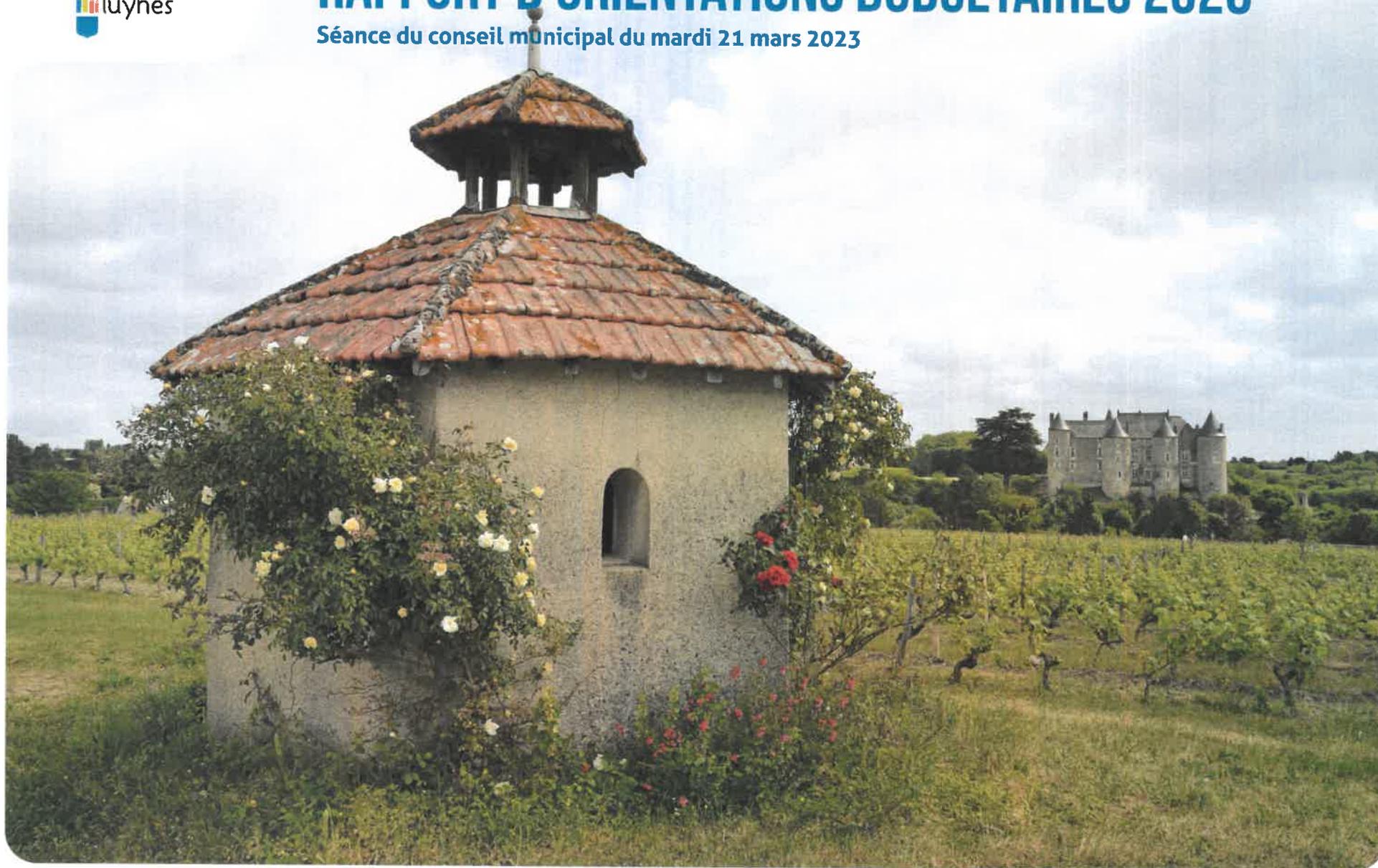
Publié le



ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2023

Séance du conseil municipal du mardi 21 mars 2023





# SOMMAIRE

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF



## AVANT PROPOS

## ANALYSE RÉTROSPECTIVE

**1 – 12**

### I - Résultats des exercices budgétaires avec les reports des années N-1

**2**

A - Résultats propres aux exercices budgétaires

**2**

B - Résultats des exercices avec les reports de l'exercice N-1

**2**

C - Affectation du résultat de fonctionnement

**2**

### II - Section de fonctionnement

**3 – 10**

A - Évolution de la section

**3**

B - Excédent brut de fonctionnement (E B F)

**3**

C - Résultat de fonctionnement ou résultat comptable

**3**

D - Évolution des charges et produits réels de fonctionnement

**4**

E - Commentaires de la section de fonctionnement sur le dernier compte administratif voté

**5**

F - Évolution des charges et produits en € par habitant

**6**

G - Structure et ratios de la section de fonctionnement

**7 – 9**

H - Évolution de la capacité d'autofinancement

**9 – 10**

### III - Section d'investissement

**11 – 12**

A - Évolution de la section d'investissement

**11**

B - Financement disponible pour l'investissement

**12**

<b>PREMIÈRE ANALYSE DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2022</b>	<b>13 - 20</b>
<b>I - Tableaux synthétiques Comptes Administratifs 2021 - 2022</b>	<b>14</b>
A - Résultats provisoires du Compte Administratif 2022	14
B - Affectation résultat	14
<b>II - Vues d'ensemble Compte Administratif 2022 - Compte Administratif 2021</b>	<b>15 - 20</b>
A - Dépenses de fonctionnement	15
B - Recettes de fonctionnement	16
C - Produits réels + 1.92 % par rapport à 2021	17
D - Dépenses réelles + 6.04 % par rapport à 2021	17
E - CAF brute et CAF nette	17
F - Structure de la section de fonctionnement	17
G - Présentation graphique du Compte Administratif 2022	18
H - Principaux ratios de la section de fonctionnement Compte Administratif 2022	19 - 20
I - Évolution de la capacité d'autofinancement	20
<b>PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2023</b>	<b>21 - 61</b>
<b>I - Une préparation budgétaire 2023 s'inscrivant dans un contexte économique et financier difficile, incertain et volatile.</b>	<b>22 - 28</b>
A - A quoi doivent s'attendre les collectivités locales ? - Contexte général	22 - 24
B - La loi de finances pour 2023	24 - 28
B.1 - Les principaux indicateurs financiers	24 - 25
B.2 - Les principales mesures impactant les collectivités territoriales	25 - 28
<b>II - Le contexte local : Première analyse du Compte Administratif provisoire 2022</b>	<b>29 - 32</b>
Les principaux constats de l'exercice 2022	30 - 32
<b>III - Les axes de la préparation budgétaire 2023</b>	<b>33</b>

<b>IV – Vue d’ensemble de la section de fonctionnement OB 2023 – Exercice budgétaire 2022 (BP/CA)</b>	<b>34 – 36</b>
<b>A – Recettes de fonctionnement</b>	<b>34</b>
<b>B – Dépenses de fonctionnement</b>	<b>35</b>
<b>C – Produits réels</b>	<b>36</b>
<b>D – Dépenses réelles</b>	<b>36</b>
<b>E – CAF brute et CAF nette prévisionnelles</b>	<b>36</b>
<b>F – Structure de la section de fonctionnement</b>	<b>36</b>
<b>V – Les grands équilibres de la section de fonctionnement</b>	<b>37</b>
<b>VI – Une progression des recettes réelles de fonctionnement de + 4.94 %</b>	<b>38 - 50</b>
<b>A – La fiscalité</b>	<b>38 – 41</b>
A-1 : La fiscalité directe – Une très forte revalorisation des bases + 7.10 % en 2023	39- 40
A-2 : La fiscalité reversée par Tours Métropole Val de Loire	40
A-2-1 : La dotation de solidarité communautaire (DSC)	40
A-2-2 : L’attribution de compensation (ACTP)	40
A-3 : La fiscalité indirecte	41
<b>B – Les dotations de l’État et autres subventions du Chapitre 74</b>	<b>41 – 49</b>
B-1 : Les dotations de l’État	41 - 42
B-1-1 : La dotation forfaitaire	43
B-1-2 : La dotation de solidarité rurale (DSR)	43 - 44
B-1-3 : La dotation nationale de péréquation (DNP)	45
B-1-4 : Le filet de sécurité 2022	46
B-2 : Les allocations compensatrices	46
B-3 : Les subventions de Tours Métropole Val de Loire	47
B-4 : Les autres subventions	48 - 49
<b>C – Les produits des services</b>	<b>49 - 50</b>
<b>D – Les autres produits de gestion courante du Chapitre 75</b>	<b>50</b>
<b>VII – Une progression des dépenses réelles de fonctionnement de + 8.01 %</b>	<b>51 – 57</b>
<b>A – Les charges de personnel</b>	<b>51 – 54</b>
A-1 : L’impact de Tours Métropole Val de Loire sur les frais de personnel	52
A-2 : Comment a été calculé le budget frais de personnel 2023 ?	53
A-3 : Calcul de la charge nette du personnel	53 - 54

<b>B - Les charges à caractère général</b>	<b>54</b>
<b>C - Les charges financières</b>	<b>55</b>
<b>D - Les autres charges de gestion courante du Chapitre 65</b>	<b>55 - 56</b>
<b>E - Synthèse de la section de fonctionnement</b>	<b>56 - 57</b>

**VIII - Section investissement orientations budgétaires 2023** **58 - 61**

<b>A - En grande masse</b>	<b>58</b>
<b>B - Recettes d'investissement</b>	<b>59 - 60</b>
B-1 : Les ressources propres	59
B-2 : Les autres recettes	59 - 60
<b>C - Dépenses prévisionnelles d'équipement 2023</b>	<b>60 - 61</b>

**ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA DETTE DE LA COMMUNE** **62 - 69**

<b>I - Ratios dette/habitant &amp; annuité/habitant</b>	<b>63</b>
<b>II - Échéancier mensuel année 2023</b>	<b>63</b>
<b>III - État de la dette au 31/12/2022 capital restant dû</b>	<b>64</b>
<b>IV - Capital restant dû par organismes prêteurs au 31/12/N, emprunts constants</b>	<b>65</b>
<b>V - Perspective évolution annuités de la dette à emprunts constants</b>	<b>66 - 67</b>
<b>VI - Perspective évolution de la dette avec hypothèse nouveaux emprunts</b>	<b>68</b>
A - Perspective évolution capital restant dû	68
B - Perspective évolution annuité de la dette	68
<b>VII - Désendettement de la commune</b>	<b>69</b>
A - Principe et résultat au 31/12/2022	69
B - Poursuivre le désendettement de la commune	69

<b>ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA FISCALITÉ COMMUNALE</b>	<b>70 – 77</b>
<b>I – Estimation du produit fiscal année 2023</b>	<b>71</b>
<b>II – Évolution des bases d'imposition</b>	<b>72</b>
<b>III – Évolution du produit fiscal</b>	<b>73</b>
<b>IV – Comparaison des taux communaux et des taux moyens de strate démographique identique à Luynes</b>	<b>74</b>
<b>V – Répartition du produit des impositions par taxe en € par habitant</b>	<b>74</b>
<b>VI – Diverses hypothèses d'augmentation de taux : impact sur le produit fiscal</b>	<b>75</b>
<b>VII – Les allocations compensatrices</b>	<b>76</b>
<b>VIII – Quelques éléments sur l'environnement fiscal de la commune</b>	<b>77</b>
<b>PROSPECTIVE 2023 – 2026 SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>78 – 89</b>
<b>I – Éléments de prospective</b>	<b>79 – 80</b>
<b>II – Tableaux explicatifs analyse financière prospective section fonctionnement</b>	<b>81 – 85</b>
<b>A – Dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>81 – 83</b>
A-1 – Analyse prospective, Chapitre 011 « charges à caractère général »	81
A-2 – Analyse prospective, Chapitre 012 « charges de personnel »	81
A-3 – Analyse prospective, charges financières (Chapitre 66 – Fonctionnement, Chapitre 16 Investissement)	82
A-4 – Analyse prospective, Chapitre 65 « autres charges de gestion courante »	83
<b>B – Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>83 – 85</b>
B-1 – Analyse prospective, Chapitre 70 « produits de services »	83
B-2 – Analyse prospective, Chapitre 73 « impôts et taxes »	84
B-3 – Analyse prospective, Chapitre 74 « dotations - subventions »	85
B-4 – Analyse prospective Chapitre 75 « autres produits de gestion »	85

<b>III- Tableaux synthétiques analyse financière prospective section fonctionnement</b>	<b>86 - 89</b>
<b>A - Dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>86</b>
<b>B - Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>87</b>
<b>C - CAF brute et CAF nette prévisionnelles</b>	<b>87</b>
<b>D - Pour mémoire CAF brute et CAF nette prévisionnelles et réalisées années 2018/2022</b>	<b>88</b>
<b>E - CAF brute et CAF nette comptes administratifs anticipés</b>	<b>88</b>
<b>F - Ratios financiers</b>	<b>89</b>
<b>En Conclusion</b>	<b>90</b>





# AVANT PROPOS



**Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB)** représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus mais aussi de la population sur la situation financière de la collectivité préalablement au vote du budget primitif.

## I. DISPOSITIONS LÉGALES DU DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

**Le Débat d'Orientations Budgétaires est une étape obligatoire** dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (Art. L.2312-1, L.3312-1, L.43121, L.5211-36 et L5622-3 du CGCT).

Deux objectifs du **Débat d'Orientations Budgétaires** :

- Discuter des orientations budgétaires de la collectivité
- Informer sur la situation financière

Selon la jurisprudence administrative, la tenue du DOB constitue une formalité substantielle. Conséquence, toute délibération sur le budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entachée d'illégalité (TA Versailles 28/12/1993, commune de Fontenay-le-Fleury; TA Montpellier 11/10/1995, M. Bard c/ commune de Bédarieux; TA Lyon 07/01/1997, Devolve; TA Paris 04/07/1997, M Kaltenbach; TA Montpellier 05/11/1997, préfet de l'Hérault c/syndicat pour la gestion du collège de Florensac).

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget (T.A. de Versailles — 16 mars 2001 — M Lafond c/commune de Lisses).

Délai d'intervention du DOB :

- 10 semaines précédant l'examen du budget pour les régions
- 2 mois pour les autres collectivités et établissements

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF



## II. RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur:

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes, en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions.
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget.

Le rapport doit être communiqué aux membres des assemblées délibérantes en vue du débat d'orientations budgétaires, au minimum 5 jours avant la réunion pour les conseillers municipaux et 12 jours pour les conseillers départementaux et régionaux.

L'absence de communication aux membres de l'assemblée délibérante de ce rapport constitue un vice revêtant un caractère substantiel et justifie l'annulation de la délibération d'adoption du budget primitif dans la mesure où elle est intervenue à l'issue d'une procédure irrégulière.

## III. DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Elle est obligatoire et permet de prendre acte de la tenue du DOB et de prémunir les collectivités contre un éventuel contentieux engagé par un tiers devant une juridiction administrative.

Le DOB est relaté dans un compte-rendu de séance (*TA Montpellier, 11/10/1995, « BARD/Commune de Bédarieux »*).

Dans un délai de 15 jours suivant la tenue du DOB, il doit être mis à la disposition du public à la mairie, au département, à la région ou au siège de l'EPCL.

Le public doit être avisé de cette mise à disposition par tout moyen : site internet, publication, ... (*décret n°2016-841 du 24/06/2016*).

Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après leur adoption.

*Décret no 2016-834 du 23 juin 2016 relatif à la mise en ligne par les collectivités territoriales et par leurs établissements publics de coopération intercommunale de documents d'informations budgétaires et financières.*

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

S<sup>2</sup>LO 

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

Le document qui vous est proposé comprend les six sous-dossiers suivants :



*1<sup>er</sup> sous dossier : ANALYSE RÉTROSPECTIVE*

*(pages 01 à 12)*

*2<sup>ème</sup> sous dossier : PREMIÈRE ANALYSE DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2022*

*(pages 13 à 20)*

*3<sup>ème</sup> sous dossier : PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2023*

*(pages 21 à 61)*

*4<sup>ème</sup> sous dossier : ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA DETTE DE LA COMMUNE*

*(pages 62 à 69)*

*5<sup>ème</sup> sous dossier : ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA FISCALITÉ COMMUNALE*

*(pages 70 à 77)*

*6<sup>ème</sup> sous dossier : PROSPECTIVE 2023 - 2026 SECTION DE FONCTIONNEMENT*

*(pages 78 à 89)*

Ce document constitue la première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales et le document qui est présenté n'a pas un caractère décisionnel.

Il est aussi l'occasion d'informer les élus sur la situation financière de la collectivité mais joue également un rôle important en direction de la population, en constituant un élément de transparence sur la gestion communale.

Les différents chiffres doivent être analysés comme des hypothèses de travail et pourront bien entendu être modifiés lors du document budgétaire définitif de l'année 2023 qui sera présenté au Conseil Municipal lors de sa séance du 11 avril prochain.



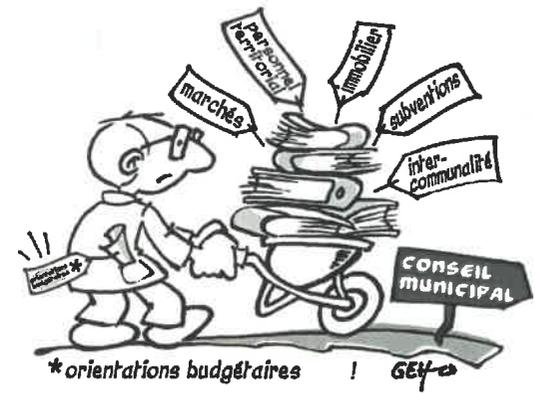
Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF





# ANALYSE RÉTROSPECTIVE

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

S<sup>2</sup>LO

OB 2023

1

# I - RÉSULTATS DES EXERCICES BUDGÉTAIRES AVEC LES REPORTS DES ANNÉES N-1

## A - RÉSULTATS PROPRES AUX EXERCICES BUDGÉTAIRES

RUBRIQUES	2015	VAR	2016	VAR	2017	VAR	2018	VAR	2019	VAR	2020	VAR	2021	VAR
Résultat de fonctionnement (a)	263 209	-24,30	357 031	35,65	366 593	2,68	314 978	-14,08	332 153	5,45	332 808	5,66	498 269	49,72
Solde d'exécution d'investissement (b)	307 826	NS	-536 924	NS	802 129	NS	-290 496	NS	-125 656	NS	-188 186	NS	-39 937	NS
Excédent ou déficit = (a) + (b)	571 035	NS	-179 893	NS	1 168 722	NS	24 482	NS	206 497	NS	144 622	NS	458 332	NS

## B - RÉSULTATS DES EXERCICES AVEC LES REPORTS DE L'EXERCICE N-1

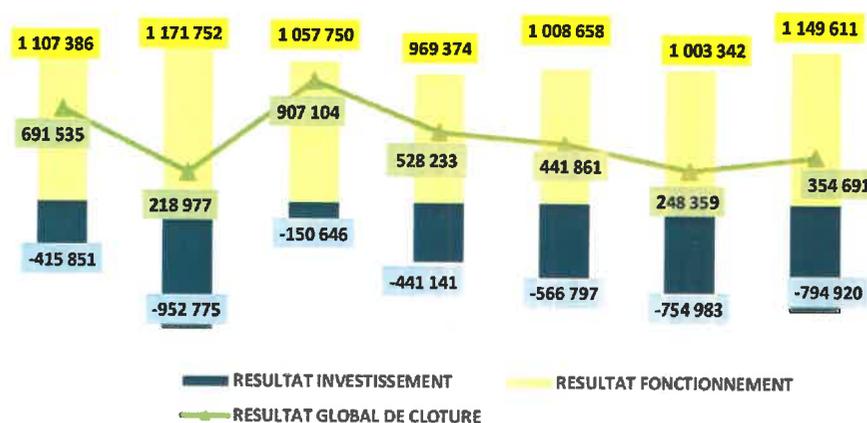
RUBRIQUES	2017			2018			2019			2020			2021		
	Invest.	Fonct.	Total												
DÉPENSES															
Exercice N (A)	1 097 865	4 865 757	5 963 622	1 277 098	4 702 423	5 979 521	1 055 978	4 827 199	5 883 177	1 245 104	4 772 035	6 017 139	1 231 502	4 950 653	6 182 155
Résultat reporté N-1	952 775		952 775	150 645		150 645	441 142		441 142	566 797		566 797	754 983		754 983
sous-total (B)	2 050 640	4 865 757	6 916 397	1 427 743	4 702 423	6 130 166	1 497 119	4 827 199	6 324 318	1 811 901	4 772 035	6 583 936	1 986 485	4 950 653	6 937 138
RECETTES															
Exercice N (A 1)	1 899 994	5 232 350	7 132 344	986 602	5 017 401	6 004 003	930 321	5 159 353	6 089 674	1 056 918	5 104 843	6 161 761	1 191 565	5 448 922	6 640 487
Résultat reporté N-1		691 157	691 157		654 396	654 396		676 504	676 504		670 534	670 534		651 342	651 342
sous-total (B 1)	1 899 994	5 923 507	7 823 501	986 602	5 671 797	6 658 399	930 321	5 835 857	6 766 178	1 056 918	5 775 377	6 832 295	1 191 565	6 100 264	7 291 829
RÉSULTATS															
Exercice N (A 1 - A)	802 129	366 593	1 168 722	-290 496	314 978	24 482	-125 656	332 153	206 497	-188 186	332 808	144 622	-39 937	498 269	458 332
Global de clôture (B 1 - B)	-150 646	1 057 750	907 104	-441 141	969 374	528 233	-566 798	1 008 658	441 860	-754 983	1 003 342	248 359	-794 920	1 149 611	354 691

## C - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT

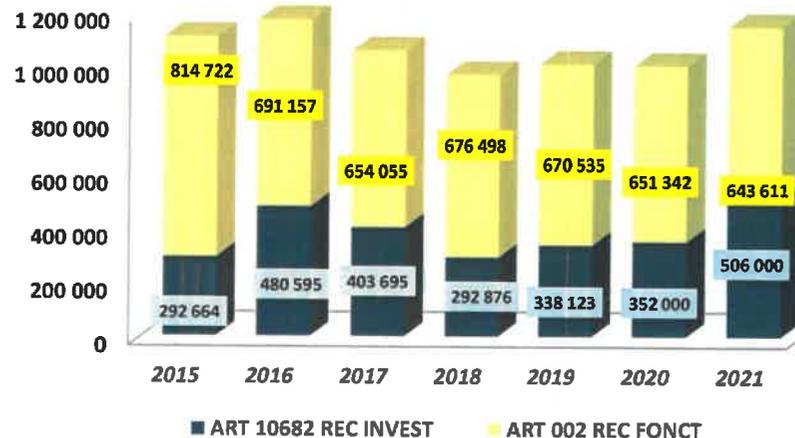
RUBRIQUES	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Résultat global de clôture de fonctionnement (année N)	1 157 472	1 004 665	1 107 386	1 171 752	1 057 750	969 374	1 008 658	1 003 342	1 149 611
Affectation de résultat (Année N+1) : Article 10682 Recette Investissement	483 426	160 488	292 664	480 595	403 695	292 876	338 123	352 000	506 000
Résultat reporté (Année N+1) Article 002 Recette Fonctionnement	674 046	844 177	814 722	691 157	654 055	676 498	670 535	651 342	643 611



### RÉSULTATS BUDGÉTAIRES 2015 À 2021



### AFFECTATION RÉSULTAT FONCTIONNEMENT

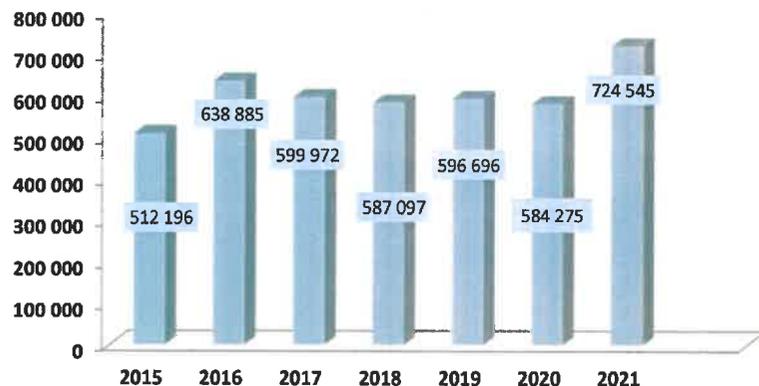


## II - SECTION DE FONCTIONNEMENT

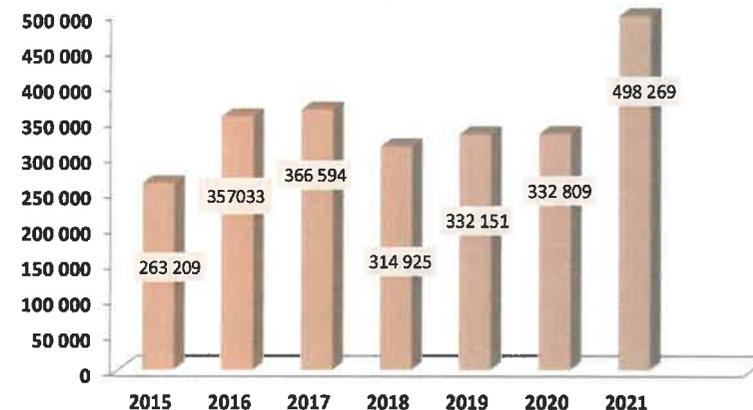
### A - ÉVOLUTION DE LA SECTION

RUBRIQUES	2014	VAR	2015	VAR	2016	VAR	2017	VAR	2018	VAR	2019	VAR	2020	VAR	2021	VAR
Ressources fiscales	2 890 755	0,74	2 932 075	1,43	2 999 390	2,30	2 586 097	-13,78	2 653 152	2,59	2 755 407	3,85	2 728 024	-0,99	2 894 754	6,11
Dotation Globale Fonct. et autres dotations	1 493 565	0,73	1 450 839	-2,86	1 226 963	-15,43	1 180 923	-3,75	1 231 865	4,31	1 184 035	-3,88	1 165 210	-1,59	1 272 817	9,23
Autres produits courants	969 834	1,14	924 046	-4,72	979 279	5,98	1 253 394	27,99	1 008 794	-19,52	1 091 560	8,20	1 002 499	-8,16	1 042 149	3,96
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT COURANT (I)	5 354 154	0,81	5 306 960	-0,88	5 205 632	-1,91	5 020 414	-3,56	4 893 811	-2,52	5 031 002	2,80	4 895 733	-2,69	5 209 720	6,41
Frais de personnel	2 787 686	0,70	2 878 999	3,28	2 787 089	-3,19	2 629 893	-5,64	2 686 208	2,14	2 774 341	3,28	2 896 980	4,42	2 974 119	2,66
Subventions et participations	235 422	5,68	243 854	3,58	253 017	3,76	234 230	-7,43	241 506	3,11	237 672	-1,59	216 796	-8,78	211 790	-2,31
Autres charges courantes	1 765 712	2,07	1 671 911	-5,31	1 526 640	-8,69	1 556 319	1,94	1 379 000	-11,39	1 422 293	3,14	1 197 682	-15,79	1 299 266	8,48
CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT (II)	4 788 820	1,43	4 794 764	0,12	4 566 746	-4,64	4 420 442	-3,20	4 306 714	-2,57	4 434 306	2,96	4 311 458	-2,77	4 485 175	4,03
EXCÉDENT BRUT DE FONCTIONNEMENT (I-II)	565 334	-4,19	512 196	-9,40	638 886	13,01	599 972	-6,09	587 097	-2,15	596 696	1,63	584 275	-2,08	724 545	24,01
Charges financières (hors dotations)	107 627	21,13	129 120	19,97	131 533	22,21	123 941	-5,77	117 399	-5,28	108 268	-7,78	102 243	-5,56	94 934	-7,15
Autres charges	130 447	-15,04	143 222	9,79	153 653	17,79	173 375	12,84	181 700	4,80	211 997	16,67	250 098	17,97	236 577	-5,41
Autres produits	3 359	NS	23 355	NS	3 333	-0,77	63 938	NS	26 927	-57,89	55 720	106,93	100 875	81,04	105 235	4,32
RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT	330 619	-4,31	263 209	-20,39	357 033	15,65	366 594	2,68	314 925	-14,09	332 151	5,47	332 809	0,20	498 269	49,72

### B - EXCÉDENT BRUT DE FONCTIONNEMENT (E B F)



### C - RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT OU RÉSULTAT COMPTABLE



Il correspond à l'excédent des produits courants sur les charges courantes.  
C'est la ressource fondamentale de la commune, indépendante des produits et charges financières exceptionnelles.

Il correspond à la différence entre le total des titres et le total des mandats émis en classe 6 et 7 de la section de fonctionnement.

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

S<sup>2</sup>LO

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF



## E - COMMENTAIRES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT SUR LE DERNIER COMPTE ADMINISTRATIF VOTÉ

En 2021 la commune de Luynes a dépensé **4 580 279€** au titre des charges réelles de fonctionnement, soit + 3,77 % par rapport à 2020 (+ 166 568€), résultat de la reprise après la crise sanitaire avec le retour du fonctionnement des services en année pratiquement complète.

Avec 874€ / habitant ces charges sont inférieures aux références régionales (903€ / habitant), nationales (954€ / habitant) et supérieures aux références départementales (825€ / habitant).

→ **Les charges de personnel** s'élèvent à **2 974 119€** en 2021, soit 64,93 % des dépenses réelles de fonctionnement (moyenne régionale 59,24 %, moyenne départementale 59,07 %). Avec 567€ / habitant ces charges sont supérieures à la moyenne régionale de 538€ / habitant, à la moyenne départementale 488€ / habitant (moyenne nationale 553€ / habitant).

→ **Les autres charges réelles** : **1 299 266€** constituent le deuxième poste de dépenses (28,36 % des dépenses réelles de fonctionnement). Dans cette rubrique figure le poste "Achats et autres charges externes" pour 1 083 860€ constitué de l'ensemble des dépenses liées au bon fonctionnement des services. Luynes a dépensé en 2021 : 207€ / habitant (soit 17€ de plus qu'en 2020) contre 250€ / habitant pour les communes de la moyenne régionale (+ 16€ / 2020) et 233 € /habitant pour les communes de la moyenne départementale (+ 23€ / 2020).

→ **Les subventions et participations** : **211 790€** représentent 4,62 % des charges réelles de fonctionnement. Avec 41€ / habitant, elles sont inférieures à la moyenne régionale (65€ / habitant) et départementale (51€ / habitant).

→ **Les charges financières** : **94 934€** constituent seulement 2,07 % des charges réelles de fonctionnement. La part consacrée au paiement des intérêts de la dette reste inférieure avec 18€ / habitant à la moyenne des communes de la Région (22€ / habitant), du Département (24€ / habitant) et national (21€ / habitant).



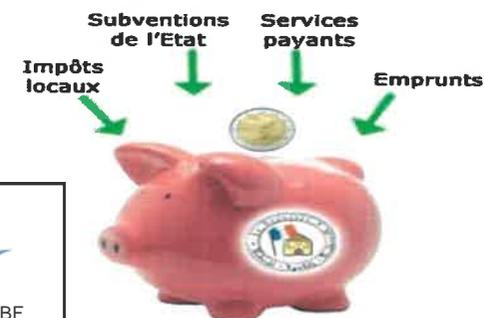
Les **produits** représentent l'ensemble des recettes encaissées par la collectivité. Il s'agit notamment des produits de la fiscalité, des dotations et produits de gestion courante (produit des services et redevances).

En 2021 la commune a encaissé **5 231 054€** soit 998€ / habitant contre une moyenne régionale de 1 101€ / habitant et 1 007€ / habitant pour la moyenne départementale.

→ **Les recettes fiscales** avec **2 974 119€** en 2021 représentent 56,85 % des produits réels de fonctionnement. Au titre de la fiscalité, la commune perçoit 553€ / habitant contre 740€ / habitant en moyenne pour les communes de même strate de la région et 654€ / habitant en moyenne pour les communes de même strate du département.

→ **La DGF et les autres dotations** **1 272 817€** constituent 24,33 % des recettes réelles de fonctionnement (en 2020, elles représentaient 23,71 %). Avec 243€ / habitant (222€ en 2020), le montant des dotations perçu par Luynes est supérieur à la moyenne régionale (238€ / habitant) et inférieur à la moyenne départementale (244€ / habitant).

→ **Les autres produits réels** **1 042 149€** sont composés en grande partie de produits de gestion courante qui correspondent aux ressources que la collectivité tire de son fonctionnement. Ils constituent 19,92 % des recettes de fonctionnement et par rapport à 2020 sont en augmentation + 3,95 % (soit + 39 650€) résultat notamment de la reprise de fonctionnement des services après la période de confinement en 2020.



Envoyé en préfecture le 27/03/2023  
Reçu en préfecture le 27/03/2023  
Publié le  
ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF



# F - ÉVOLUTION DES CHARGES ET PRODUITS EN € PAR HABITANT



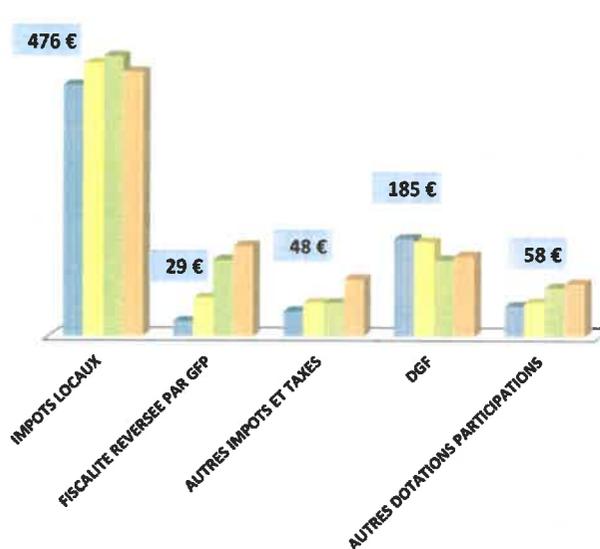
( source DGFIP )

FONCTIONNEMENT	2018				2019				2020				2021			
	LUYNES	DEPART.	REGION	NATIONAL												
<b>DÉPENSES RÉELLES</b>	840 €	950 €	915 €	925 €	864 €	818 €	897 €	947 €	842 €	783 €	883 €	924 €	874 €	825 €	909 €	954 €
<b>DONT</b>																
FRAIS DE PERSONNEL	510 €	565 €	530 €	523 €	527 €	463 €	518 €	535 €	553 €	462 €	525 €	535 €	567 €	488 €	538 €	553 €
ACHATS ET CHARGES EXTERNES	221 €	257 €	250 €	248 €	229 €	245 €	258 €	257 €	190 €	210 €	234 €	236 €	207 €	233 €	250 €	252 €
CHARGES FINANCIÈRES	22 €	38 €	34 €	25 €	21 €	30 €	26 €	24 €	20 €	27 €	21 €	22 €	18 €	24 €	22 €	21 €
CONTINGENTS	26 €	30 €	26 €	31 €	26 €	24 €	21 €	28 €	27 €	25 €	20 €	28 €	27 €	25 €	21 €	27 €
SUBVENTIONS VERSÉES	19 €	31 €	46 €	64 €	19 €	27 €	44 €	67 €	14 €	27 €	48 €	65 €	14 €	26 €	44 €	64 €
<b>RECETTES RÉELLES</b>	931 €	1 114 €	1 102 €	1 115 €	958 €	991 €	1 072 €	1 143 €	937 €	970 €	1 058 €	1 125 €	998 €	1 007 €	1 101 €	1 163 €
<b>DONT</b>																
IMPÔTS LOCAUX	440 €	482 €	517 €	493 €	453 €	487 €	522 €	500 €	462 €	496 €	533 €	509 €	476 €	517 €	531 €	501 €
FISCALITÉ REVERSÉE PAR GFP	27 €	102 €	139 €	166 €	28 €	75 €	149 €	173 €	25 €	74 €	151 €	170 €	29 €	73 €	145 €	172 €
AUTRES IMPÔTS ET TAXES	37 €	45 €	44 €	90 €	43 €	53 €	52 €	100 €	33 €	52 €	50 €	93 €	48 €	64 €	64 €	109 €
D G F	157 €	179 €	148 €	149 €	157 €	170 €	144 €	152 €	158 €	173 €	142 €	152 €	185 €	179 €	145 €	153 €
AUTRES DOTATIONS ET PART.	77 €	122 €	93 €	84 €	68 €	75 €	74 €	81 €	64 €	75 €	75 €	87 €	58 €	65 €	93 €	101 €
<b>CAPACITÉ AUTOFINANCEMENT BRUTE</b>	91 €	164 €	188 €	190 €	93 €	173 €	174 €	196 €	95 €	187 €	175 €	201 €	124 €	182 €	193 €	210 €

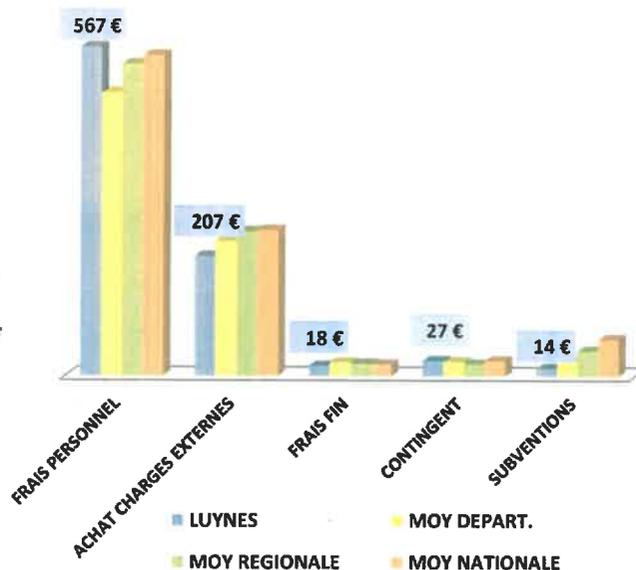


Impact création TMVL avec le transfert des compétences et la répercussion au niveau de l'attribution de compensation AC qui est devenue négative.

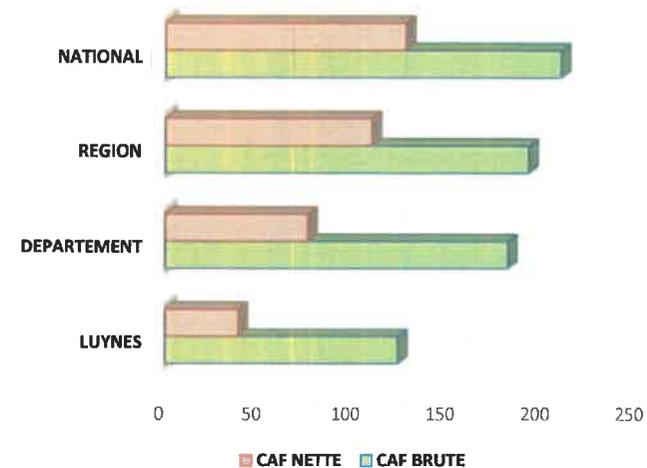
PRODUITS RÉELS 2021 EN € /HABITANT



CHARGES RÉELLES 2021 EN € /HABITANT



CAF BRUTE /CAF NETTE 2021



Envoyé en préfecture le 27/03/2023  
 Reçu en préfecture le 27/03/2023  
 Publié le  
 ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

## G- STRUCTURE ET RATIOS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

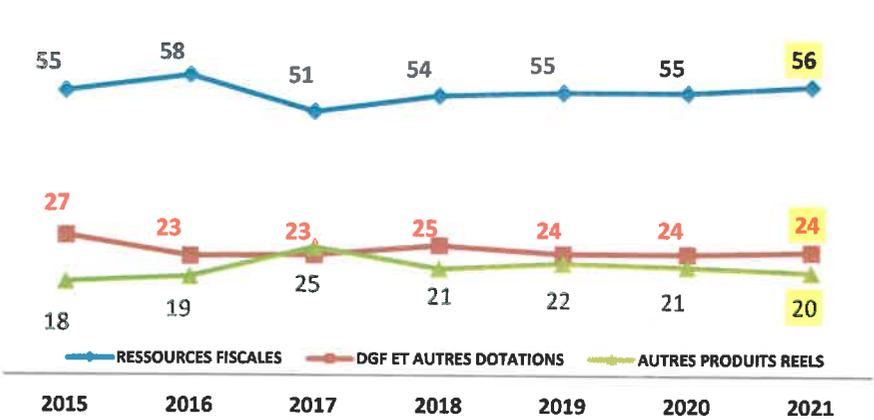
Envoyé en préfecture le 27/03/2023  
 Reçu en préfecture le 27/03/2023  
 Publié le  
 ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

STRUCTURE	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>% aux produits de fonctionnement réels</b>	<b>5 356 352</b>	<b>5 329 152</b>	<b>5 206 596</b>	<b>5 072 866</b>	<b>4 905 776</b>	<b>5 038 180</b>	<b>4 914 291</b>	<b>5 231 654</b>
Ressources fiscales (1)	54	55	58	51	54	55	55	56
DGF et autres dotations	28	27	23	23	25	24	24	24
Autres produits réels	18	18	19	25	21	22	21	20
<b>% aux charges de fonctionnement réelles</b>	<b>4 896 780</b>	<b>4 924 100</b>	<b>4 698 280</b>	<b>4 544 696</b>	<b>4 426 582</b>	<b>4 547 052</b>	<b>4 413 711</b>	<b>4 580 279</b>
Charges de personnel (2)	57	58	59	58	61	61	65	65
Subventions et participations	5	5	5	5	5	5	5	5
Charges financières	2	3	3	3	3	2	2	2
Autres charges réelles	36	34	33	34	31	31	27	28
<b>AUTRES RATIOS</b>								
Coefficient d'autofinancement courant :								
Charges de fonct. + dette/produits réels fonct.	0,95	0,97	0,99	0,99	0,98	0,98	0,98	0,96
Rigidité des charges structurelles :								
Frais pers.+fin.+subv.+contingent/produits réels fonct.	0,58	0,61	0,61	0,59	0,62	0,61	0,65	0,63
Capacité de désendettement :								
Encours de dettes/CAF	6,48	11,68	10	10	10,45	9,34	8,95	6,74
Taux d'endettement :								
Encours de dettes/produits réels fonct.	0,56	0,89	0,98	1,67	1,02	0,91	0,91	0,84
Taux d'épargne brute :								
CAF/produits réels de fonct.	9%	8%	9,76%	10,41%	9,77%	9,78%	10,19%	12,44%

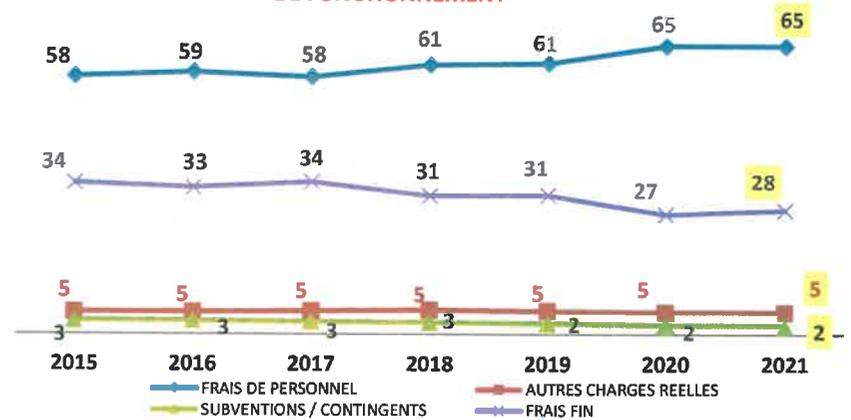


**Il convient de noter que l'augmentation de ces frais résulte de la diminution de 39 % du CHAPITRE 013 ATTÉNUATION DE CHARGES qui vient en déduction du CHAPITRE 012 FRAIS DE PERSONNEL dans le calcul de ce taux, et qui permet ainsi de déterminer le montant réel des charges de personnel.**  
**Le CHAP 013 regroupe tous les remboursements de salaires perçus de l'assurance statutaire, la sécurité sociale, ... . En 2017, il représentait une somme de 118 539€ contre 71 222€ en 2018. A noter que l'augmentation du CHAP 012 est seulement de 0,33 % soit + 8 998€.**  
**Il convient également de préciser que ce taux se calcule sur la base des dépenses réelles qui ont diminué de 2,60 % soit en valeur absolue 118 116€ d'où un impact non négligeable.**

**ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES PRODUITS RÉELS DE FONCTIONNEMENT**



**ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DES CHARGES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT**



### COEFFICIENT D'AUTOFINANCEMENT COURANT

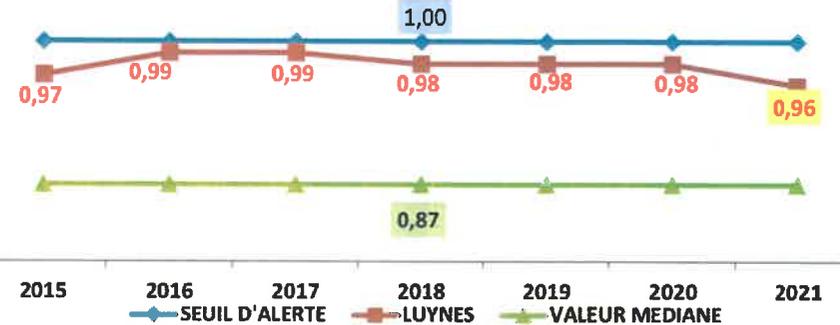
Ce ratio traduit la capacité de la commune à couvrir par ses produits de fonctionnement réels, à la fois ses charges de fonctionnement réelles et le remboursement de sa dette (hors opérations de refinancement).

Lorsque ce ratio est > à 1 cela signifie que la commune ne peut plus dégager des ressources sur ses produits de fonctionnement afin de financer ses investissements.

Le coefficient de 96 % signifie que l'ensemble des dépenses de fonctionnement + le remboursement de la dette ont consommé 96 % des produits de fonctionnement, laissant une marge de 4 % pour financer les équipements.



### COEFFICIENT D'AUTOFINANCEMENT COURANT



### RIGIDITÉ DES CHARGES STRUCTURELLES

Ce ratio mesure le poids des charges de fonctionnement les plus rigides et difficilement compressibles, par rapport aux produits de fonctionnement réels et donc la marge de manœuvre dont dispose la commune pour réduire ses charges. Le seuil d'alerte est à 0,65. D'autre part la médiane 0,41 est la valeur qui sépare l'ensemble des communes (toutes strates confondues au niveau national) en deux ensembles égaux.

### CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT

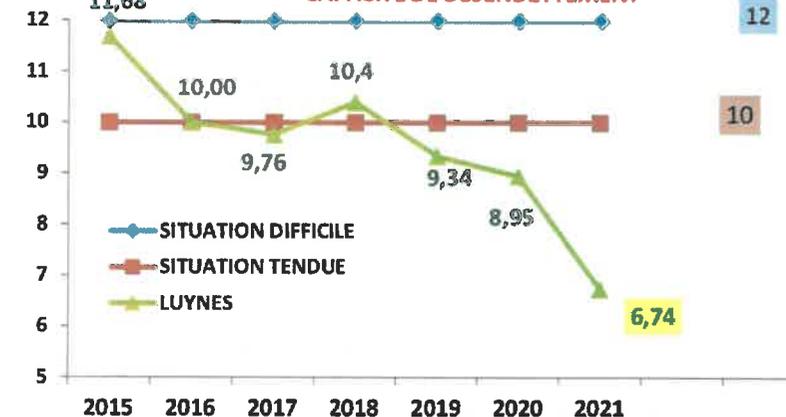
Le meilleur indicateur de la situation financière d'une commune est sa capacité de désendettement. Elle se mesure par le ratio encours de dettes / CAF brute.

Le résultat donne le nombre d'années nécessaire pour rembourser la dette avec l'autofinancement.

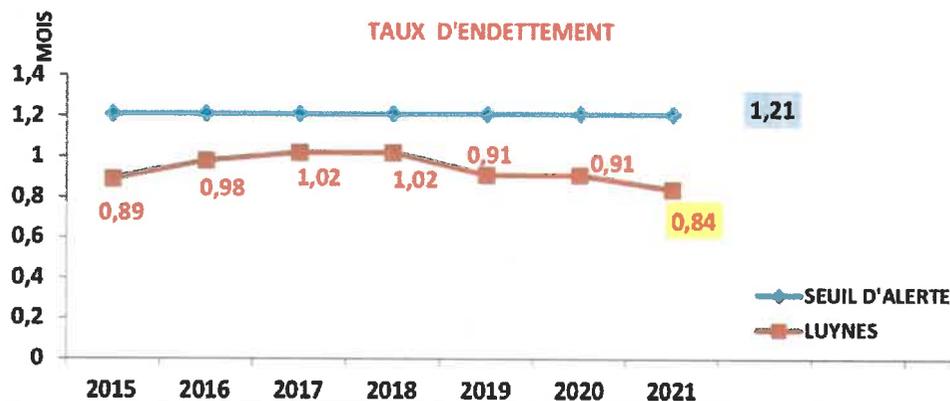
En dessous de 8 ans, la situation financière est considérée comme convenable. La loi de programmation des finances publiques 2018-2022 a porté ces seuils à 10 et 12 ans



### CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT



### TAUX D'ENDETTEMENT



### TAUX D'ENDETTEMENT

En règle générale, la dette en capital d'une commune correspond à l'équivalent d'une année de recettes réelles de fonctionnement.

Une commune doit donc avoir un ratio <1.

Le seuil d'alerte est à 1,21. Ce taux se mesure par le ratio encours de dettes / produits de fonctionnement.

### TAUX D'ÉPARGNE BRUTE ( T E B )

L'un des principes fondamentaux de l'équilibre budgétaire porte sur l'obligation de couvrir les dépenses récurrentes par des recettes définitives.

Le calcul du TEB permet de déterminer la fraction des ressources courantes disponibles pour rembourser le capital de la dette et autofinancer les investissements.

Ce taux se mesure par le ratio caf brute / produits réels de fonctionnement.

Le seuil critique se situe autour de 10 %. En dessous la collectivité s'expose à un risque de déséquilibre budgétaire à court terme.



### H - ÉVOLUTION DE LA CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT

Capacité autofinancement	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	variation
Excédent brut de fonctionnement	512 196	638 885	599 972	587 097	596 696	584 275	724 545	24,01%
Résultat de fonctionnement	263 209	357 031	366 594	314 925	332 151	332 809	498 269	49,72%
Produits fonctionnement réels (A)	5 329 152	5 206 596	5 072 762	4 905 776	5 038 180	4 914 291	5 231 654	6,46%
Charges de fonctionnement réelles (B)	4 924 100	4 698 280	4 544 699	4 426 582	4 547 052	4 413 711	4 580 279	3,77%
Capacité autofinancement brute (A-B)=C	405 052	508 316	528 063	479 193	491 128	500 580	651 375	30,12%
Produits de cessions immobilisations	-	1000	104	0	3000	14816	200	-98,65%
Remboursement capital emprunts (D)	258 000	375 000	373 641	399 176	402 839	423 289	447 277	5,67%
CAF nette (C-D)	147 052	133 316	154 422	80 017	88 289	77 291	204 098	164,06%
Remboursement capital emprunts (D)	258 000	475 000	473 641	399 176	402 839	423 289	447 277	5,67%
CAF nette (C-D)	147 052	33 316	54 422	80 017	88 289	77 291	204 098	164,06%

ATTENTION CES LIGNES INTÈGRENT POUR LES ANNÉES 2016/2017 100 000 € DE REMBOURSEMENT DE CAPITAL PAR ANTICIPATION.

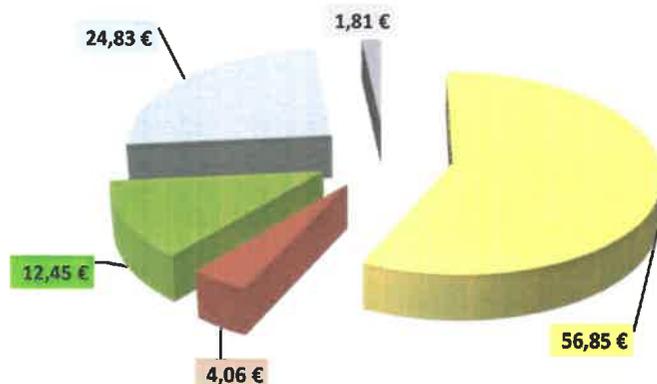
### DÉFINITIONS :

\* **CAF BRUTE** : correspond à la différence entre les recettes hors produits de cession d'immobilisation, et les dépenses de fonctionnement réelles d'une commune. Elle doit lui permettre de financer tout ou partie des opérations d'investissement (remboursement de la dette en capital, dépenses d'équipement ...),

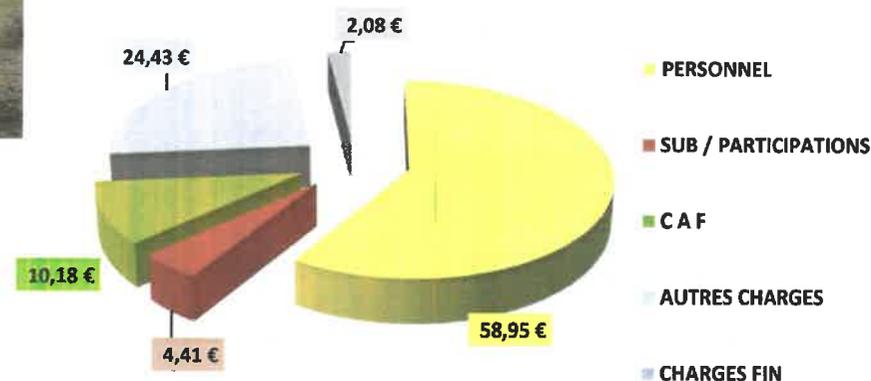
\* **CAF NETTE** : correspond à l'épargne nette que dégage une commune après avoir remboursé sa dette en capital.



EN 2021 AVEC 100 € LA COMMUNE A CONSTITUÉ 12,45 € D'AUTOFINANCEMENT ET DÉPENSE.....



EN 2020 AVEC 100 € LA COMMUNE A CONSTITUÉ 10,18 € D'AUTOFINANCEMENT ET DÉPENSE.....



Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

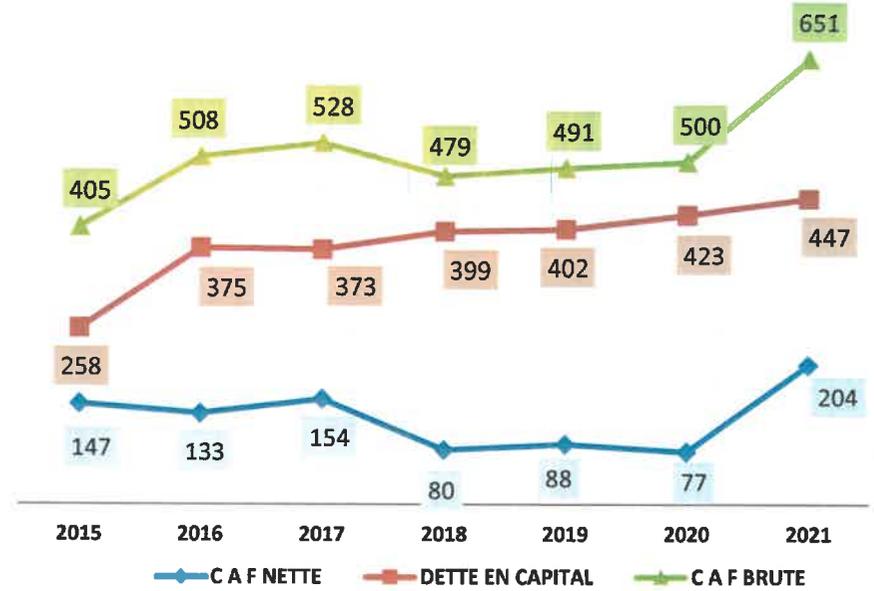
Publié le

S<sup>2</sup>LO

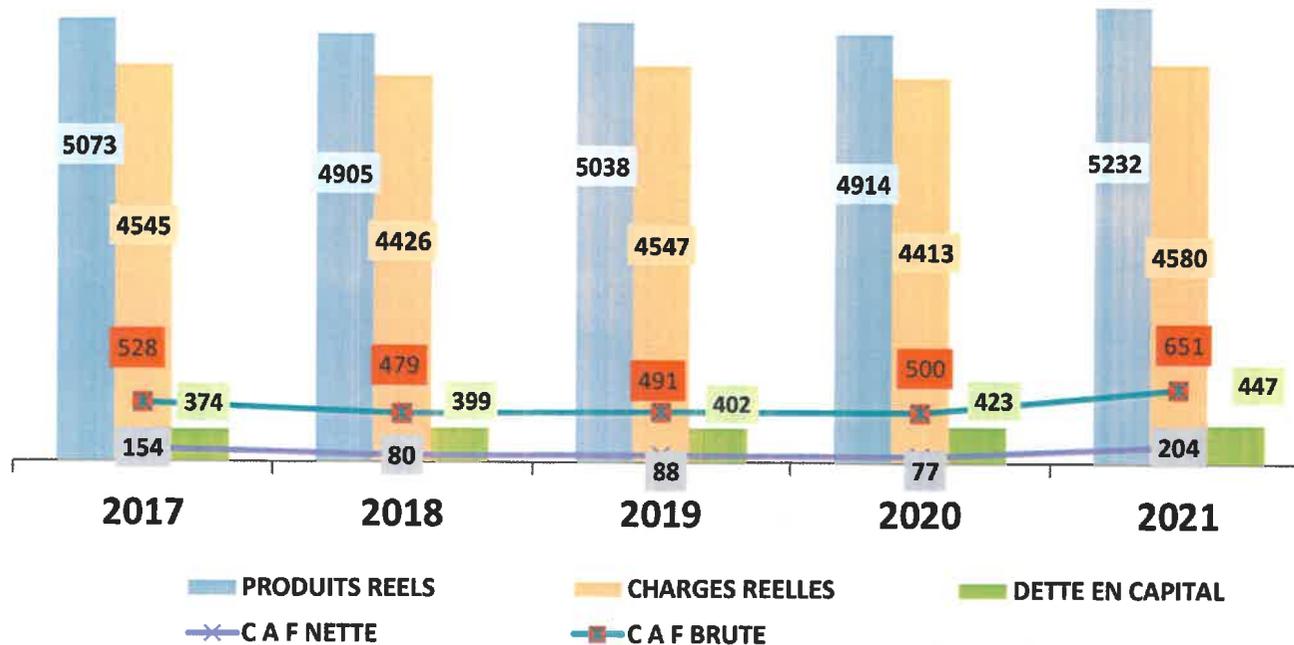
ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

La CAF brute s'établit en 2021 à **651 375€** (contre 500 580€ en 2020) soit une progression de 30,12 %. La CAF équivaut à 124€/habitant en 2021 alors que les moyennes départementale et régionale des communes de même strate démographique se situent respectivement à 182€/hab et 193€/hab. Elle représente en 2021, 12,45 % des produits réels de fonctionnement pour un niveau préconisé de 15 %. Elle est néanmoins suffisante pour couvrir le remboursement en capital de la dette (447 277 €) et pour financer une partie des dépenses d'équipement 29,11 %, en 2020 ce taux était de 10,22 %. Il convient cependant de noter que la CAF NETTE en 2021 représentait 39€/hab alors que les moyennes départementale 76€/hab et régionale 110€/hab.

### ÉVOLUTION CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT BRUTE ET NETTE



### ÉVOLUTION DE LA CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT NETTE



Envoyé en préfecture le 27/03/2023  
 Reçu en préfecture le 27/03/2023  
 Publié le   
 ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

# III - SECTION D'INVESTISSEMENT

## A - ÉVOLUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

16 759 189 € DE DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT SUR LA PÉRIODE 2008 À 2021  
SOIT UNE MOYENNE ANNUELLE DE 1 197 085 €

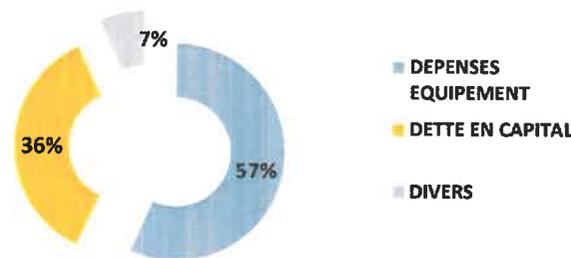


RUBRIQUE	2015	2016	VAR	2017	VAR	2018	VAR	2019	VAR	2020	VAR	2021	VAR
<b>Excédent de fonctionnement capitalisé</b>	160 489 €	292 665 €	82,36%	543 062 €	85,56%	403 695 €	-25,66%	292 876 €	-20,41%	338 124 €	15,45%	352 000 €	4,10%
<b>Emprunts</b>	2 050 000 €	800 000 €	-60,98%	550 000 €	-31,25%	- €	-100,00%	250 000 €	45,45%	300 000 €	20,00%	350 000 €	16,67%
<b>Subventions reçues</b>	351 279 €	478 292 €	36,16%	225 867 €	-52,78%	41 571 €	-81,59%	41 337 €	-0,10%	55 930 €	35,30%	158 646 €	183,65%
<b>FCTVA</b>	188 181 €	267 442 €	42,12%	385 568 €	44,17%	338 919 €	-12,10%	100 514 €	-61,83%	66 312 €	-34,03%	49 020 €	-26,08%
<b>TLE / Taxe Aménagement</b>	24 487 €	13 551 €	-44,66%	22 437 €	65,57%	23 239 €	3,57%	38 077 €	66,13%	45 722 €	20,08%	45 492 €	-0,50%
<b>Amortissements</b>	143 005 €	152 653 €	6,75%	172 955 €	13,30%	179 178 €	3,60%	204 518 €	14,65%	235 003 €	14,91%	236 207 €	0,51%
<b>Divers</b>	- €	1 000 €	#DIV/0!	104 €	-89,60%	- €	-100,00%	3 000 €	2884,62%	15 829 €	427,63%	200 €	-98,74%
<b>TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT</b>	<b>2 917 441 €</b>	<b>2 005 603 €</b>	<b>-31,25%</b>	<b>1 899 993 €</b>	<b>-5,27%</b>	<b>986 602 €</b>	<b>-48,07%</b>	<b>930 322 €</b>	<b>-2,96%</b>	<b>1 056 920 €</b>	<b>13,61%</b>	<b>1 191 565 €</b>	<b>12,74%</b>
<b>Dépenses Equipement</b>	2 350 453 €	2 066 077 €	-12,10%	612 739 €	-70,34%	862 960 €	40,84%	607 454 €	-41,70%	754 034 €	24,13%	701 124 €	-7,02%
<b>Remboursement dette</b>	258 000 €	475 080 €	84,14%	473 640 €	-0,30%	399 176 €	-15,72%	402 839 €	0,77%	423 289 €	5,08%	447 277 €	5,67%
<b>Divers</b>	1 162 €	1 370 €	17,90%	11 485 €	738,32%	14 962 €	30,27%	45 684 €	267,50%	67 780 €	48,37%	83 101 €	22,60%
<b>TOTAL DÉPENSES INVESTISSEMENT</b>	<b>2 609 615 €</b>	<b>2 542 527 €</b>	<b>-2,57%</b>	<b>1 097 864 €</b>	<b>-56,82%</b>	<b>1 277 098 €</b>	<b>16,33%</b>	<b>1 055 977 €</b>	<b>-20,14%</b>	<b>1 245 103 €</b>	<b>17,91%</b>	<b>1 231 502 €</b>	<b>-1,09%</b>
<b>RESULTAT</b>	<b>307 826 €</b>	<b>-536 924 €</b>	<b>-274,42%</b>	<b>802 129 €</b>	<b>249,39%</b>	<b>-290 496 €</b>	<b>-136,22%</b>	<b>-125 655 €</b>	<b>20,55%</b>	<b>-188 183 €</b>	<b>-49,76%</b>	<b>-39 937 €</b>	<b>78,78%</b>

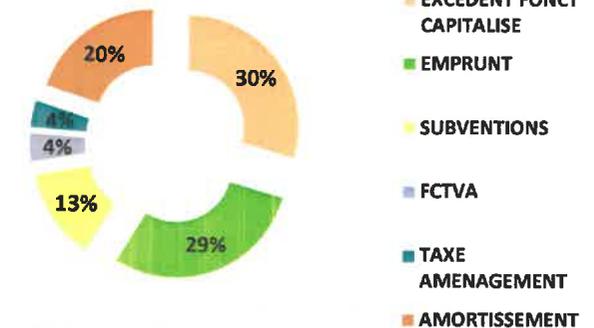
Les dépenses d'équipement d'un montant de 701 124€ en 2021 constituent 56,93 % des dépenses totales d'investissement. Soit 134€/habitant, niveau inférieur à celui observé dans les communes de la région (265€/hab.) et du département (303€/hab.).



DÉPENSES INVESTISSEMENT 2021



RECETTES INVESTISSEMENT 2021



ÉVOLUTION DES DÉPENSES ÉQUIPEMENT ET REMBOURSEMENT DETTE EN CAPITAL



Envoyé en préfecture le 27/03/2023  
Reçu en préfecture le 27/03/2023  
Publié le   
ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

## B - FINANCEMENT DISPONIBLE POUR L'INVESTISSEMENT

Le financement disponible représente le total des ressources (hors emprunts) dont la collectivité dispose pour investir après avoir payé ses charges et remboursé ses dettes.  
La capacité d'autofinancement est la 1ère ressource générée par son fonctionnement, dont dispose la collectivité pour investir après avoir payé ses charges et remboursé ses dettes.



	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	VARIATION
Capacité autofinancement brute (I)	405 052 €	508 316 €	528 063 €	479 193 €	491 128 €	500 580 €	651 375 €	30,12%
Remboursement capital emprunt (II)	258 000 €	375 080 €	373 641 €	399 176 €	402 839 €	423 289 €	447 277 €	5,67%
Capacité autofinancement nette (I - II) = A	147 052 €	133 236 €	154 422 €	80 017 €	88 289 €	77 291 €	204 098 €	164,06%
Ressources propres (B)	563 947 €	761 301 €	635 888 €	403 729 €	179 928 €	167 964 €	253 158 €	50,72%
Cession d'actifs (C)	- €	1 000 €	104 €	- €	3 000 €	- €	- €	#DIV/0!
Financement propre (A+B+C) = D	710 999 €	895 537 €	790 414 €	483 746 €	271 217 €	245 255 €	457 256 €	86,44%
Autres recettes investissement (E)	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	#DIV/0!
Financement disponible (D + E)	710 999 €	895 537 €	790 414 €	483 746 €	271 217 €	245 255 €	457 256 €	86,44%

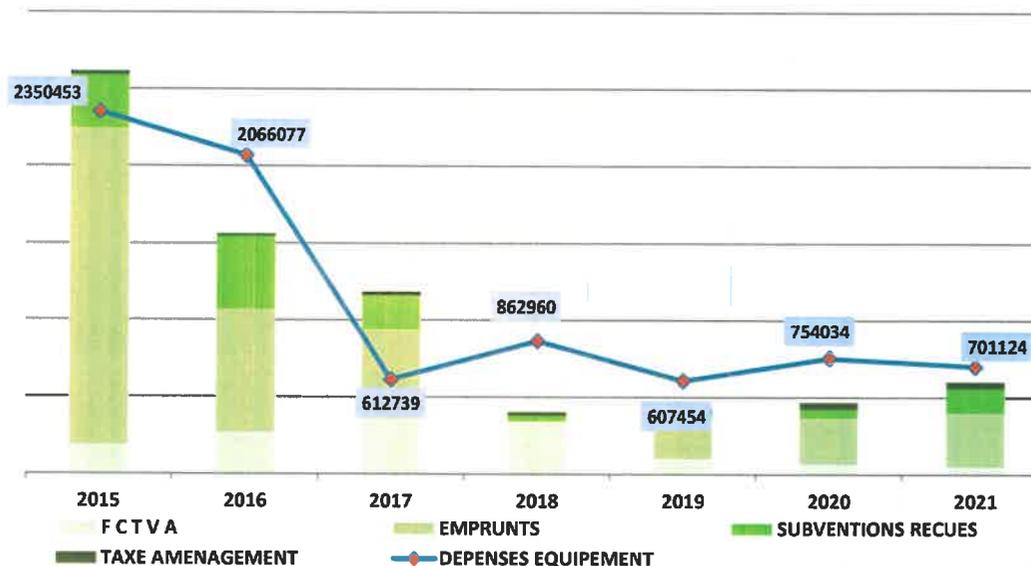


Le montant du remboursement de la dette en 2021 représente 68,66 % de la CAF. La commune a donc utilisé 31,33 % de son épargne pour le financement d'équipements nécessaires (en 2020 ce chiffre était de 15,44 %).

La CAF nette représente une part du financement disponible à laquelle s'ajoutent les ressources propres de 253 158€. Ces ressources sont composées en particulier du FCTVA (49 020€), des subventions (158 646€) et de la Taxe d'Aménagement (45 492€).

Le financement disponible reste positif. En 2021, 457 256€, pour un montant de dépenses d'équipement de 701 124€. A noter que la collectivité a mobilisé l'emprunt de 350 000€ souscrit fin 2020 et reporté en restes à réaliser sur l'exercice 2022, l'emprunt de 300 000€ souscrit fin 2021 au taux de 0,64 % auprès du Crédit Agricole.

### FINANCEMENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT



Envoyé en préfecture le 27/03/2023  
Reçu en préfecture le 27/03/2023  
Publié le  
ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF





# PREMIÈRE ANALYSE DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2022

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

S'LO

OB 2023

13

# I - TABLEAU SYNTHETIQUE COMPTES ADMINISTRATIFS (CA) 2021 - 2022

## A - RÉSULTATS PROVISOIRES DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022

RUBRIQUES	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
<b>DÉPENSES</b>			
<b>EXERCICE (A)</b>			
2021	1 231 501,94 €	4 950 653,46 €	6 182 155,40 €
2022	1 903 208,05 €	5 266 507,88 €	7 169 715,93 €
<b>variations</b>	671 706,11 €	315 854,42 €	987 560,53 €
<b>RÉSULTAT REPORTÉ N-1</b>			
2021	754 983,27 €	- €	754 983,27 €
2022	794 920,59 €	- €	794 920,59 €
<b>variations</b>	39 937,32 €	- €	39 937,32 €
<b>SOUS TOTAL (B)</b>			
2021	1 986 485,21 €	4 950 653,46 €	6 937 138,67 €
2022	2 698 128,64 €	5 266 507,88 €	7 964 636,52 €
<b>variations</b>	711 643,43 €	315 854,42 €	1 027 497,85 €

<b>RECETTES</b>			
<b>EXERCICE (A1)</b>			
2021	1 191 564,62 €	5 448 921,82 €	6 640 486,44 €
2022	1 808 141,94 €	5 564 664,78 €	7 372 806,72 €
<b>variations</b>	616 577,32 €	115 742,96 €	732 320,28 €
<b>RÉSULTAT REPORTÉ N-1</b>			
2021	- €	651 342,40 €	651 342,40 €
2022	- €	643 610,76 €	643 610,76 €
<b>variations</b>	- €	-7 731,64 €	-7 731,64 €
<b>SOUS TOTAL (B1)</b>			
2021	1 191 564,62 €	6 100 264,22 €	7 291 828,84 €
2022	1 808 141,94 €	6 208 275,54 €	8 016 417,48 €
<b>variations</b>	616 577,32 €	108 011,32 €	724 588,64 €

<b>RÉSULTATS</b>			
<b>EXERCICE (A1-A)</b>			
2021	-39 937,32 €	498 268,36 €	458 331,04 €
2022	-95 066,11 €	298 156,90 €	203 090,79 €
<b>variations</b>	55 128,79 €	-200 111,46 €	-144 982,67 €
<b>GLOBAL DE CLOTURE (B1 - B)</b>			
2021	-794 920,59 €	1 149 610,76 €	354 690,17 €
2022	-889 986,70 €	941 767,66 €	51 780,96 €
<b>variations</b>	-95 066,11 €	-207 843,10 €	-302 909,21 €

## B- AFFECTATION RÉSULTAT

	2021	2022	variations	ARRONDI	
EXCÉDENT FONCTIONNEMENT	1 149 610,76 €	941 767,66 €	-207 843,10 €		
DÉFICIT INVESTISSEMENT	794 920,59 €	889 986,70 €	95 066,11 €		
DÉFICIT RESTE À RÉALISER	- €	- €	- €		
EXCÉDENT RESTE À RÉALISER	288 940,34 €	429 303,98 €	140 363,64 €		
BESOIN DE FINANCEMENT (art 1068)	505 980,25 €	460 682,72 €	-45 297,53 €	461 000,00 €	
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT (art 002)	643 610,76 €	481 084,94 €	-162 525,82 €	480 767,66 €	-162 843,10 €

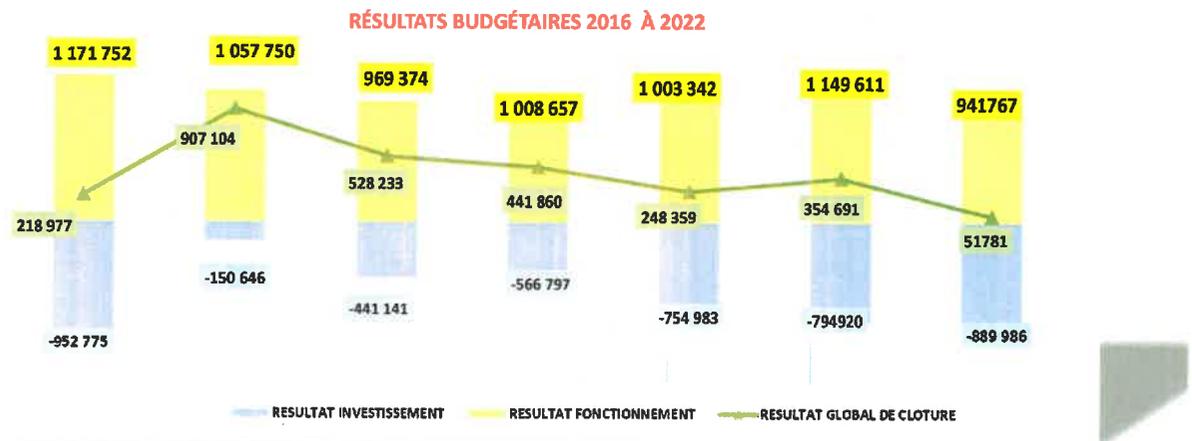
**LE BILAN PROVISOIRE DE L'EXERCICE 2022 FAIT RESSORTIR :**  
 UN DÉFICIT D'INVESTISSEMENT DE : -95 066,11 €  
 UN EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT DE : 298 156,90 €  
 SOIT UN EXCÉDENT DE L'EXERCICE DE : 203 090,79 €

**SI ON INTÈGRE LES REPORTS 2021 ON A :**  
 UN DÉFICIT D'INVESTISSEMENT DE : -889 986,70 €  
 UN EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT DE : 941 767,66 €  
 SOIT UN EXCÉDENT GLOBAL DE CLOTURE DE : 51 780,96 €

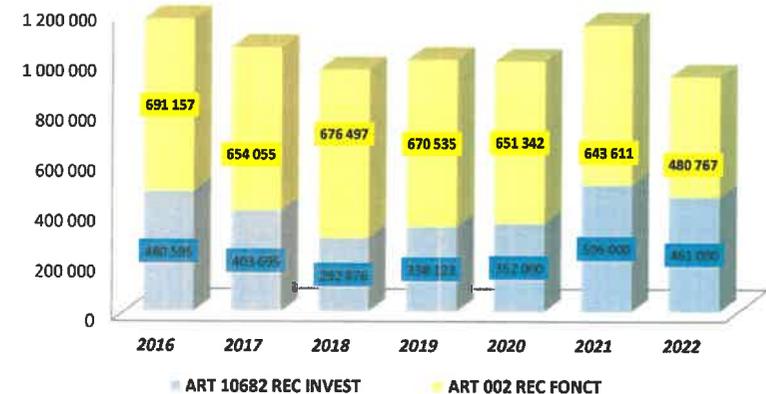
SECTION	PRÉVISIONS 2021	RÉALISATIONS 2021 / TAUX	
		DÉPENSES	RECETTES
INVEST.	2 085 887,10 €	1 986 485,21 € 95,23%	1 191 564,42 € 57,13%
FONCT.	5 744 258,40 €	4 950 653,46 € 86,18%	6 100 264,22 € 106,20%

SECTION	PRÉVISIONS 2022	RÉALISATIONS 2022 / TAUX	
		DÉPENSES	RECETTES
INVEST.	2 789 874,78 €	2 698 128,64 € 96,71%	1 808 141,94 € 64,81%
FONCT.	6 032 469,29 €	5 266 507,88 € 87,30%	6 208 275,54 € 102,91%

VIREMENT SECTION FONCTIONNEMENT INCLUS



## AFFECTATION RÉSULTAT FONCTIONNEMENT



Envoyé en préfecture le 27/03/2023  
 Reçu en préfecture le 27/03/2023  
 Publié le  
 ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

## II - VUES D'ENSEMBLE CA 2022/CA 2021

### A - DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

1/ FRAIS DE PERSONNEL		BP 2021	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
						VALEUR	%
	CHAP 012	3 076 315,00 €	3 067 792,52 €	3 176 735,00 €	3 232 639,31 €	164 846,79 €	5,37%
DÉDUCTION	CHAP 013	55 000,00 €	93 673,60 €	84 400,00 €	132 438,63 €	38 765,03 €	41,38%
TOTAL		3 021 315,00 €	2 974 118,92 €	3 092 335,00 €	3 100 200,68 €	126 081,76 €	4,24%
2/ SUBVENTIONS / PARTICIPATIONS		BP 2021	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
						VALEUR	%
ART 65553	SDIS	65 391,00 €	65 391,00 €	67 941,00 €	67 941,00 €	2 550,00 €	3,90%
ART 65548	SYNDICATS + RELAIS PETITE ENFANCE (ex RAM)	33 000,00 €	30 923,26 €	32 700,00 €	31 012,59 €	89,33 €	0,29%
ART 6558	PART. STE GENEVIEVE /ENFANTS HORS COMMUNE	41 116,00 €	43 038,00 €	38 110,00 €	34 332,00 €	-8 706,00 €	-20,23%
ART 65588	AUTRES	- €	1,07 €	- €	1,43 €	1,43 €	NS
ART 657341	COMMUNES MEMBRES DU GFP	- €	- €	- €	5 499,80 €	5 499,80 €	NS
ART 657362	SUBVENTION CCAS	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	0,00 €	NS
ART 6574	SUBVENTIONS ASSOCIATIONS	82 463,00 €	52 437,00 €	105 905,00 €	107 307,30 €	54 870,30 €	104,64%
TOTAL		241 970,00 €	211 790,33 €	264 656,00 €	266 094,12 €	54 303,79 €	25,64%
SUBVENTIONS VERSÉES		102 463,00 €	72 437,00 €	125 905,00 €	127 307,30 €	54 870,30 €	75,75%
CONTINGENTS		139 507,00 €	139 353,33 €	138 751,00 €	138 786,82 €	-566,51 €	-0,41%
TOTAL		241 970,00 €	211 790,33 €	264 656,00 €	266 094,12 €	54 303,79 €	25,64%
3/ CHARGES FINANCIÈRES		BP 2021	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
						VALEUR	%
CHAP 66	FRAIS FINANCIERS	99 190,00 €	94 933,71 €	90 752,83 €	89 803,92 €	-5 129,79 €	-5,40%
4/ AUTRES CHARGES COURANTES		BP 2020	CA 2020	BP 2022	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
						VALEUR	%
CHAP 011	CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL	1 321 411,00 €	1 149 897,32 €	1 368 754,00 €	1 195 770,92 €	45 873,60 €	3,99%
ART 6512	DROIT UTILISATION INFORMATIQUE	- €	- €	13 800,00 €	13 687,61 €	13 687,61 €	NS
ART6518	AUTRES	9 900,00 €	6 202,07 €	- €	2 809,34 €	-3 392,73 €	0,00%
ART6531	INDEMNITÉS ÉLUS	119 000,00 €	118 996,04 €	119 000,00 €	121 077,13 €	2 081,09 €	1,75%
ART6532	FRAIS MISSION	1 000,00 €	1 794,98 €	1 500,00 €	1 965,95 €	170,97 €	NS
ART6533	COTISATIONS RETRAITE	12 400,00 €	12 461,89 €	12 400,00 €	12 581,04 €	119,15 €	0,96%
ART6534	COTISATIONS SÉCURITÉ SOCIALE	8 000,00 €	8 554,84 €	10 600,00 €	12 619,90 €	4 065,06 €	47,52%
ART6535	FORMATIONS	3 000,00 €	1 300,00 €	3 000,00 €	220,00 €	-1 080,00 €	-83,08%
ART65372	COTISATION AU FONDS FIN, ALLOCAT FIN MANDAT	- €	59,04 €	60,00 €	60,07 €	1,03 €	1,74%
ART 6541/6542	CRÉANCES ADMISES EN NON VALEUR/ÉTEINTES	4 000,00 €	- €	4 000,00 €	- €	- €	0,00%
TOTAL		1 478 711,00 €	1 299 266,18 €	1 533 114,00 €	1 360 791,96 €	61 525,78 €	4,74%
5/ AUTRES CHARGES		BP 2020	CA 2020	BP 2022	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
						VALEUR	%
CHAP 042	TRANSFERT ENTRE SECTION	229 000,00 €	236 407,27 €	269 000,00 €	268 240,48 €	31 833,21 €	13,47%
ART 6711	INTÉRÊTS MORATOIRES	1 000,00 €	- €	1 000,00 €	- €	0,00 €	0,00%
ART 673	TITRES ANNULÉS	1 000,00 €	170,00 €	1 000,00 €	- €	-170,00 €	0,00%
ART 6718	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	- €	- €	- €	39 840,00 €	39 840,00 €	#DIV/DI
TOTAL		231 000,00 €	236 577,27 €	271 000,00 €	308 080,48 €	71 503,21 €	0,30 €
TOTAL DÉPENSES FONCTIONNEMENT		BP 2020	CA 2020	BP 2022	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
						VALEUR	%
TOTAL DÉPENSES FONCTIONNEMENT		5 072 186,00 €	4 816 686,41 €	5 251 857,83 €	5 124 971,16 €	308 284,75 €	6,40%
MONTANT TOTAL DU BUDGET		5 726 357,40 €	4 950 653,46 €	6 032 469,29 €	5 266 507,88 €	315 854,42 €	6,38%
DIFFÉRENCE		654 171,40 €	133 967,05 €	780 611,46 €	141 536,72 €	7 569,67 €	5,65%
CHAP 014 ATTÉNUATION PRODUITS		43 305,00 €	40 293,45 €	12 403,00 €	9 098,09 €	-31 195,36 €	-77,42%
CHAP 022 DÉPENSES IMPRÉVUES		155 866,40 €	- €	119 591,68 €	- €		
CHAP 023 VIREMENT SECTION INVESTISSEMENT		400 000,00 €	- €	564 216,78 €	- €		
CHAP 013 ATTÉNUATIONS DE CHARGES		55 000,00 €	93 673,60 €	84 400,00 €	132 438,63 €	38 765,03 €	41,38%
TOTAL		654 171,40 €	133 967,05 €	780 611,46 €	141 536,72 €	7 569,67 €	5,65%

Envoyé en préfecture le 27/03/2023  
 Reçu en préfecture le 27/03/2023  
 Publié le   
 ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

## B - RECETTES DE FONCTIONNEMENT

1/ RECETTES FISCALES		BP 2021	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
						VALEUR	%
	CHAP 73	2 838 400,00 €	2 935 047,18 €	2 982 132,00 €	3 061 994,75 €	126 947,57 €	4,33%
DÉDUCTION	CHAP 014	43 305,00 €	40 293,45 €	12 403,00 €	9 098,09 €	-31 195,36 €	-77,42%
TOTAL		2 795 095,00 €	2 894 753,73 €	2 969 729,00 €	3 052 896,66 €	158 142,93 €	0,05 €
2/ D G F ET AUTRES DOTATIONS		BP 2021	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
						VALEUR	%
7411	DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF)	630 000,00 €	637 558,00 €	630 000,00 €	637 828,00 €	270,00 €	0,04%
74121	DOTATION SOLIDARITÉ RURALE (DSR)	85 000,00 €	228 809,00 €	185 000,00 €	157 635,00 €	-71 174,00 €	-31,11%
74127	DOTATION NATIONALE DE PÉRÉQUATION (DNP)	100 000,00 €	102 894,00 €	100 000,00 €	95 016,00 €	-7 878,00 €	-7,66%
SOUS TOTAL		815 000,00 €	969 261,00 €	915 000,00 €	890 479,00 €	-78 782,00 €	-8,13%
AUTRES DOTATIONS		258 635,00 €	303 555,88 €	275 444,00 €	219 325,57 €	-84 230,31 €	-27,75%
TOTAL		1 073 635,00 €	1 272 816,88 €	1 190 444,00 €	1 109 804,57 €	-241 794,31 €	-12,81%
3/ AUTRES PRODUITS COURANTS		BP 2021	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
						VALEUR	%
CHAP 70	PRODUITS SERVICES / DOMAINE	689 000,00 €	702 905,19 €	682 400,00 €	776 003,79 €	73 098,60 €	10,40%
CHAP 75	IMMEUBLES/ FERMIER / 752	351 780,00 €	339 243,68 €	356 440,00 €	373 879,77 €	34 636,09 €	10,21%
ART 721	TRAVAUX EN RÉGIE	- €	- €	- €	- €	- €	0,00%
TOTAL		1 040 780,00 €	1 042 148,87 €	1 038 840,00 €	1 149 883,56 €	107 734,69 €	10,34%
4/ AUTRES PRODUITS		BP 2021	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
						VALEUR	%
CHAP 76	PRODUITS FINANCIERS	- €	9,60 €	- €	10,24 €	0,64 €	6,67%
CHAP 77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 000,00 €	22 124,93 €	2 000,00 €	19 490,51 €	-2 634,42 €	-11,91%
	OPÉRATIONS ORDRE COMPTABLE	65 200,00 €	83 100,76 €	91 042,53 €	91 042,53 €	7 941,77 €	9,56%
TOTAL		67 200,00 €	105 235,29 €	93 042,53 €	110 543,28 €	5 307,99 €	0,05 €
TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT		BP 2021	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
						VALEUR	%
		4 976 710,00 €	5 314 954,77 €	5 292 055,53 €	5 423 128,07 €	108 173,30 €	2,04%
MONTANT TOTAL DU BUDGET		5 726 357,40 €	6 100 264,22 €	6 032 469,29 €	6 208 275,54 €	108 011,32 €	1,77%
DIFFÉRENCE		749 647,40 €	785 309,45 €	740 413,76 €	785 147,47 €	-161,98 €	-0,02%
CHAP 014 ATTÉNUATION PRODUITS		43 305,00 €	40 293,45 €	12 403,00 €	9 098,09 €	-31 195,36 €	-77,42%
CHAP 002 EXCÉDENT REPORTÉ N-1		651 342,40 €	651 342,40 €	643 610,76 €	643 610,76 €	-7 731,64 €	-1,19%
CHAP 013 ATTÉNUATIONS CHARGES		55 000,00 €	93 673,60 €	84 400,00 €	132 438,63 €	38 765,03 €	41,38%
		749 647,40 €	785 309,45 €	740 413,76 €	785 147,48 €	-161,97 €	-0,02%

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

### C - PRODUITS RÉELS + 1,92 % PAR RAPPORT À 2021

	BP 2021	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
					VALEUR	%
PRÉVISIONS ( BP HORS EXCÉDENT REPORTÉ ) / RÉALISATIONS	5 075 015,00 €	5 448 921,82 €	5 388 858,53 €	5 564 664,78 €	115 742,96 €	2,12%
DÉDUCTION	CHAP 013 ATTÉNUATIONS CHARGES	55 000,00 €	93 673,60 €	84 400,00 €	132 438,63 €	41,38%
	CHAP 014 ATTÉNUATIONS PRODUITS	43 305,00 €	40 293,45 €	12 403,00 €	9 098,09 €	-77,42%
	CHAP 042 RECETTES (TRANSFERT ENTRE SECTION)	65 200,00 €	83 100,76 €	91 042,53 €	91 042,53 €	9,56%
	CESSION IMMOBILIÈRE ( art 775 )	- €	200,00 €	- €	- €	NS
<b>TOTAL</b>	<b>4 911 510,00 €</b>	<b>5 231 654,01 €</b>	<b>5 201 013,00 €</b>	<b>5 332 085,53 €</b>	<b>100 431,52 €</b>	<b>1,92%</b>

### D - DÉPENSES RÉELLES + 6,04% PAR RAPPORT À 2021

	BP 2021	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
					VALEUR	%
PRÉVISIONS (BP HORS DÉPENSES IMPRÉVUES ET VIREMENT) / RÉALISATIONS	5 170 491,00 €	4 950 653,46 €	5 348 660,83 €	5 266 507,88 €	315 854,42 €	6,38%
DÉDUCTION	CHAP 013 ATTÉNUATIONS CHARGES	55 000,00 €	93 673,60 €	84 400,00 €	132 438,63 €	41,38%
	CHAP 014 ATTÉNUATIONS PRODUITS	43 305,00 €	40 293,45 €	12 403,00 €	9 098,09 €	-77,42%
	CHAP 042 DÉPENSES (TRANSFERT ENTRE SECTION)	229 000,00 €	236 407,27 €	269 000,00 €	268 240,48 €	13,47%
<b>TOTAL</b>	<b>4 843 186,00 €</b>	<b>4 580 279,14 €</b>	<b>4 982 857,83 €</b>	<b>4 856 730,68 €</b>	<b>276 451,54 €</b>	<b>6,04%</b>

### E - CAF BRUTE ET CAF NETTE

	BP 2021	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2022 / CA 2021	
					VALEUR	%
RECETTES RÉELLES	4 911 510,00 €	5 231 654,01 €	5 201 013,00 €	5 332 085,53 €	100 431,52 €	1,92%
DÉPENSES RÉELLES	4 843 186,00 €	4 580 279,14 €	4 982 857,83 €	4 856 730,68 €	276 451,54 €	6,04%
CAF BRUTE	68 324,00 €	651 374,87 €	218 155,17 €	475 354,85 €	-176 020,02 €	-27,02%
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNT	447 278,00 €	447 277,16 €	474 743,00 €	482 813,07 €	35 535,91 €	7,94%
CAF NETTE	- 378 954,00 €	204 097,71 €	- 256 587,83 €	- 7 458,22 €	- 211 555,93 €	-103,65%

### F - STRUCTURE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

% PAR RAPPORT AUX RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT				
RESSOURCES FISCALES	56,91%	55,33%	57,10%	57,26%
DOTATIONS	21,86%	24,33%	22,89%	20,81%
AUTRES PRODUITS RÉELS	21,19%	19,92%	19,97%	21,57%

% PAR RAPPORT AUX DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT				
FRAIS DE PERSONNEL	62,38%	64,93%	62,06%	63,83%
SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	5,00%	4,62%	5,31%	5,48%
CHARGES FINANCIÈRES	2,05%	2,07%	1,82%	1,85%
AUTRES CHARGES RÉELLES	30,53%	28,37%	30,77%	28,02%

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

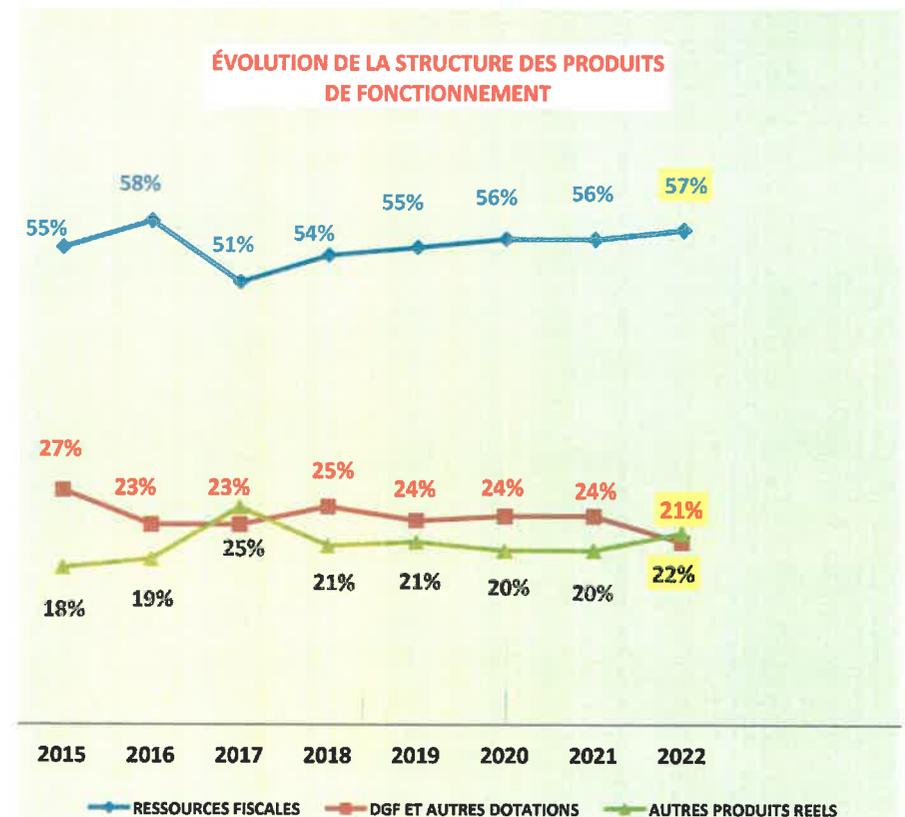
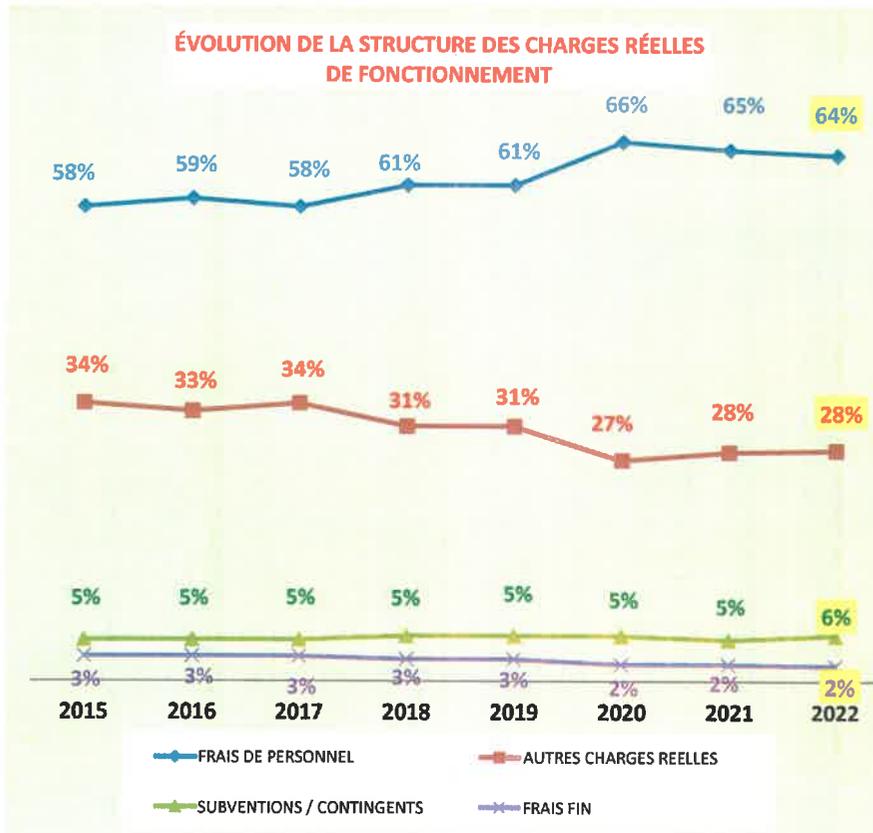
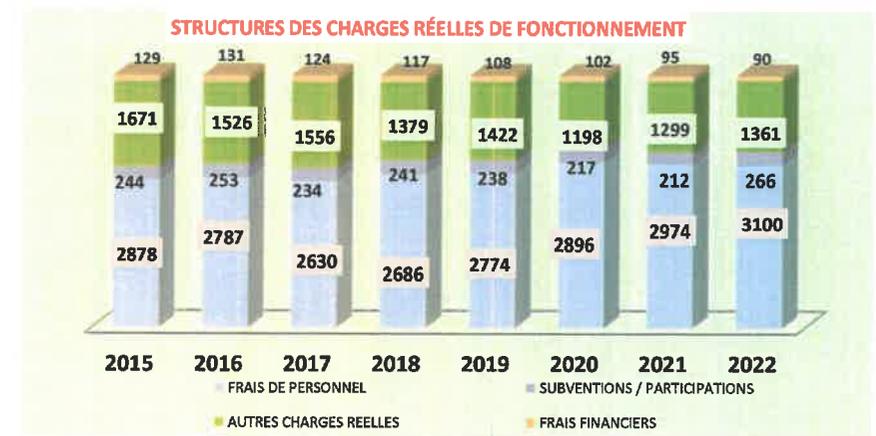
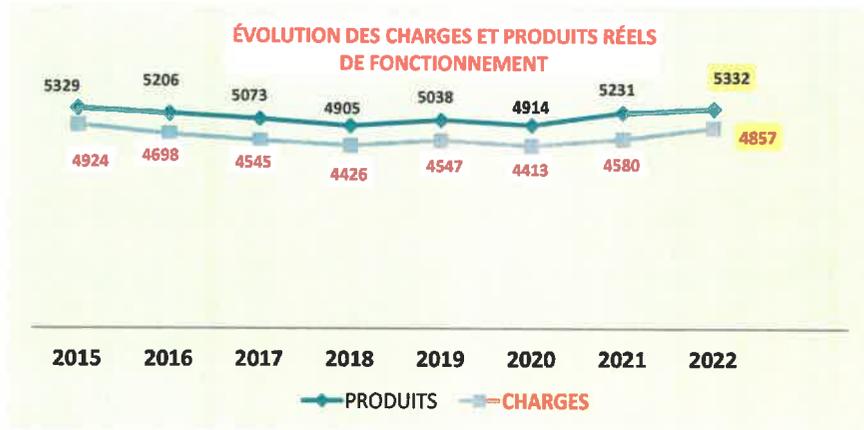
Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

## G - PRÉSENTATION GRAPHIQUE DU CA 2022



Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

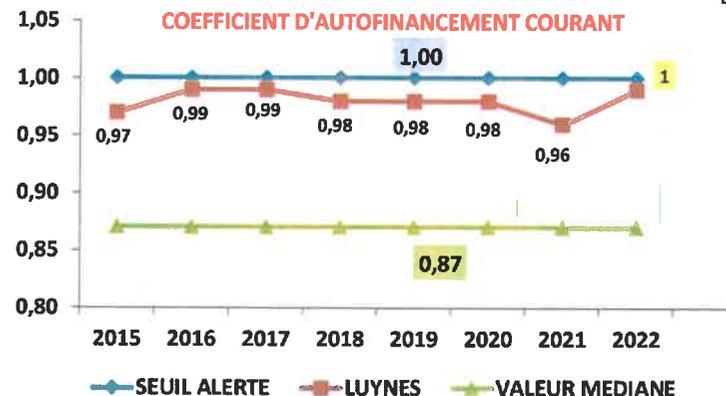
S<sup>2</sup>LO

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

## H - PRINCIPAUX RATIOS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT CA 2022

### COEFFICIENT D'AUTOFINANCEMENT COURANT

Ce ratio traduit la capacité de la commune à couvrir par ses produits de fonctionnement réels, à la fois ses charges de fonctionnement réelles et le remboursement de sa dette (hors opérations de refinancement). Lorsque ce ratio est > à 1 cela signifie que la commune ne peut plus dégager des ressources sur ses produits de fonctionnement afin de financer ses investissements. Le coefficient de 1 signifie que l'ensemble des dépenses de fonctionnement + le remboursement de la dette ont consommé 100% des produits de fonctionnement, laissant aucune marge pour financer les équipements.



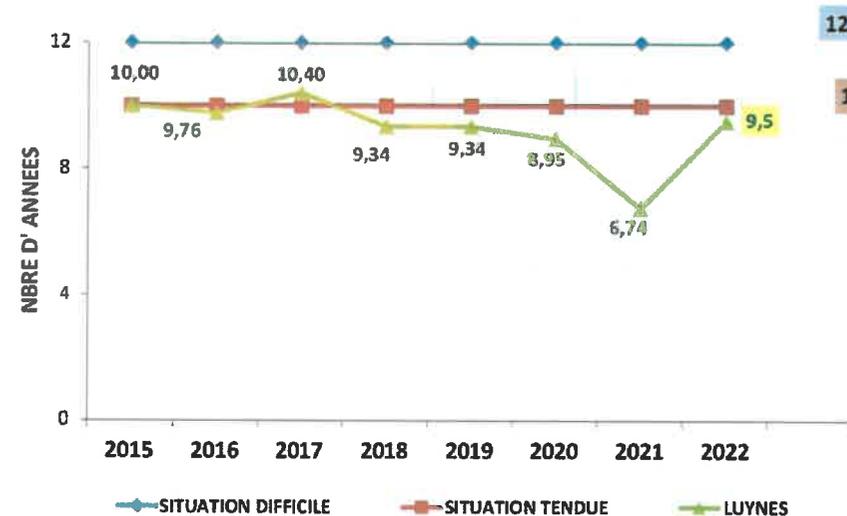
### RIGIDITÉ DES CHARGES STRUCTURELLES



### RIGIDITÉ DES CHARGES STRUCTURELLES

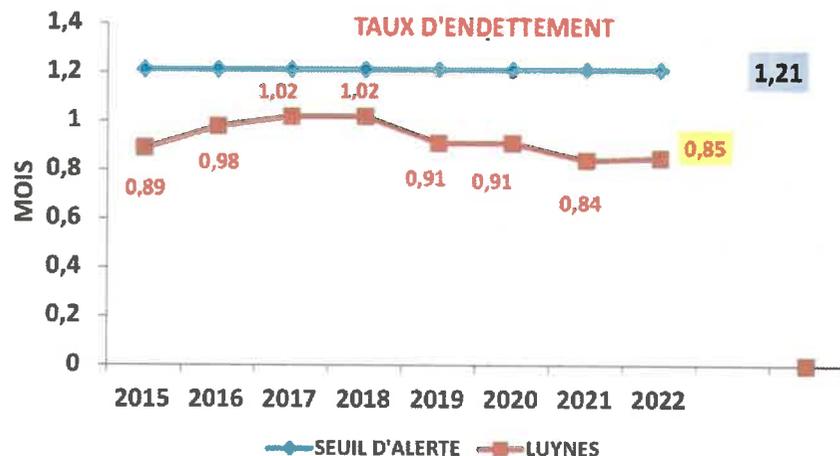
Ce ratio mesure le poids des charges de fonctionnement les plus rigides et difficilement compressibles, par rapport aux produits de fonctionnement réels et donc la marge de manœuvre dont dispose la commune pour réduire ses charges. Le seuil d'alerte est à 0,65. D'autre part la médiane 0,41 est la valeur qui sépare l'ensemble des communes (toutes strates confondues au niveau national) en deux ensembles égaux.

### CAPACITÉ DE DÉSENETTEMENT



### CAPACITÉ DE DÉSENETTEMENT

Le meilleur indicateur de la situation financière d'une commune est sa capacité de désendettement. Elle se mesure par le ratio encours de dettes / CAF brute. Le résultat donne le nombre d'années nécessaire pour rembourser la dette avec l'auto-financement. En dessous de 10 ans, la situation financière est considérée comme convenable.

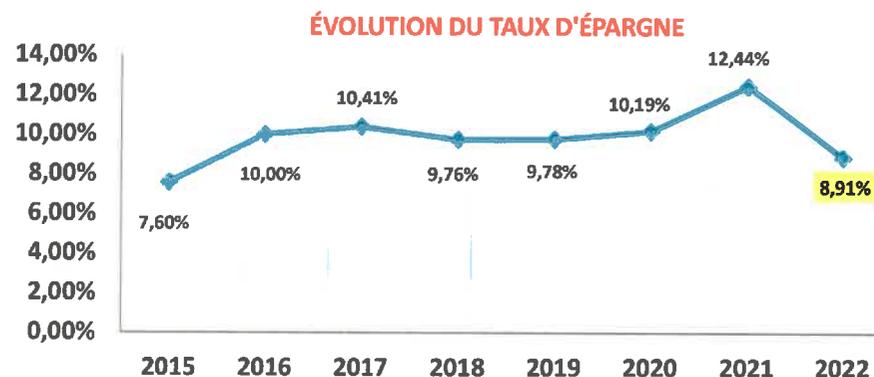


**TAUX D'ENDETTEMENT**

En règle générale, la dette en capital d'une commune correspond à l'équivalent d'une année de recettes réelles de fonctionnement.  
 Une commune doit donc avoir un ratio < 1.  
 Le seuil d'alerte est à 1,21. Ce taux se mesure par le ratio encours de dettes / produits de fonctionnement.

**TAUX D'ÉPARGNE BRUTE (TEB)**

L'un des principes fondamentaux de l'équilibre budgétaire porte sur l'obligation de couvrir les dépenses récurrentes par des recettes définitives.  
 Le calcul du TEB permet de déterminer la fraction des ressources courantes disponibles pour rembourser le capital de la dette et autofinancer les investissements. Ce taux se mesure par le ratio caf brute / produits réels de fonctionnement.  
 Le seuil critique se situe autour de 10 %. En dessous la collectivité s'expose à un risque de déséquilibre budgétaire à court terme.



## I - ÉVOLUTION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

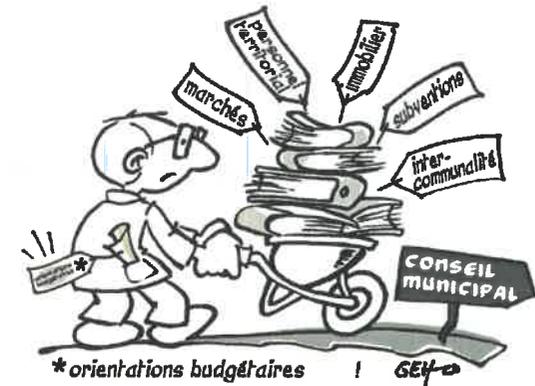
Capacité autofinancement	2017	2018	2019	2020	2021	2022	variation
Produits fonctionnement réels (A)	5 072 762	4 905 776	5 038 180	4 914 291	5 231 654	5 332 085	1,92%
Charges de fonctionnement réelles (B)	4 544 699	4 426 582	4 547 052	4 413 710	4 580 279	4 856 730	6,04%
Capacité autofinancement brute (A-B)=C	528 063	479 193	491 128	500 581	651 375	475 355	-27,02%
Produits de cessions immobilisations	104	0	3000	14815	200	0	-100,00%
Remboursement capital emprunts (D)	373 641	399 176	402 839	423 289	447 277	482 813	7,94%
CAF nette (C-D)	154 422	80 017	88 289	77 292	204 098	-7 458	-103,65%



**DÉFINITIONS :**

\* **CAF BRUTE** : correspond à la différence entre les recettes hors produits de cession d'immobilisation, et les dépenses de fonctionnement réelles d'une commune. Elle doit lui permettre de financer tout ou partie des opérations d'investissement. (remboursement de la dette en capital, dépenses d'équipement ...)

\* **CAF NETTE** : correspond à l'épargne nette que dégage une commune après avoir remboursé sa dette en capital.



# PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2023

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

S<sup>2</sup>LO

OB 2023

21

# I – UNE PRÉPARATION BUDGÉTAIRE 2023 S'INSCRIVANT DANS UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DIFFICILE, INCERTAIN ET VOLATILE.

Si 2021 a connu un certain ressaut après l'année 2020 totalement bouleversée par la crise sanitaire, 2022 a été une année complexe pour les finances des collectivités locales et fut une année moins faste que prévue en raison notamment de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique qui en a découlé.



Les budgets ont été fortement impactés par l'inflation et différents types de revalorisations intervenus ces derniers mois.

Notre pays a connu un choc inflationniste inédit au premier semestre 2022, à l'instar de nombreux pays. La hausse de prix n'avait pas atteint un tel niveau depuis le milieu des années 1980.

La majeure partie de cette inflation étant imputable à l'augmentation drastique des prix de l'énergie subséquente à l'éclatement de la guerre en Ukraine en février 2022.

Après avoir ralenti en août et septembre (5.9% et 5.6%), l'inflation est repartie à la hausse qui provient principalement de l'accélération des prix de l'énergie, de l'alimentation et des produits manufacturés.

## A – A QUOI DOIVENT S'ATTENDRE LES COLLECTIVITÉS LOCALES ? : CONTEXTE GÉNÉRAL

Deux axes majeurs sont à envisager dans le cadre de la préparation budgétaire 2023.

⇒ 1<sup>er</sup> axe : Une inflation forte couplée à de multiples revalorisations.

Les prévisions économiques laissent entendre que l'inflation constatée ces derniers mois (6.5% selon l'INSEE), la plus forte enregistrée depuis les années 80, va s'installer dans la durée.

Même si dans notre pays l'inflation y est davantage contenue que dans d'autres pays, la situation reste tendue et préoccupante.



La France est impactée par un enchaînement de faits :

- La reprise économique post-crise sanitaire, a créé une pénurie (usines fermées, problèmes d'approvisionnements, ...).
- La consommation a connu une relance sans précédent suite au déconfinement et à l'épargne accumulée par les Français pendant la crise, même si cet agrégat recouvre des réalités individuelles très différentes.
- La guerre en Ukraine et les sanctions contre la Russie ont conduit à une forte hausse des prix de l'énergie.

En ce qui concerne le monde des collectivités locales et particulièrement les communes, ces dernières ont dû faire face, comme d'autres acteurs économiques, à une série de revalorisations financières. C'est le cas notamment des contrats d'achat d'énergie en particulier le gaz et l'électricité, sources de perturbations budgétaires.

Pour notre commune, cela a représenté sur l'exercice budgétaire 2022, sur les six derniers mois, un surcoût de 31 000€ pour l'électricité et 27 000€ pour le gaz, dépenses non prévues dans le cadre des prévisions budgétaires initiales.

Dans le même ordre d'idées, dans le cadre de la gestion du personnel il a fallu trouver les ressources nécessaires pour faire face à la revalorisation du point d'indice, intervenu le 1<sup>er</sup> juillet 2022 (3.5%) et du SMIC.

Bien que tout à fait souhaitable pour aider les agents à faire face dans leur vie de tous les jours à la reprise de l'inflation, ces décisions ont entraîné un surcoût de dépenses à hauteur de 72 000€, qu'il a fallu trouver sur le budget 2022.

Ce mouvement inflationniste devrait d'après les experts s'amplifier en 2023 avec des répercussions non négligeables sur les budgets des communes qui sont déjà fortement contraints depuis plusieurs années.

### → 2<sup>ème</sup> axe : une fiscalité dopant les recettes des finances locales en 2023 !

Selon les différentes études présentées dans les notes de conjonctures (notamment celle publiée par la Banque Postale), les collectivités territoriales devraient générer davantage de recettes grâce au dynamisme de la fiscalité locale, du fait notamment de la revalorisation forfaitaire des bases particulièrement élevées cette année (+ 7.10%), conséquence de l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Pour notre commune c'est un produit fiscal de 200 000€ de plus par rapport au BP 2022 qui est attendu, sans variation de taux.

En revanche contenu du contexte actuel, il convient d'être prudent en 2023 concernant les droits de mutation à titre onéreux qui pourraient diminuer ou du moins voir leur progression ralentir ou stagner.

En effet, ils correspondent aux taxes que les collectivités locales et l'État imposent lors de la vente des biens immobiliers. Avec la forte remontée des taux d'intérêts et la frilosité des banques concernant l'accord de crédit, le nombre de transactions pourraient ralentir de manière significative et avoir un impact négatif sur les budgets locaux.

Malgré ce dynamisme fiscal annoncé, les surcoûts 2022 des dépenses, telles qu'exposées ci-dessus, ont eu un impact non négligeable sur le résultat de l'exercice budgétaire de fonctionnement de la commune puisque d'un excédent 2021 de 1 149 610€ on passe en 2022 à 941 767€, soit -207 843€ en valeur absolue.

Ce qui a pour conséquence un report d'excédent au niveau des ces orientations budgétaires d'environ 481 000€, soit une diminution des recettes de fonctionnement de 162 000€ par rapport à l'année dernière.

Il convient de noter que cette année pour la première fois, la capacité d'autofinancement nette devrait être négative de -7 400€. Cela s'explique notamment par le fait qu'il a fallu financer sur le budget 2022 des dépenses non prévues, que ce soit au niveau de l'énergie que des frais de personnel.

Il ne faut pas négliger que les surcoûts 2022 exposés se feront sentir en 2023. Cette fois en année pleine avec un impact budgétaire estimé pour l'énergie à + 156 000€ (91 000€ électricité, 50 000€ gaz et 15 000€ contrat ENGIE) et pour le personnel + de 100 000€.

C'est dans ce cadre sans précédent que ces orientations budgétaires sont travaillées par l'ensemble des services et l'équipe municipale pour l'élaboration du budget 2023 qui s'annonce des plus contraint et difficile pour arriver à l'équilibre budgétaire.

## B – LA LOI DE FINANCES POUR 2023

### B.1 – Les principaux indicateurs financiers

La loi de finances qui a été publiée au Journal Officiel du 31 décembre 2022, table sur une prévision de croissance de 1% (2,7% en 2022) et une inflation en moyenne annuelle de (+ 4,20 % en 2023).



Le principal aléa de ce scénario est l'évolution de la guerre en Ukraine et ses conséquences sur le prix de l'énergie. En 2023 comme en 2022, le déficit public devrait se stabiliser à hauteur de 5 % du PIB.

Le déficit de l'État atteindrait 165 milliards d'euros en 2023 et le poids de la dette publique qui avoisinera les 300 Mds€ devrait être de 111,2% du PIB contre 111,5% en 2022.

## B.2 – Les principales mesures impactant les collectivités territoriales.



### ➤ Des dispositifs face à la hausse de l'énergie.

Trois dispositifs d'aides aux communes sont mis en place par l'État, les communes étant les collectivités les plus touchées par la hausse de l'énergie. Ces dispositifs restent cependant insuffisants, dans la mesure où ils ne compensent pas l'intégralité de la hausse des coûts.

#### 1<sup>er</sup> dispositif : Boucliers d'électricité

Il est destiné aux petites collectivités remplissant 3 critères : budget annuel inférieurs à 2 M€, 10 ETP au maximum et une puissance souscrite sur les différents sites inférieure ou égale à 36Kw/h/site. La hausse du prix de l'électricité sera limitée à 15%. Luynes ne bénéficiera pas de ce dispositif.



#### 2<sup>ème</sup> dispositif : Amortisseur électricité



Il s'applique à toutes les autres collectivités non éligibles au bouclier électricité.

L'amortisseur électricité va prendre effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2023.

L'État prend en charge une partie de la facture d'électricité dès lors que le prix souscrit dépasse un certain niveau.

L'amortisseur est une réduction de prix qui se traduira dans la facture d'électricité. Pour notre commune, l'amortisseur est estimé à 40 000 €.

Le dispositif prend effet à partir du moment où une collectivité paye plus de 180€ le Mwh. L'État prend en charge la moitié du prix de l'électricité qui dépasse ce seuil. Exemple, si une collectivité paye 190€ le Mwh, soit 10€ au-dessus du seuil, l'État prend en charge la moitié de ce dépassement soit 5€ par Mwh.

Envoyé en préfecture le 27/03/2023
Reçu en préfecture le 27/03/2023
Publié le
ID : 037-213701394-20230321-DEL_21032023_01-BF



### 3<sup>ème</sup> dispositif : le filet de sécurité

Ce dispositif a vocation à protéger les collectivités locales les plus fragiles de l'inflation des prix énergétiques et est cumulable avec l'amortisseur électricité exposé ci-dessus.

Ce dispositif existait déjà en 2022. Pour être éligible, les communes devaient réunir trois conditions de façon cumulatives :



- Un taux d'épargne brute 2021 inférieur à 22% des recettes réelles de fonctionnement,
- Un potentiel fiscal ou financier par habitant inférieur au double de la moyenne de la strate,
- Une perte d'au moins 25% d'épargne brute en 2022 du fait principalement de la hausse des dépenses d'énergie, d'alimentation et de la revalorisation du point d'indice.

Notre commune remplissant ces trois critères, devrait percevoir en 2023 une dotation se situant entre 100 000€ et 130 000€.

Ce dispositif est reconduit en 2023 avec des critères modifiés.

Toutefois, comme pour le montant du filet de sécurité 2022, celui de 2023 sera défini au moment du compte administratif 2023 et de ce fait perçu le cas échéant en 2024.

### ➤ Une hausse de 320 millions d'euros pour la DGF du bloc communal.

Alors que le montant de la DGF était gelé depuis 2018 à 26,6 milliards d'euros (Md€), l'enveloppe est fixée pour cette année à 26,9 milliards d'euros ce qui correspond à une évolution de +1,20%, mais bien en deçà du taux d'inflation.

Cette progression est cette fois financée par le budget de l'État et est ciblée intégralement sur la DGF des communes et des EPCI.

Contrairement aux autres années, cette hausse n'est plus liée aux écrêtements au sein de la DGF (politique de redéploiement au sein de la dotation).

Ce qui fait que normalement pour les communes, les montants individuels de la dotation forfaitaire devraient évoluer uniquement en fonction de la population entre 2022 et 2023.

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF



	2022	2023
<b>DGF des communes *</b>	<b>12 Md€</b>	<b>12.3 Md€</b>
Dotation forfaitaire	6.8 Md€	6.8 Md€
DSU (Dotation Solidarité Urbaine)	2.6 Md€	2.7 Md€
DSR (Dotation Solidarité Rurale)	1.9 Md€	2.1 Md€
DNP (Dotation Nationale de péréquation)	0.8 Md€	0.8 Md€
<b>DGF des EPCI</b>	<b>6.3 Md€</b>	<b>6.3 Md€</b>
Dotation d'intercommunalité	1.7 Md€	1.7 Md€
Dotation de compensation	4.6 Md€	4.6 Md€
<b>DGF du bloc communal</b>	<b>18.3 Md€</b>	<b>18.6 Md€</b>

\*voir pages 41 à 45 du présent document.

Ainsi, en 2023 la DGF se compose de :

- 18.6 Md€ pour le bloc communal
- 8.3 Md€ pour les départements (montant identique à 2022).

### ➤ Les crédits d'investissement aux collectivités locales



Ils sont en augmentation de + 5,5% pour la DSIL et + 0,4% pour la DETR.

DSIL : Dotation de Soutien à l'Investissement Local

DETR : Dotation d'Équipements des Territoires Ruraux



➤ **Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives pour 2023 + 7.10%.**



Pour rappel, la revalorisation était en 2022 de + 3.4% et de + 0.2% en 2021.

➤ **Suppression complète de la taxe d'habitation en 2023 pour les résidences principales.**

Après une première vague qui a dégrèvé de 80% des ménages entre 2018 et 2020, la 2<sup>ème</sup> vague prend fin en 2023 en exonérant la totalité des ménages de la taxe d'habitation.

En revanche, si depuis 2020 le taux de la taxe d'habitation était gelé, à compter de cette année les collectivités récupèrent leur pouvoir de taux sur cette taxe et ce pour les résidences secondaires et les logements vacants.



ⓘ La baisse progressive ne s'applique pas aux résidences secondaires.

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF



## II – LE CONTEXTE LOCAL : PREMIÈRE ANALYSE DU COMPTE ADMINISTRATIF PROVISOIRE 2022.

Comme pour beaucoup de communes, l'année 2022 à Luynes fut une nouvelle fois une année particulière frappée à nouveau par la crise sanitaire les premiers mois, puis par la guerre en Ukraine dès février, sans oublier l'inflation, qui déjà amorcée dès 2021, s'est envolée tout au long de l'exercice impactant considérablement le budget communal.



A titre d'exemple, les contrats d'électricité et de gaz arrivant à échéance au 30 juin 2022, ont été renouvelés par le service commun de l'énergie de la Métropole.

C'est ainsi que le budget de l'électricité a été multiplié par environ 1.9 et pour le gaz par 6.

Sans oublier le marché transport scolaire + 12.3% au 1<sup>er</sup> septembre 2022, + 11% pour le papier, ....

À cela s'est ajouté la revalorisation du point d'indice des agents de la fonction publique de +3,5% au 1<sup>er</sup> juillet, ce qui a eu une incidence sur les six derniers mois de l'ordre de 60 000€.

Bien que tout à fait légitime du fait du contexte économique actuel qui touche le pouvoir d'achat des ménages, cette décision a eu un impact non négligeable sur le budget d'autant que comme pour la hausse de l'énergie ces dépenses supplémentaires n'étaient pas prévues au budget.

C'est pourquoi, il a fallu retravailler le budget 2022 et trouver des pistes d'économies pour faire face à ces nouvelles dépenses.

C'est ainsi notamment que la décision a été prise de ne pas installer les illuminations de Noël, soit une économie de 23 000€.

Face à ces hausses, il convient de rappeler également que le Conseil Municipal lors de sa séance du 13 décembre 2022 a ajouté une enveloppe de 62 000 € en charge de personnel.

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

S<sup>2</sup>LOW

Dans le même temps, les communes ont connu des difficultés à obtenir des emprunts à taux fixes.

Quasiment plus aucune banque ne proposait des prêts à taux fixes, ce qui a eu pour conséquence pour les collectivités de prendre des risques liés aux taux variables.

C'est ainsi que pour 2022, la meilleure offre que la commune a pu obtenir pour un prêt de 350 000€ a été, pour une durée de 15 ans, un taux fixe de 2,57 % avec obligation de mobiliser les fonds immédiatement.

Alors qu'en 2021 la commune avait souscrit un emprunt de 300 000€ à un taux fixe de 0,64 % avec une possibilité de tirage des fonds jusqu'au 31 décembre 2023.

Outre l'impact sur nos frais financiers, cette situation aura indéniablement, si elle devait perdurer, des conséquences sur l'investissement.

Au final, le résultat de fonctionnement de l'exercice 2022 en diminution de 207 843 € par rapport à 2021 (tel qu'exposé à la page 14), est le reflet de ces hausses de coûts auxquelles la commune a dû faire face.

Au stade des orientations budgétaires 2023, les chiffres de l'exercice 2022, tels que présentés aux pages 14 à 20 du présent document, ne sont pas arrêtés de façon définitive mais leur analyse est un élément qui doit être pris en compte au niveau de la préparation budgétaire.



## LES PRINCIPAUX CONSTATS DE L'EXERCICE 2022

- **Une progression de +6,04% des dépenses réelles (+ 276 451 €), alors que les recettes réelles connaissent une hausse de 1,92% (+ 100 4 31 €).**

Les principales hausses de dépenses concernent :

- les frais de personnel + 126 082€,
- les subventions + 54 870€ (impact des subventions auparavant versées par Tours Métropole Val de Loire et reprise en 2022 sur le budget communal),
- les charges à caractère général + 45 800€.

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

Au niveau des recettes, il convient de noter qu'en 2022 la commune a perçu que 50 % du montant 2021 de la Dotation Solidarité Rurale « fraction cible », soit 71 500 € pour un montant inscrit à 100 000 €.

À côté de ces chiffres, les ratios de structure permettent d'estimer l'évolution de la santé financière de la commune.

Ainsi on constate :

➤ **Une forte diminution de l'autofinancement :**

- - 27,02 % de CAF Brute (recettes réelles - dépenses réelles) : elle passe de 651 374 € en 2021 à 475 355 € et représente 8,91 % des produits de fonctionnement pour un seuil estimé satisfaisant à 15 %.
- CAF nette (CAF Brute - remboursement du capital de la dette) : elle passe de 204 097 € en 2021 à - 7 458 € en 2022. Pour la première fois, la CAF nette est négative au niveau du résultat de l'exercice budgétaire. Il faut rappeler qu'au niveau du Budget Primitif 2022, elle était estimée à - 256 587 €, donc malgré un exercice très compliqué le résultat a été nettement amélioré par rapport à la prévision. Toutefois, cela n'est absolument pas satisfaisant et démontre bien une situation délicate et tendue. Les résultats s'expliquent également par une forte mobilisation du recours à l'emprunt en 2022 : 650 000 € par rapport aux années antérieures (300 000 €) et ce du fait du programme d'investissement de remplacement du système de production de chaleur des écoles. Il faut rappeler que les deux emprunts contractés sur une durée de 15 ans en 2022 ont eu un impact immédiat sur le budget du fait des échéances mensuelles.



➤ **La capacité de désendettement**

Elle remonte à 9.5 ans, c'est le résultat notamment des emprunts contractés en 2022 pour le financement du programme d'investissement tel qu'exposé ci-dessus.

Ce ratio qui mesure le nombre d'années de la CAF Brute nécessaire pour rembourser l'encours de la dette reste en dessous du seuil de 10 ans, qui est considéré comme une situation convenable, mais il faut être vigilant car la commune s'y rapproche.

➤ **La rigidité des charges structurelles atteint le seuil de 0.65.**

Ce ratio permet d'évaluer le poids des charges structurelles dans les produits réels de fonctionnement.

Cette hausse s'explique d'une part par l'évolution des frais de personnel, tels qu'exposés précédemment, mais aussi par une hausse des dépenses liées aux subventions aux associations avec le transfert par la Métropole des montants aux budgets communaux.

➤ **Une dégradation de l'autofinancement courant.**

Ce ratio mesure la capacité de la commune à autofinancer ses investissements par ses produits réels de fonctionnement après avoir couvert ses charges et le remboursement de la dette.

Ce coefficient est passé de 96 % en 2021 à 99 % en 2022. Ce qui signifie que seulement 1 % des produits de fonctionnement permettent de financer les investissements d'où la nécessité de recourir à des financements externes (subventions, emprunts).



Tous ces résultats démontrent, s'il en était encore besoin, la difficulté de l'exercice budgétaire qui est bien souvent et trop souvent lié à des éléments extérieurs à la politique communale.

Car si en 2021 les résultats avaient connu une nette amélioration, aujourd'hui le premier bilan 2022 est nettement moins bon et ce pour des causes extérieures à la gestion communale et que Luynes, comme toutes les communes, a subi de plein fouet.



### III – LES AXES DE LA PRÉPARATION BUDGÉTAIRE 2023

C'est donc dans ce contexte incertain, instable, tendu et difficile que se prépare le budget 2023 dont ce rapport d'orientations budgétaires est une première étape.

Avec pour axes majeurs à ce stade des OB 2023 :



- ✓ Aucune hausse de la fiscalité locale,
- ✓ Poursuite du désendettement de la commune en limitant le recours à l'emprunt à un niveau inférieur au capital remboursé. Mesure qui a débuté en 2018 et qui a connu, il est vrai, un ralentissement en 2022 (voir dossier dettes page 69).
- ✓ Assurer une maîtrise des dépenses de fonctionnement qui relèvent de la compétence et des choix de la politique communale, tout en essayant de maintenir un service de qualité et de proximité pour la population.
- ✓ Assurer une politique d'investissement en relation avec la capacité financière et budgétaire de la commune.



Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

## IV – VUE D'ENSEMBLE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT OB 2023 – EXERCICE BUDGÉTAIRE 2022 ( BP/CA )

Les différents tableaux présentés ci-après ont pour but d'avoir une présentation d'ensemble des Orientations Budgétaires 2023, en comparaison avec l'exercice budgétaire 2022. Bien entendu, ces chiffres pourront être modifiés lors de la finalisation du budget.

(Voir les commentaires à partir de la page 33).

### A - RECETTES DE FONCTIONNEMENT

1/ RECETTES FISCALES		BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 / BP 2022		VARIATION OB 2023 / CA 2022	
					VALEUR	%	VALEUR	%
DÉDUCTION	CHAP 73	2 982 132,00 €	3 061 994,75 €	3 194 132,00 €	212 000,00 €	7,11%	132 137,25 €	4,32%
	CHAP 014	12 403,00 €	9 098,09 €	9 000,00 €	-3 403,00 €	-27,44%	-98,09 €	-1,08%
<b>TOTAL</b>		<b>2 969 729,00 €</b>	<b>3 052 896,66 €</b>	<b>3 185 132,00 €</b>	<b>215 403,00 €</b>	<b>7,25%</b>	<b>132 235,34 €</b>	<b>4,33%</b>
2/ D G F ET AUTRES DOTATIONS		BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 / BP 2022		VARIATION OB 2023 / CA 2022	
					VALEUR	%	VALEUR	%
7411	DGF	630 000,00 €	637 828,00 €	630 000,00 €	- €	0,00%	-7 828,00 €	-1,23%
74121	DSR	185 000,00 €	157 635,00 €	85 000,00 €	-100 000,00 €	-54,05%	-72 635,00 €	-46,08%
74127	DOTATION NATIONALE DE PÉRÉQUATION	100 000,00 €	95 016,00 €	95 000,00 €	-5 000,00 €	-5,00%	-16,00 €	-0,02%
SOUS TOTAL		915 000,00 €	890 479,00 €	810 000,00 €	-105 000,00 €	-11,48%	-80 479,00 €	-9,04%
AUTRES DOTATIONS		275 444,00 €	219 325,57 €	303 230,00 €	27 786,00 €	10,09%	83 904,43 €	38,26%
<b>TOTAL</b>		<b>1 190 444,00 €</b>	<b>1 109 804,57 €</b>	<b>1 113 230,00 €</b>	<b>-77 214,00 €</b>	<b>-6,49%</b>	<b>3 425,43 €</b>	<b>0,31%</b>
3/ AUTRES PRODUITS COURANTS		BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 / BP 2022		VARIATION OB 2023 / CA 2022	
					VALEUR	%	VALEUR	%
CHAP 70	PRODUITS SERVICES / DOMAINE	682 400,00 €	776 003,79 €	792 886,00 €	110 486,00 €	16,19%	16 882,21 €	2,18%
CHAP 75	IMMEUBLES/ FERMIER / 752	356 440,00 €	373 879,77 €	366 750,00 €	10 310,00 €	2,89%	-7 129,77 €	-1,91%
<b>TOTAL</b>		<b>1 038 840,00 €</b>	<b>1 149 883,56 €</b>	<b>1 159 636,00 €</b>	<b>120 796,00 €</b>	<b>11,63%</b>	<b>9 752,44 €</b>	<b>0,85%</b>
4/ AUTRES PRODUITS		BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 / BP 2022		VARIATION OB 2023 / CA 2022	
					VALEUR	%	VALEUR	%
CHAP 76	PRODUITS FINANCIERS	- €	10,24 €	- €	- €	0,00%	-10,24 €	-100,00%
CHAP 77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 000,00 €	19 490,51 €	- €	-2 000,00 €	-100,00%	-19 490,51 €	-100,00%
CHAP 042	OPÉRATIONS ORDRE COMPTABLE	91 042,53 €	91 042,53 €	125 379,01 €	34 336,48 €	37,71%	34 336,48 €	37,71%
<b>TOTAL</b>		<b>93 042,53 €</b>	<b>110 543,28 €</b>	<b>125 379,01 €</b>	<b>32 336,48 €</b>	<b>34,75%</b>	<b>14 835,73 €</b>	<b>13,42%</b>
TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT		BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 / BP 2022		VARIATION OB 2023 / CA 2022	
					VALEUR	%	VALEUR	%
<b>TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT</b>		<b>5 292 055,53 €</b>	<b>5 423 128,07 €</b>	<b>5 583 377,01 €</b>	<b>291 321,48 €</b>	<b>5,50%</b>	<b>160 248,94 €</b>	<b>2,95%</b>
MONTANT TOTAL DU BUDGET		6 032 469,29 €	6 208 275,54 €	6 163 144,67 €	130 675,38 €	2,17%		
DIFFÉRENCE		740 413,76 €	785 147,47 €	579 767,66 €	-160 646,10 €	-21,70%	-205 379,81 €	-26,16%
CHAP 014 ATTÉNUATIONS PRODUITS		12 403,00 €	9 098,09 €	9 000,00 €	-3 403,00 €	-27,44%	-98,09 €	-1,08%
CHAP 002 EXCÉDENT REPORTE N-1		643 610,76 €	643 610,76 €	480 767,66 €	-162 843,10 €	-25,30%	-162 843,10 €	-25,30%
CHAP 013 ATTÉNUATIONS CHARGES		84 400,00 €	132 438,48 €	90 000,00 €	5 600,00 €	6,64%	-42 438,48 €	-32,04%
		740 413,76 €	785 147,33 €	579 767,66 €	-160 646,10 €	-21,70%		

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

## B - DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

1/ FRAIS DE PERSONNEL		BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 / BP 2022		VARIATION OB 2023 / CA 2022	
					VALEUR	%	VALEUR	%
	CHAP 012	3 176 735,00 €	3 232 639,31 €	3 418 785,00 €	242 050,00 €	7,62%	186 145,69 €	5,76%
DÉDUCTION	CHAP 013	84 400,00 €	132 438,63 €	90 000,00 €	5 600,00 €	6,64%	-42 438,63 €	-32,04%
<b>TOTAL</b>		<b>3 092 335,00 €</b>	<b>3 100 200,68 €</b>	<b>3 328 785,00 €</b>	<b>236 450,00 €</b>	<b>7,65%</b>	<b>228 584,32 €</b>	<b>7,37%</b>
2/ SUBVENTIONS / PARTICIPATIONS		BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 / BP 2022		VARIATION OB 2023 / CA 2022	
					VALEUR	%	VALEUR	%
65553	SDIS	67 941,00 €	67 941,00 €	71 950,00 €	4 009,00 €	5,90%	4 009,00 €	5,90%
65548	SYNDICATS + RELAIS ASSISTANTES MATERNELLES	32 700,00 €	31 012,59 €	28 358,00 €	-4 342,00 €	-13,28%	-2 654,59 €	-8,56%
6558	PART. STE GENEVIEVE/ENFANTS HORS COMMUNE	38 110,00 €	34 332,00 €	40 070,00 €	1 960,00 €	5,14%	5 738,00 €	16,71%
65588	AUTRES	- €	1,43 €	- €	- €	0,00%	-1,43 €	-100,00%
657341	COMMUNES MEMBRES DU GFP	- €	5 499,80 €	7 179,00 €	- €	0,00%	1 679,20 €	30,53%
657362	SUBVENTION CCAS	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	- €	0,00%	- €	0,00%
6574	SUBVENTIONS ASSOCIATIONS	105 905,00 €	107 307,90 €	113 938,00 €	8 033,00 €	7,59%	6 630,10 €	6,18%
<b>TOTAL</b>		<b>264 656,00 €</b>	<b>266 094,72 €</b>	<b>281 495,00 €</b>	<b>16 839,00 €</b>	<b>6,36%</b>	<b>15 400,28 €</b>	<b>5,79%</b>
SUBVENTIONS VERSÉES		125 905,00 €	127 307,90 €	133 938,00 €	8 033,00 €	6,38%	6 630,10 €	5,21%
CONTIGENTS		138 751,00 €	138 786,22 €	147 557,00 €	8 806,00 €	6,35%	8 770,78 €	6,32%
<b>TOTAL</b>		<b>264 656,00 €</b>	<b>266 094,12 €</b>	<b>281 495,00 €</b>	<b>16 839,00 €</b>	<b>6,36%</b>	<b>15 400,88 €</b>	<b>5,79%</b>
3/ CHARGES FINANCIÈRES		BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 / BP 2022		VARIATION OB 2023 / CA 2022	
					VALEUR	%	VALEUR	%
CHAP 66	FRAIS FINANCIERS	90 752,83 €	89 803,92 €	90 710,11 €	-42,72 €	-0,05%	906,19 €	1,01%
4/ AUTRES CHARGES COURANTES		BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 / BP 2022		VARIATION OB 2023 / CA 2022	
					VALEUR	%	VALEUR	%
CHAP 011	CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL	1 368 754,00 €	1 195 770,92 €	1 498 704,00 €	129 950,00 €	9,49%	302 933,08 €	25,33%
ART 6512	DROIT UTILISATION INFORMATIQUE	13 800,00 €	13 687,61 €	17 977,00 €	4 177,00 €	30,27%	4 289,39 €	31,34%
ART 6518	AUTRES	- €	2 809,34 €	3 340,00 €	3 340,00 €	0,00%	530,66 €	18,89%
ART 6531	INDEMNITÉS ÉLUS	119 000,00 €	121 077,13 €	128 050,00 €	9 050,00 €	7,61%	6 972,87 €	5,76%
ART 6532	FRAIS MISSION	1 500,00 €	1 965,95 €	2 000,00 €	500,00 €	33,33%	34,05 €	1,73%
ART 6533	COTISATIONS RETRAITE	12 400,00 €	12 581,04 €	12 600,00 €	200,00 €	1,61%	18,96 €	0,15%
ART 6534	COTISATIONS SECURITÉ SOCIALE	10 600,00 €	12 619,90 €	9 500,00 €	-1 100,00 €	-10,38%	-3 119,90 €	-24,72%
ART 6535	FORMATIONS	3 000,00 €	220,00 €	3 000,00 €	- €	0,00%	2 780,00 €	NS
ART 65372	COTISATION AU FONDS FIN ALLOCAT FIN MANDAT	60,00 €	60,07 €	62,00 €	2,00 €	3,33%	1,93 €	NS
ART 6541 /6542	CRÉANCES ADMISES EN NON VALEUR / ÉTEINTES	4 000,00 €	- €	4 000,00 €	- €	- €	4 000,00 €	NS
<b>TOTAL</b>		<b>1 533 114,00 €</b>	<b>1 360 791,96 €</b>	<b>1 679 233,00 €</b>	<b>146 119,00 €</b>	<b>9,53%</b>	<b>318 441,04 €</b>	<b>23,40%</b>
5/ AUTRES CHARGES		BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 / BP 2022		VARIATION OB 2023 / CA 2022	
					VALEUR	%	VALEUR	%
CHAP 042	TRANSFERT ENTRE SECTION	269 000,00 €	268 240,48 €	254 600,00 €	-14 400,00 €	-5,35%	-13 640,48 €	-5,09%
ART 6711	INTÉRÊTS MORATOIRES	1 000,00 €	- €	1 000,00 €	- €	0,00%	1 000,00 €	0,00%
ART 673	TITRES ANNULÉS	1 000,00 €	- €	1 000,00 €	- €	0,00%	1 000,00 €	#DIV/0!
ART 678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	- €	39 840,00 €	- €	- €	0,00%	-39 840,00 €	0,00%
<b>TOTAL</b>		<b>271 000,00 €</b>	<b>308 080,48 €</b>	<b>256 600,00 €</b>	<b>-14 400,00 €</b>	<b>-5,31%</b>	<b>-51 480,48 €</b>	<b>-16,71%</b>
TOTAL DÉPENSES FONCTIONNEMENT		BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 / BP 2022		VARIATION OB 2023 / CA 2022	
					VALEUR	%	VALEUR	%
<b>MONTANT TOTAL DU BUDGET</b>		<b>5 251 857,83 €</b>	<b>5 124 971,76 €</b>	<b>5 636 823,11 €</b>	<b>384 965,28 €</b>	<b>7,33%</b>	<b>511 851,35 €</b>	<b>9,99%</b>
DIFFÉRENCE		780 611,46 €	141 536,12 €	526 321,56 €	-254 289,90 €	-32,58%		
CHAP 014 ATTÉNUATIONS PRODUITS		12 403,00 €	9 098,09 €	9 000,00 €	-3 403,00 €	-27,44%	-98,09 €	-1,08%
CHAP 022 DÉPENSES IMPRÉVUES		119 591,68 €	- €	127 321,56 €	7 729,88 €	6,46%		
CHAP 023 VIREMENT SECTION INVESTISSEMENT		564 216,78 €	- €	300 000,00 €	-264 216,78 €	-46,83%		
CHAP 013 ATTÉNUATIONS CHARGES		84 400,00 €	132 438,63 €	90 000,00 €	5 600,00 €	6,64%	-42 438,63 €	-32,04%
<b>TOTAL</b>		<b>780 611,46 €</b>	<b>141 536,72 €</b>	<b>526 321,56 €</b>	<b>-254 289,90 €</b>	<b>-32,58%</b>		

## C - PRODUITS RÉELS

		BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 / BP 2022		VARIATION OB 2023 / CA 2022	
					VALEUR	%	VALEUR	%
PRÉVISIONS (BP HORS EXCEDENT REPORTÉ)		5 388 858,53 €	5 564 664,78 €	5 682 377,01 €	293 518,48 €	0,05 €	117 712,23 €	2,12%
DÉDUCTION	CHAP 013 ATTÉNUATIONS CHARGES	84 400,00 €	132 438,63 €	90 000,00 €	77 597,00 €	6,26 €	-42 438,63 €	-32,04%
	CHAP 014 ATTÉNUATIONS PRODUITS	12 403,00 €	9 098,09 €	9 000,00 €	-3 403,00 €	-0,27 €	-98,09 €	-1,08%
	CHAP 042 RECETTES TRANSFERT ENTRE SECTION	91 042,53 €	91 042,53 €	125 379,01 €	34 336,48 €	0,38 €	34 336,48 €	37,71%
	CESSION IMMOBILIERES (art 775)	- €	- €	- €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	#DIV/0!
<b>TOTAL</b>		<b>5 201 013,00 €</b>	<b>5 332 085,53 €</b>	<b>5 457 998,00 €</b>	<b>256 985,00 €</b>	<b>4,94%</b>	<b>125 912,47 €</b>	<b>0,02 €</b>

## D - DÉPENSES RÉELLES

		BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 / BP 2022		VARIATION OB 2023 / CA 2022	
					VALEUR	%	VALEUR	%
PRÉVISIONS (BP HORS DÉPENSES IMPRÉVUES ET VIREMENT)		5 348 660,83 €	5 266 507,88 €	5 735 823,11 €	387 162,28 €	7,24%	469 315,23 €	8,91%
DÉDUCTION	CHAP 013 ATTÉNUATIONS CHARGES	84 400,00 €	132 438,63 €	90 000,00 €	5 600,00 €	6,64%	-42 438,63 €	-32,04%
	CHAP 014 ATTÉNUATIONS PRODUITS	12 403,00 €	9 098,09 €	9 000,00 €	-3 403,00 €	-27,44%	-98,09 €	-1,08%
	CHAP 042 DÉPENSES TRANSFERT ENTRE SECTION	269 000,00 €	268 240,48 €	254 600,00 €	-14 400,00 €	-5,35%	-13 640,48 €	-5,09%
<b>TOTAL</b>		<b>4 982 857,83 €</b>	<b>4 856 730,68 €</b>	<b>5 382 223,11 €</b>	<b>399 365,28 €</b>	<b>8,01%</b>	<b>525 492,43 €</b>	<b>10,82%</b>

## E - CAF BRUTE ET CAF NETTE PRÉVISIONNELLES

		BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 / BP 2022		VARIATION OB 2023 / CA 2022	
					VALEUR	%	VALEUR	%
RECETTES RÉELLES		5 201 013,00 €	5 332 085,53 €	5 457 998,00 €	256 985,00 €	4,94%	125 912,47 €	2,36%
DÉPENSES RÉELLES		4 982 857,83 €	4 856 730,68 €	5 382 223,11 €	399 365,28 €	8,01%	525 492,43 €	10,82%
CAF BRUTE		218 155,17 €	475 354,85 €	75 774,89 €	-142 380,28 €	-65,27%		
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNT		474 743,00 €	482 813,07 €	518 592,00 €	43 849,00 €	9,24%	35 778,93 €	7,41%
CAF NETTE		-256 587,83 €	-7 458,22 €	-442 817,11 €	-186 229,28 €	-72,58%		

## F - STRUCTURE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

	BP 2022	CA 2022	OB 2023
<b>% PAR RAPPORT AUX RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT</b>			
RESSOURCES FISCALES	57,10%	57,26%	58,36%
DOTATIONS	22,89%	20,81%	20,40%
AUTRES PRODUITS RÉELS	19,97%	21,57%	21,25%
<b>% PAR RAPPORT AUX DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT</b>			
FRAIS DE PERSONNEL	62,06%	63,83%	61,85%
SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	5,31%	5,48%	5,23%
CHARGES FINANCIÈRES	1,82%	1,85%	1,69%
AUTRES CHARGES RÉELLES	30,77%	28,02%	31,20%

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

## V – LES GRANDS ÉQUILIBRES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Si le budget 2023, qui sera présenté au Conseil Municipal du 11 avril prochain, reprend les chiffres des orientations budgétaires 2023 (issus de ce dossier), il serait en progression globale de 2.17 %, soit + 130 675.38 € par rapport au BP 2022.

Il convient de préciser que si on ne prend pas en compte les opérations financières et les frais liés aux ressources humaines par rapport au BP 2022, les dépenses des services progressent de 9.34 % (153 742 €) et les recettes progressent de 3.71 % (44 582 €).



RECETTES FONCTIONNEMENT	BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 / BP 2022	
				VALEUR	%
RECETTES RÉELLES	5 201 013.00 €	5 332 085.53 €	5 457 998.00 €	256 985.00 €	4.94 %
OPÉRATIONS ORDRE / ATTÉNUATION CHARGES ET PRODUITS	187 845.53 €	232 579.25 €	224 379.01 €	36 533.48 €	19.45 %
EXCEDENT N - 1	643 610.76 €	643 610.76 €	480 767.66 €	- 162 843.10 €	- 25.30 %
<b>TOTAL</b>	<b>6 032 469.29 €</b>	<b>6 208 275.54 €</b>	<b>6 163 144.67 €</b>	<b>130 675.38 €</b>	<b>2.17 %</b>
DÉPENSES FONCTIONNEMENT	BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 / BP 2022	
				VALEUR	%
DÉPENSES RÉELLES	4 982 857.83 €	4 856 730.68 €	5 382 223.11 €	399 365.28 €	8.01 %
OPÉRATIONS ORDRE / ATTÉNUATION CHARGES ET PRODUITS	365 803.00 €	409 777.20 €	353 600.00 €	- 12 303.00 €	- 3.34 %
VIREMENT SECTION INVESTISSEMENT	564 216.78 €	-	300 000.00 €	- 264 216.78 €	- 47 %
DÉPENSES IMPRÉVUES	119 591.68 €	-	127 321.56 €	7 729.88 €	6.46 %
<b>TOTAL</b>	<b>6 032 469.29 €</b>	<b>5 266 507.88 €</b>	<b>6 163 144.67 €</b>	<b>130 675.38 €</b>	<b>2.17 %</b>
<b>MAXIMUM AUTORISÉ DÉPENSES IMPRÉVUES</b>	<b>373 714 €</b>		<b>403 666.00 €</b>		



## VI – UNE PROGRESSION DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT DE + 4.94 %

Comme chaque année, les estimations de recettes à ce stade de la préparation budgétaire ont été effectuées de façon prudente.

Les recettes sont constituées pour l'essentiel :

- de la fiscalité (A),
- des dotations de l'État et des subventions versées par nos partenaires (B),
- de la tarification des services publics locaux (C)
- des revenus des immeubles (D)

Cette année, hors :

- excédent reporté de l'exercice 2022 (estimé à 480 767.66 €),
- opérations d'ordre : 125 379.01 €,
- atténuations de charges et produits (99 000 €),

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 5 457 998 € soit une progression de 4.94 % par rapport à 2022 (5 201 013 €) soit en valeur absolue + 256 985 €.



### A- LA FISCALITÉ

	CA 2021	BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023/ BP 2022
Chapitre 73	2 935 047 €	2 982 132 €	3 061 994 €	3 194 132 €	7.11 % 212 000 €

## A-1 : La fiscalité directe – Une très forte revalorisation des bases + 7.10 % en 2023 (voir dossier fiscal pages 72 à 78)

La commune ne perçoit depuis 2021, à l'exception d'une très maigre taxe d'habitation sur les résidences secondaires (42 575 €), que le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties (locaux d'habitation et professionnels) et non bâties (terrains).

D'autre part, la part de la taxe foncière perçue jusqu'en 2020 par le Département est désormais reversée à la commune. Cette part ne suffisant pas à couvrir la perte de recettes de la taxe d'habitation (de l'ordre de 1 237 511€), la commune bénéficie depuis, via le dispositif correctif, d'une compensation annuelle d'un montant de 568 006 € (montant 2022).

Par ailleurs, il convient de rappeler que sans même modifier les taux des impôts locaux (ce qui est de la compétence de la commune), et indépendamment des dégrèvements et du dynamisme des bases, **il y a une augmentation mécanique de la recette fiscale** puisque les valeurs locatives sont majorées chaque année par application d'un coefficient forfaitaire. Jusqu'en 2018, il était fixé par la loi de finances. Il est désormais calculé en référence à la valeur de l'indice des prix à la consommation.

Ainsi en dehors des taux d'imposition votés et appliqués par chaque commune, cette revalorisation entraîne donc une hausse proportionnelle à l'inflation.

Pour cette année 2023, le coefficient qui va être appliqué pour la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives est de + 7.10 %, ce qui engendre une recette complémentaire pour le budget communal sans augmentation des taux locaux d'imposition de l'ordre de 200 000 € par rapport à l'inscription budgétaire 2022.

Dans le cadre de ces orientations budgétaires, il est proposé :

- 1° - d'appliquer le coefficient de 7.10 % aux bases réelles 2022 des taxes foncières sur le bâti et non bâti et les bases de la taxe d'habitation des résidences secondaires.
- 2° - de ne prendre en compte aucune variation physique des bases.
- 3° - de reconduire au même niveau que l'année dernière les taux des impôts communaux qui n'ont pas augmenté depuis 2002.

Taxe d'habitation (résidence secondaire)	18.69 %
Taxe sur le foncier bâti	43.80 %
Taxe sur le foncier non bâti	83.26 %



4° - de ne pas anticiper les effets de la délibération du Conseil Municipal en date du 27/09/2022 concernant la création de la taxe d'habitation sur les logements vacants et ce du fait du caractère aléatoire des bases servant d'assiette au calcul du produit correspondant.

Il est précisé que les chiffres liés à la fiscalité locale, qui seront inscrits dans le cadre du document final du budget primitif pourront être modifiés en fonction de l'état fiscal (1259) que la commune recevra des services de l'État.

Ainsi, le produit fiscal 2022, compensation de la taxe d'habitation comprise, devrait s'élever à 2 764 000 € soit + 7.88 % par rapport au produit fiscal prévu au BP 2022 (+ 202 000 € en valeur absolue).

## A-2 : La fiscalité reversée par Tours Métropole Val de Loire



### A-2.1 : La dotation de solidarité communautaire (DSC)

Cette dotation a été créée en 2000 par Tour(s)Plus à partir d'un crédit global voté au niveau de l'agglomération et réparti aux communes membres en fonction des critères liés :

- à la population,
- au potentiel fiscal des trois taxes ménages,
- aux charges de fonctionnement par habitant,
- au nombre de logements sociaux / nombre de logement TH.

Le nouveau pacte fiscal et financier adopté en 2022 par Tours Métropole Val de Loire a revu le cadre juridique de cette dotation permettant à la commune de Luynes de percevoir la somme de 181 401 €, montant reconduit pour 2023.

### A-2.2 : L'attribution de compensation (ACTP)

Cette attribution correspond au reversement de la taxe professionnelle par la Métropole déduction faite des transferts de charges.

Là encore avec le pacte fiscal adopté en 2022, il y a eu un certain nombre de modifications dans le calcul de cette attribution.

C'est ainsi que les dotations versées aux associations (ASL (14 904 €) et AML (10 000 €)) ainsi que les fonds de concours « transport pédagogique » et « événementiel » ont été intégrés à cette ACTP.

De ce fait, la commune a perçu en 2022 la somme de 15 731,34 €, somme reconduite pour 2023.

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF



### A-3 : La fiscalité indirecte

La fiscalité indirecte pour 2023 est estimée à hauteur de 233 000€ (246 390.41 € réalisés en 2022), sachant que cette dernière est très fortement dépendante des recettes encaissées au titre des droits de mutation qui est une recette émise sur une assiette extrêmement fluctuante d'où une évaluation qui tient compte de la réalisation 2022.

Toutefois, comme indiqué dans la présentation du contexte général d'élaboration de ce budget 2023, il convient d'être prudent sur cette recette du fait de la remontée des taux d'intérêt des prêts qui peut impacter de façon significative les transactions.



### B - LES DOTATIONS DE L'ÉTAT ET AUTRES SUBVENTIONS DU CHAPITRE 74

	CA 2021	BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023/ BP 2022
<b>Chapitre 74</b>	<b>1 272 816 €</b>	<b>1 190 440 €</b>	<b>1 109 804 €</b>	<b>1 113 230 €</b>	<b>- 6.49 % - 77 214 €</b>

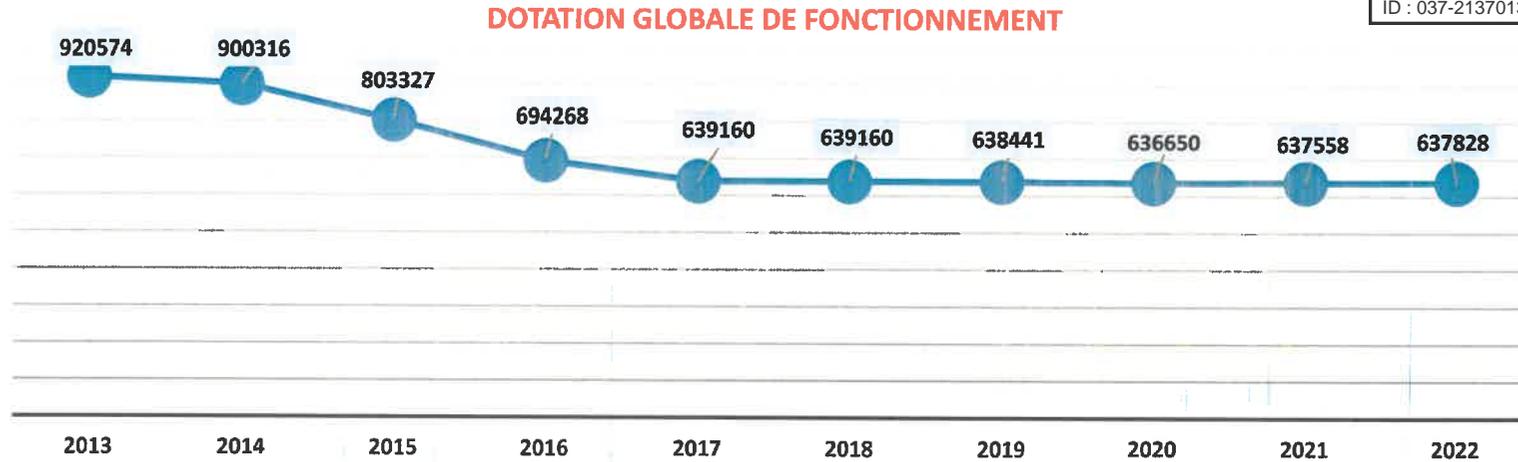
#### B-1 : Les dotations de l'Etat

*NB : Source guide pratique de la DGF 2021 édité par la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL).*

C'est au niveau de ce chapitre budgétaire qu'a porté l'effort de la commune au redressement des comptes publics avec la réduction de la DGF.

La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) avec ses différentes composantes constitue la principale dotation de fonctionnement versée par l'État, en dépit de la baisse continue dont elle a fait l'objet entre 2014 et 2017, dans le cadre de l'effort de la commune au redressement des comptes publics.





Depuis 2013, la commune a perdu globalement 2 058 458 €.

	DGF PERCUE	VARIATION DEPUIS 2013
2013	920 574 €	
2014	900 316 €	- 20 258 €
2015	803 327 €	- 117 247 €
2016	694 268 €	- 226 306 €
2017	639 160 €	- 281 414 €
2018	639 160 €	- 281 414 €
2019	638 441 €	- 282 133 €
2020	636 650 €	- 283 924 €
2021	637 558 €	- 283 016 €
2022	637 828 €	- 282 476 €
<b>PERTE POUR LA COMMUNE</b>		<b>2 058 458 €</b>

La DGF répond aujourd’hui à deux objectifs principaux :

- assurer aux collectivités des ressources relativement stables et prévisibles d’une année sur l’autre,
- mettre en œuvre une péréquation verticale en apportant un soutien particulier aux collectivités confrontées à des charges importantes sans pour autant disposer de ressources suffisantes pour y faire face.

En cohérence avec ces deux objectifs, la DGF est composée d’un ensemble de dotations dissociées en deux catégories :

1°- la dotation forfaitaire

2°- les dotations de péréquation répondant pour chacune d’elles aux problématiques de catégories distinctes de communes (rurales, urbaines, d’outre-mer, ...).

COMMUNES

DOTATIONS

### B-1.1 : La dotation forfaitaire

Il s'agit d'une composante de la DGF parmi d'autres mais dont le poids demeure majoritaire.

Pour notre commune, le montant perçu en 2022 s'élève à 637 828 €.

Même si cette dotation connaît une stabilisation depuis 2018, elle peut varier en fonction de deux mouvements :

→ L'évolution de la population.

Les hausses ou baisses de population d'une commune viennent chaque année majorer ou minimiser le montant de la dotation forfaitaire.

A noter que la population communale prise en compte est la population totale authentifiée par l'INSEE, majorée du nombre de résidences secondaires situées sur le territoire de la commune ainsi que les places de caravanes conventionnées sur les aires d'accueil des gens du voyage.

Cet ensemble forme la population dite DGF.

Pour notre commune en 2022 :	(chiffres 2021)	
➤ Population INSEE :	5 244	(5 243)
➤ Résidences secondaires :	52	(50)
➤ Places de caravanes conventionnées :	24	(24)
Population DGF :	5 320	(5 317)

→ Une minoration dite « écrêtement » destinée à financer par redéploiement les besoins de financement interne au sein de la DGF et plus particulièrement les hausses des dotations de péréquation.

Toutefois, cette année la loi de finances prévoit une hausse de 320 millions d'euros de l'enveloppe DGF pour le bloc communal.

Cette progression est financée par le budget. Il ne devrait donc pas y avoir d'écrêtement et de redéploiement au sein de la DGF contrairement aux années passées.

De ce fait le montant individuel de la DGF des communes devrait évoluer uniquement en fonction de la population, ce qui pour Luynes devrait être relativement neutre.

### B-1.2 : La dotation de solidarité rurale (DSR)

Cette dotation est principalement destinée aux communes de moins de 10 000 habitants et se décompose en trois fractions dont la finalité et les règles de répartition sont distinctes :

### → La fraction « Bourg Centre »

Cette fraction de la DSR a pour objet d'apporter un soutien particulier aux communes exerçant des charges de centralité et devant à ce titre disposer de moyens suffisants pour créer et assurer une armature de services.

Notre commune ne bénéficie pas de cette dotation dans la mesure où son éligibilité est principalement déterminée à partir de données permettant d'apprécier l'exercice de ces fonctions de centralité, qualité notamment de chef-lieu de canton (périmètre 2014).

### → La fraction « péréquation »

Cette fraction bénéficie à la quasi-totalité des communes de moins de 10 000 habitants, les seules qui sont exclues sont celles dont le potentiel financier moyen par habitant est supérieur à deux fois la moyenne de leur strate démographique.

Dans le cadre de ces orientations budgétaires 2023, le montant qui a été pris en compte pour cette fraction correspond au montant inscrit au BP 2022 soit 85 000€ pour un montant encaissé de 86 045 €.

### → La fraction « cible »

Créée en 2011, cette fraction de la DSR est née du constat que la DSR « péréquation », en raison du nombre élevé de bénéficiaires, ne permettait pas d'apporter un soutien suffisamment ciblé en direction des communes en ayant le plus besoin.

Cette fraction a été conçue avec un objectif de renforcement de l'aspect péréquatrice de la DSR.

Elle est limitée à un nombre de communes rurales (10 000) à partir d'un classement faisant intervenir le revenu des habitants et le potentiel financier par habitant.

C'est ainsi que pour la première fois depuis plusieurs années notre commune s'est vu attribuer en 2021 la somme de 143 180€ au titre de cette DSR « cible », somme qui n'avait pas été inscrite au budget puisque la notification est intervenue après le vote du Conseil Municipal.

Pour information, en 2020 notre commune était classée au 10 236 rang pour pouvoir bénéficier de cette dotation. En 2021, 9 866<sup>ème</sup> rang.

Dans le cadre du budget 2022, le montant qui a été pris en compte pour cette fraction « cible » était de 100 000€ pour un montant perçu en 2021 de 143 180€ et ce du fait du caractère aléatoire mais aussi et surtout de la fluctuation possible des critères d'éligibilité.

En effet, il convient de préciser que pour les communes qui cessent d'être éligibles à cette fraction, en raison de l'évolution soit du potentiel financier, soit du revenu de leurs habitants, la loi de finances pour 2019 a prévu l'attribution, l'année de la sortie, d'une garantie de sortie égale à 50% du montant perçu en N-1, soit dans le cas de Luynes : 71 590€.

C'est cette somme qui a été perçue en 2022 puisque la commune était classée au 11 516<sup>ème</sup> rang d'éligibilité.

C'est pourquoi, dans le cadre des orientations budgétaires aucune prévision n'est faite pour la DSR « cible », soit un manque de recettes de 100 000€ par rapport au BP 2022.

### B-1.3 : La dotation nationale de péréquation (DNP)

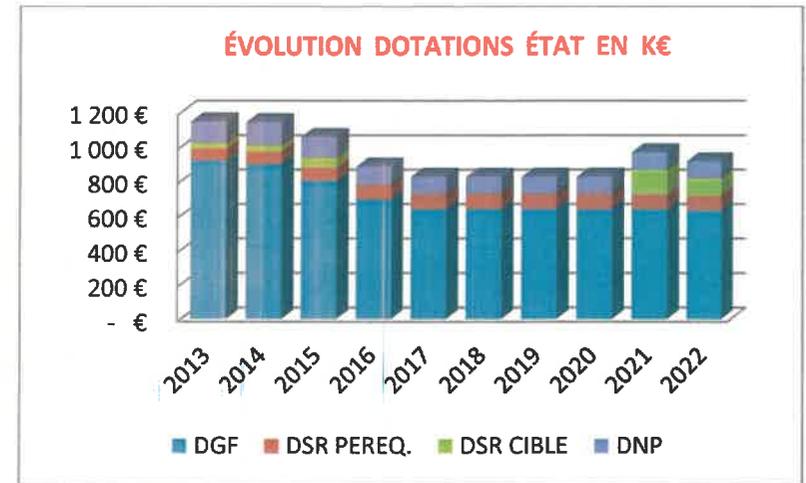
Cette dotation présente la particularité de ne pas être destinée à un type particulier de communes mais d'assurer une péréquation entre les communes uniquement à partir de leur richesse fiscale.

Schématiquement les communes dont le potentiel financier moyen est bas et l'effort fiscal élevé bénéficient de cette dotation.

La variation d'attribution de cette part fait, pour les communes éligibles, l'objet d'un encadrement important : l'attribution d'une année ne peut être supérieure à 120 % du montant perçu l'année précédente ou inférieure à 90 % de ce même montant.

Il convient de préciser également qu'il existe, comme pour la DSR « cible » un système de garantie égal à 50 % du montant perçu l'année précédente pour une commune qui cesserait de remplir les conditions d'éligibilités à cette dotation.

Dans le cadre de ces orientations budgétaires, le montant qui a été pris en compte est de 95 000€ pour un montant perçu en 2022 de 95 016 €.



### Évolution des composantes de la DGF

	DGF		VARIATION N/N-1		DOTATION SOLIDARITE RURALE (DSR)				DOTATION NATIONALE PEREQUATION ( DNP)			TOTAL	VARIATION N/N-1	
	FORFAITAIRE	montant	%	CENTRE BOURG	PEREQUATION	CILBE	rang cible	S/TOTAL DSR	montant	VARIATION N/N-1			montant	%
										montant	%			
2007	938 400 €			- €	54 047 €			54 047 €	159 490 €			1 151 937 €		
2008	947 591 €	9 191 €	0,98%	- €	57 563 €			57 563 €	152 596 €	-6 894 €	-4,32%	1 157 750 €	5 813 €	0,50%
2009	922 322 €	-25 269 €	-2,67%	- €	58 316 €			58 316 €	141 070 €	-11 526 €	-7,55%	1 121 708 €	-36 042 €	-3,11%
2010	914 647 €	-7 675 €	-0,83%	- €	64 672 €			64 672 €	138 919 €	-2 151 €	-1,52%	1 118 238 €	-3 470 €	-0,31%
2011	912 740 €	-1 907 €	-0,21%	- €	65 931 €	9 886 €	?	75 817 €	144 148 €	5 229 €	3,76%	1 132 705 €	14 467 €	1,29%
2012	915 149 €	2 409 €	0,26%	- €	66 659 €	18 770 €	?	85 429 €	129 733 €	-14 415 €	-10,00%	1 130 311 €	-2 394 €	-0,21%
2013	920 574 €	5 425 €	0,59%	- €	69 753 €	29 274 €	?	99 027 €	126 717 €	-3 016 €	-2,32%	1 146 318 €	16 007 €	1,42%
2014	900 316 €	-20 258 €	-2,20%	- €	72 845 €	35 192 €	7659	108 037 €	135 336 €	8 619 €	6,80%	1 143 689 €	-2 629 €	-0,23%
2015	803 327 €	-96 989 €	-10,77%	- €	78 098 €	55 384 €	7977	133 482 €	122 418 €	-12 918 €	-9,55%	1 059 227 €	-84 462 €	-7,39%
2016	694 268 €	-109 059 €	-13,58%	- €	80 784 €	- €	10079	80 784 €	110 508 €	-11 910 €	-9,73%	885 560 €	-173 667 €	-16,40%
2017	639 160 €	-55 108 €	-7,94%	- €	85 062 €	- €	?	85 062 €	101 801 €	-8 707 €	-7,88%	826 023 €	-59 537 €	-6,72%
2018	639 160 €	0 €	0,00%	- €	87 335 €	- €	10872	87 335 €	99 914 €	-1 887 €	-1,85%	826 409 €	386 €	0,05%
2019	638 441 €	-719 €	-0,11%	- €	87 310 €	- €	11671	87 310 €	100 386 €	472 €	0,47%	826 137 €	-272 €	-0,03%
2020	636 659 €	-1 782 €	-0,28%	- €	88 106 €	- €	10326	88 106 €	102 577 €	2 191 €	2,18%	827 342 €	1 205 €	0,15%
2021	637 558 €	899 €	0,14%	- €	85 629 €	143 180 €	9866	228 809 €	102 894 €	317 €	0,31%	969 261 €	141 919 €	17,15%
2022	637 828 €	270 €	0,04%	- €	86 045 €	71 590 €	11516	169 151 €	95 016 €	-7 878 €	-7,66%	901 995 €	-67 266 €	-6,94%
OB 2023	630 000 €	-7 828 €	-1,23%	- €	85 000 €	- €	?	85 000 €	95 000 €	-16 €	-0,02%	810 000 €	-91 995 €	-10,20%

classement de la commune

## B-1.4 : Le filet de sécurité 2022 (voir page 26)



Conformément aux dispositions prévues dans la loi de finances rectificative de 2022 pour soutenir les collectivités locales qui doivent faire face à l'augmentation de leurs dépenses énergétiques et à la hausse des charges de personnel suite à la revalorisation du point d'indice, le filet de sécurité 2022 est estimé à 130 000 €.

Il sera versé en 2023 et est donc intégré dans le cadre de ces orientations budgétaires à hauteur de 100 000 €.

## B-2 : Les allocations compensatrices

Elles font partie intégrante du produit fiscal de la collectivité et sont imputées sur un article du chapitre 74 du budget.

Il s'agit d'allègements fiscaux décidés par le législateur et non les collectivités. Ils visent à adapter l'impôt aux facultés contributives des contribuables, soit à mettre la fiscalité au service des politiques incitatives. Les exonérations sont alors compensées par l'État en totalité ou avec application d'une minoration pour certaines allocations.

Il convient de noter qu'avec la réforme de la taxe d'habitation, des modifications sont intervenues au niveau des allocations compensatrices.

C'est ainsi que l'allocation compensatrice TH versée à la commune jusqu'en 2020 au titre des exonérations pour un montant de 74 844€ a été intégrée au produit fiscal de la TH supprimé par la réforme et qui a été compensée dans le cadre du transfert de la part départementale de la taxe foncière et du dispositif de compensation mis en œuvre.

De même, dans le cadre de la baisse des impôts de production en 2021 où il a été décidé de réduire de moitié les cotisations des impôts fonciers (valeur locative) pour environ 32 000 entreprises industrielles. Cette décision qui impactait directement les recettes des communes a été compensée par l'État à travers une nouvelle allocation dont le montant pour notre commune a été de 30 448 € pour l'année 2022.

	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	OB 2023
<b>Allocations compensatrices en matière fiscale</b>	91 943 €	86 543 €	101 691 €	108 790 €	95 159 €	92 655 €	95 365 €	72 867 €	88 672 €	84 813 €	78 037 €	85 162 €	42 901 €	30 448 €	40 000 €

### B-3 : Les subventions de Tours Métropole Val de Loire

Jusqu'en 2021 la commune percevait de la Métropole un fonds de concours dit de droit commun d'un montant de 79 680€.

Il s'agit d'un fonds à caractère général, attribué en fonction des demandes des communes.

Cette somme était répartie, pour notre commune, de la manière suivante :

- **STRUCTURE MULTI-ACCUEIL : 25 000 €**
- **POLE ENFANCE JEUNESSE : 28 000 €**
- **SAISON CULTURELLE : 26 680 €**

STRUCTURE MULTI-ACCUEIL  
*les petits loups*

 Pôle enfance - jeunesse



Dans le cadre du pacte fiscal et financier adopté en 2022 par Tours Métropole Val de Loire, il a été décidé le plafonnement de la part du fonds de concours de droit commun, versé en fonctionnement selon le système dégressif amenant à un versement uniquement en investissement en 2026 :

- 2022 : 80 % maximum en fonctionnement, 20 % minimum en investissement
- 2023 : 60 % maximum en fonctionnement, 40 % minimum en investissement
- 2024 : 40 % maximum en fonctionnement, 60 % minimum en investissement
- 2025 : 20 % maximum en fonctionnement, 80 % minimum en investissement
- 2026 : uniquement en investissement.

Cette disposition a connu une première application en 2022. Toutefois, pour cette année au regard des circonstances exceptionnelles liées à l'inflation et à la crise énergétique, les tensions sur les finances des communes étant particulièrement fortes, la Métropole a proposé qu'à titre exceptionnel les fonds de concours de droit commun 2023 puissent être attribués aux communes jusqu'à 100 % en fonctionnement.

C'est cette option que la commune a retenue avec une répartition des 79 680€ de la manière suivante :

- SMA : 25 000€
- Culture : 26 680 €
- Pôle Enfance : 28 000€

S'ajoutent à cela **30 000 €** au titre de la participation au transport scolaire, dans le cadre de la convention qui a été signée avec la commune en juin 2017.

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF



## B-4 : Les autres subventions

❖ Ce sont essentiellement les subventions versées par :

**LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES** : Jusqu'à fin 2021, dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ), la CAF versait une subvention de l'ordre de 107 000€ imputée sur ce chapitre budgétaire (article 7488).

Toutefois, le contrat enfance qui est arrivé à expiration le 31 décembre 2021 a été remplacé par un nouveau dispositif contractuel, voir la délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2022, « Convention Territoriale Globale » (CTG) qui assure un financement de l'ordre de 114 889 € répartis de la manière suivante :

- SMA : 34 000 €
- La Ruche : 76 678 €
- La Passerelle : 4 205 €



À la différence des années passées, ces sommes seront imputées au chapitre 70 « Produits des services » et non plus à ce chapitre budgétaire ce qui explique la diminution constatée en 2023 par rapport à 2022.

### LA RÉGION



Avec la Grange et la mise en place d'une saison culturelle, la commune a déposé comme chaque année auprès de la Région Centre Val de Loire, un dossier de demande d'aide financière dans le cadre du dispositif Projets Artistiques et Culturels de Territoire (PACT).

Il est rappelé que ce dossier porté par Luynes regroupe également des actions et manifestations organisées par la commune de Fondettes mais aussi par le monde associatif des deux villes.

Une somme de 20 610 € est attendue, 6 343 € pour Luynes dans le cadre de son programme culturel mis en œuvre au niveau communal et 14 267 € pour les autres acteurs culturels (commune de Fondettes et monde associatif).

La Région ne souhaitant qu'un seul interlocuteur, les sommes seront versées, si le dossier est validé par les instances Régionales, au porteur du projet (commune de Luynes), à charge pour lui de reverser les parts correspondantes aux autres partenaires.



Cela se traduira du point de vue budgétaire par une recette de fonctionnement de 20 610 € (50 % acompte subvention 2023 + solde subvention 2022) et une dépense de 14 267 € correspondant au montant que la commune devra reverser.

De plus cette année, la Région versera à la commune une subvention de 3 500 € dans le cadre d'une aide pour la résidence d'artistes.



Une somme est prévue dans le cadre du FCTVA à hauteur de 6 000 € pour les dépenses d'entretien des bâtiments et de voirie effectuées en 2021.

Ces dépenses de fonctionnement sont désormais, depuis 2016, éligibles à ce fonds. Le chiffre pourra être affiné en fonction des instructions ministérielles concernant la campagne 2023 du FCTVA et surtout de la mise en œuvre pour la première année du système d'automatisation de ce fonds.

### C – LES PRODUITS DES SERVICES

Ces produits correspondent aux ressources que la collectivité tire du fonctionnement des services qu'elle facture, et qui sont inscrits au chapitre 70 du budget intitulé " **VENTE DE PRODUITS / PRESTATIONS DE SERVICES** ".

Ce chapitre intègre les aides de la CAF pour les services Petite Enfance et Pôle Enfance Jeunesse, au titre des prestations de services mais aussi comme cela a été exposé précédemment pour la première fois cette année le montant prévisionnel de la Convention Territoriale Globale qui remplace le contrat enfance qui était budgété jusqu'à présent au chapitre 74.



	CA 2021	BP 2022	CA 2022	OB 2023*	VARIATION OB 2023 /BP 2022
<b>Chapitre 70</b>	<b>702 905 €</b>	<b>682 400 €</b>	<b>776 003 €</b>	<b>792 886 €</b>	<b>110 486 € 16.19 %</b>

\* L'augmentation par rapport au BP 2022 s'explique par l'imputation en 2023 à ce chapitre des crédits liés à la CTG.

On retrouve les principaux postes de recettes concernant les services suivants :

	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 /BP 2022
CENTRE DE LOISIRS	158 931 €	157 770 €	154 129 €	123 034 €	134 069 €	101 283 €	118 296 €	147 842 €	142 544 €	122 231€	148 486 €	145 100 €	25 100 €
SMA	172 936 €	175 723 €	195 294 €	168 211 €	179 988 €	196 214 €	190 657 €	205 593 €	184 439 €	190 133 €	196 922 €	212 340 €	45 340 €
PERI SCOLAIRE	35 048 €	38 506 €	38 522 €	58 402 €	53 460 €	67 969 €	59 178 €	79 781 €	77 607 €	78 958 €	113 352 €	115 200 €	41 200 €
RESTAURATION	217 332 €	185 107 €	178 333 €	192 928 €	220 587 €	199 396 €	186 135 €	222 793 €	188 225 €	208 049 €	201 633 €	210 000 €	-10 000 €
LA PASSERELLE	7 257 €	7 396 €	6 880 €	6 221 €	6 853 €	20 933 €	15 512 €	22 310 €	11 397 €	16 973 €	25 338 €	22 946 €	7 946 €

C'est également au niveau de ce chapitre budgétaire que l'on trouve une somme de 61 300€ correspondant au personnel communal mis à disposition de Tours Métropole Val de Loire. (Voir partie Ressources Humaines pages 47 à 50 pour explications – Orientations budgétaires 2022).

## D - LES AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE DU CHAPITRE 75

On trouve dans ce chapitre budgétaire essentiellement les revenus des immeubles qui sont estimés cette année à 333 550 €.

Les principaux montants concernent :



Maison médicale : 38 000 €

IME : 125 600 €

Gendarmerie : 132 700 €

Camping : 11 500 €



On trouve également la participation du Conseil Départemental pour l'utilisation des équipements sportifs du collège, ainsi que le remboursement à la ville, des frais de gestion dans le cadre du syndicat des Collèges (7 000€).



Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

S<sup>2</sup>LO

## VII - UNE PROGRESSION DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT DE + 8.01 %



Les dépenses réelles 2023, dans le cadre des orientations budgétaires, progressent de 8.01 % pour s'élever à 5 382 223 € contre 4 982 857 € en 2022, soit en valeur absolue 399 366 €.

SECTION DE FONCTIONNEMENT	BP 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 /BP 2022	
			MONTANT	%
<b>TOTAL PRÉVISIONNEL DÉPENSES</b>	6 032 469.29 €	6 163 144.67 €	130 675.38 €	2.17 %
<b>VIREMENT SECTION INVESTISSEMENT</b>	564 216.78 €	300 000.00 €	- 264 216.78 €	- 47 %
<b>DOTATION AUX AMORTISSEMENTS</b>	269 000.00 €	254 600.00 €	- 14 400.00 €	- 5.35 %
<b>DÉPENSES IMPRÉVUES</b>	119 591.68 €	127 321.56 €	7 729.88 €	6.46 %
<b>DÉPENSES RÉELLES</b>	4 982 857.83 €	5 382 223.11 €	399 365.28 €	8.01 %

### A - LES CHARGES DE PERSONNEL



	CA 2021	BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023/BP 2022
<b>Chapitre 012</b>	3 067 792 €	3 176 735 €	3 232 639.31 €	3 418 785 €	7.62 % 242 050 €

À l'étape du débat d'orientations budgétaires, la prévision des frais de personnel pour 2023 s'élève à 3 418 785 € soit une augmentation de 7.62 % par rapport au BP 2022 et représente 62 % des dépenses réelles estimées (déduction faite du Chapitre 013 « atténuation de charges »).

Il convient de rappeler qu'en 2022 une décision modificative du budget avait porté la prévision à 3 238 735 €, pour tenir compte de la revalorisation de + 3.5% du point d'indice. Ainsi l'augmentation 2023 par rapport à la prévision 2022 serait de 180 050€, soit + 5.56%.

## A - 1 : L'impact de Tours Métropole Val de Loire sur les frais de personnel

Les données par rapport à 2021 n'ayant pas changé (voir les explications détaillées dans le cadre du dossier OB 2021, pages 41, 42, 43, 44), il convient de rappeler la situation arrêtée au 1<sup>er</sup> janvier 2017 (ces éléments repris ci-dessous avait déjà été exposés dans le cadre des OB 2022, page 48) :

a) **14 postes d'agents communaux ont été transférés au 1<sup>er</sup> janvier 2017 à Tours Métropole Val de Loire.**

### Traduction budgétaire :

- Les salaires des agents transférés, soit 165 723€, pour la part du temps de travail sur des compétences métropolitaines, ne sont plus pris en charge par le budget communal, au titre du chapitre 012.  
**MAIS** cette somme a été déduite de l'attribution de compensation (AC) que la commune percevait de la Métropole.
- Les salaires des agents transférés, soit 244 665€, pour la part du temps de travail estimé sur des missions relevant de la compétence communale, sont remboursés par la commune à Tours Métropole Val de Loire et sont intégrés dans le chapitre 012 (article budgétaire spécifique).

b) **4 postes ont été mis à disposition de la Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 selon des taux d'occupation distinguant les missions communales de celles de la Métropole.**

c) **En 2020 la Métropole a souhaité que soit prise en compte et valorisée la mise à disposition d'agents communaux qui interviennent, dans le cadre des 5 missions supports, à savoir :**

- Ressources Humaines
- Finances
- Assurances
- Foncier
- Secrétariat Services Techniques

Dans le cadre de cette mise à disposition du personnel municipal à la Métropole (b/c), il y a une neutralité budgétaire puisque les 61 330€ correspondants aux salaires des agents mis à disposition de la Métropole selon des pourcentages du temps de travail, sont déduits de l'AC mais remboursés à la commune en recettes de fonctionnement (article dédié 70846).

En résumé on a, et ces chiffres sont reconduits pour 2023 :

- 244 665€ en dépenses de fonctionnement
- 61 330€ en recettes de fonctionnement
- l'attribution de compensation que verse Tours Métropole Val de Loire à la commune d'un montant de 15 731 € prend en compte les 165 723€ de salaires des agents transférés pour des missions relevant des compétences métropolitaines.

## A - 2 : Comment a été calculé le budget frais de personnel 2023 ?



La somme de 3 418 785 € a été calculée sur la base de :

➤ de l'effectif suivant :

- 66 titulaires, dont 1 agent en décharge totale de service pour exercice d'une activité syndicale soit 66.3 Equivalent Temps Plein (ETP) (16 hommes, 50 femmes, moyenne d'âge 46.5 ans).
- 1 agent à temps complet en CDI (Chargé de communication).
- 6 agents non titulaires sur remplacements, soit 4.53 ETP. Pour information, le coût des agents en arrêt maladie ou mi-temps thérapeutique représente 127 000 €.
- 11 non titulaires sur l'année (permanents ou remplaçants pour le pôle enfance jeunesse (7), 1 La Passerelle et le service hygiène (3)), soit 8.09 ETP.
- 5 animateurs rémunérés au forfait sur les vacances scolaires.

➤ Aucune revalorisation du point d'indice n'a été prise en compte, si ce n'est les 3,5 % du 1<sup>er</sup> juillet 2022 sur une année pleine avec l'effectif au 31 décembre 2022 soit 89 600 €.

➤ de la prise en compte des effets de Glissement Vieillesse Technicité (GVT), qui correspondent pour 2023 aux avancements d'échelon pour 24 agents (8 339 €) et avancement de grade (1 562 €) à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2023 pour 6 agents potentiels.

➤ Pour information, le salaire minimum de la fonction publique est de 1 712.06 € brut soit, 1 358.87 € net.

➤ Il convient de noter une augmentation du poste assurance statutaire de 10 300 € (+ 16.97 %) et ce du fait de l'augmentation de la masse salariale constatée en 2022.

## A - 3 : Calcul de la charge nette du personnel

Pour calculer la charge nette, on déduit du chapitre 012 « Frais de personnel » les remboursements de salaires du chapitre 013 (assurance statutaire, Sécurité Sociale, ...).

La prévision de ces remboursements pour 2023 est estimée à 90 000 € pour une réalisation à 125 038 € en 2022.

Il convient de préciser que c'est à partir de ce montant des charges nettes que l'on calcule le poids des frais de personnel dans les charges réelles de fonctionnement (voir tableau F, page 36).



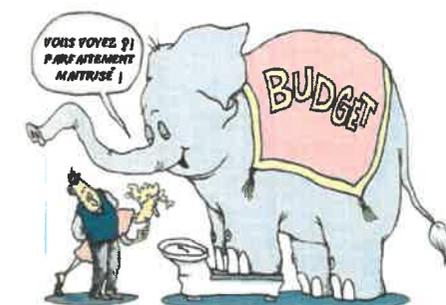
Toutefois pour affiner ce montant des charges nettes, il conviendrait de déduire le remboursement de Tours Métropole Val de Loire de l'article 70846 (personnel municipal mis à disposition) pour 61 300 €.

Ainsi, la charge nette prévisionnelle de personnel pour 2023 serait de :

		BP 2022	OB 2023	VARIATION	
				OB 2023 /BP 2022	
				€	%
DÉDUCTION	CHAP 012	3 176 735 €	3 418 785 €	242 050 €	7.62 %
	CHAP 013	84 400 €	90 000 €	5 600 €	6.64 %
	ARTICLE 70846	61 300 €	61 300 €	-	-
	<b>TOTAL</b>	<b>3 031 035 €</b>	<b>3 267 485 €</b>	<b>236 450 €</b>	<b>7.80 %</b>

### B - LES CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL

	CA 2021	BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023/BP 2022
Chapitre 011	1 149 897 €	1 368 754 €	1 195 770.92 €	1 498 704 €	9.49 % 129 950 €



RAPPEL ! C'est dans ce chapitre que l'on trouve la grande partie des dépenses nécessaires au fonctionnement des services (eau, énergie, carburant, alimentation, entretien des espaces verts, bâtiments, voirie ...).

Les principales augmentations sont éventuellement :

- La hausse du prix de l'électricité (+ 91 000 €). Le montant ne tient pas compte de l'amortisseur électricité tel qu'exposé à la page 25 du présent document.
- La hausse du gaz (+ 50 000 €).
- + 17 000 € : Restauration scolaire,
- + 5 778 € : Taxe Foncière (augmentation des bases de 7.10 %)

RENTÉE DES MAIRES 2016:  
LE PRIX DES FOURNITURES  
A AUGMENTÉ.



Vous retrouverez, dans le cadre du rapport de présentation du budget 2023, un commentaire pour chaque article expliquant les variations.

### C - LES CHARGES FINANCIÈRES (voir dossier dette pages 62 à 69)

	CA 2021	BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 /BP 2022
Chapitre 66	94 933 €	90 752 €	89 803.92 €	90 710 €	- 0.05 % - 42.72 €

L'encours de la dette au 31 décembre 2022 s'élevait à 4 550 485.20 € soit une dette par habitant de 869 € (au 01/01/2023) alors que la moyenne départementale pour les communes de notre strate de population était de 1 042 €/habitant (au 01/01/2022).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, avec un taux moyen de 2.06 %, l'encours se compose de 20 contrats de prêt :



- 19 à taux fixe soit 95.65 % du capital restant dû.
- 1 à taux variable, soit 4.35 % du capital restant dû.

### D - LES AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE DU CHAPITRE 65

	CA 2021	BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 /BP 2022
Chapitre 65	361 159 €	429 016 €	431 115.16 €	462 024 €	7.17 % 33 008 €

On retrouve dans ce chapitre budgétaire :



→ Une somme de 70 000 € pour les subventions versées aux associations locales à laquelle s'ajoute 25 000 € correspondant, aux subventions versées jusqu'en 2021 par TMVL aux associations en fonction des demandes communales.

RAPPEL : A compter de 2022, la Métropole verse cette enveloppe directement aux communes sur la base de 4.75€/habitant, à charge pour la commune de redistribuer ce montant au monde associatif.

→ La subvention pour le CCAS à hauteur de 20 000 € (montant identique à 2022, qui pourra le cas échéant être revu en cours d'année).

- Une prévision de 34 870 € pour l'école Sainte Geneviève dans le cadre du contrat d'association.
- Une somme de 11 850 € pour les différentes subventions versées aux écoles dans le cadre des projets pédagogiques ou des voyages de fin d'année.
- Les indemnités versées aux élus : montant prévisionnel 150 150 € (indemnités + cotisations retraites et sociales).
- Une enveloppe de 3 000 € pour la formation des élus + 1 500 € pour frais de mission, conformément aux dispositions de la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2020.
- Le contingent du SDIS 37 : 71 950 € (+ 5.9 % soit + 4 009 € par rapport à 2022).
- Les contributions aux différents organismes de regroupement intercommunal dont la commune est membre : Syndicat des COLLÈGES (14 700 €), Mission Locale (3 350 €), le RAM (10 000 €), Cavités 37 (4 242 €).
- Abonnement à EKSAE pour les logiciels métiers de la collectivité en mode SAAS (Finances, RH, Élections, État Civil) + Microsoft 365 : 14 000 € /an.

 Microsoft 365



 Syndicat Intercommunal de Gestion  
des transports scolaires à destination des collèges



## E – SYNTHÈSE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les recettes réelles de la section sont estimées à ce jour à 5 457 998 € pour 2023, soit une progression de + 4.94 % (125 912.47 €) par rapport au BP 2022.

Les dépenses réelles sont estimées quant à elles à 5 382 223.11 € pour 2023, soit une progression de + 8.01 % (399 365.28 €) par rapport au BP 2022.

Ainsi, on constate une augmentation plus importante des dépenses par rapport aux recettes, ce qui a un impact négatif sur la CAF brute prévisionnelle. Sur les 399 365.28 € de dépenses supplémentaires par rapport à 2022, 61.35 % (245 000 €) sont les conséquences de phénomènes extérieurs à la gestion communale :

- 91 000 € électricité
- 50 000 € gaz
- 15 000 € contrat Engie
- 89 000 € point d'indice

Du fait du poids de la dette en capital et du montant à rembourser sur cet exercice budgétaire, la CAF nette prévisionnelle, reste négative et continue à se dégrader.

Toutefois, il convient de rappeler que ce qui est déterminant et qui est pris en compte dans toutes les analyses financières, c'est la CAF nette du Compte Administratif qui est, en principe, elle positive notamment dans la mesure où les prévisions budgétaires en dépenses sont rarement réalisées à 100 % à la différence des recettes.

	BP 2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 /BP 2022	
				Valeur	%
Recettes réelles	5 201 013.00 €	5 332 085.53 €	5 457 998.00 €	256 985.00 €	+ 4.94 %
Dépenses réelles	4 982 857.83 €	4 856 730.68 €	5 382 223.11 €	399 365.28 €	+ 8.01 %
CAF brute	218 155.17 €	475 354.85 €	75 774.89 € *	-142 380.28 €	- 65.27 %
Dette en capital	474 743.00 €	482 813.07 €	518 592.00 €	43 849.00 €	+ 9.24 %
CAF nette	-256 587.83 € *	- 7 458.22 €	- 442 817.11 € *	- 186 229.28 €	- 72.58 %

\*montant prévisionnel



Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

# VIII-SECTION INVESTISSEMENT ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2023

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

## A- EN GRANDES MASSES

DÉPENSES			RECETTES		
	BP 2022	OB 2023		BP 2022	OB 2023
<b>RESTES A RÉALISER 2022</b>	87 924,66 €	13 000,00 €	<b>RESTES À RÉALISER 2022</b>	376 865,00 €	442 303,98 €
<b>DÉPENSES NOUVELLES</b>			<b>RECETTES NOUVELLES</b>		
REPRISE DU DÉFICIT N-1	794 920,59 €	889 986,70 €	AFFECTATION RÉSULTAT N - 1	506 000,00 €	461 000,00 €
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNTS	474 743,00 €	518 592,00 €	<b>VIREMENT SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	564 216,78 €	300 000,00 €
DÉPENSES ÉQUIPEMENTS	1 278 600,00 €	151 000,00 €	AMORTISSEMENTS	269 000,00 €	254 600,00 €
<b>INFORMATIQUE</b>	- €	- €	F C T V A	40 000,00 €	80 000,00 €
matériel informatique mairie	- €	- €	TAXE AMÉNAGEMENT	40 400,00 €	40 000,00 €
passage en SAAS logiciels métiers mairie	- €	- €	<b>EMPRUNT INVESTISSEMENT 2023</b>	300 000,00 €	à déterminer
dématérialisation urbanisme	- €	- €	SUBVENTION ÉTAT 1ère ET 2 ème TRANCHE TRAVAUX CHAUFFAGE	260 813,00 €	- €
pôle enfance jeunesse	- €	- €	SUBVENTION ÉTAT DÉMATÉRIALISATION DROIT DES SOLS	4 000,00 €	- €
<b>VOIRIE VERSEMENT TMVL</b>	190 000,00 €	151 000,00 €	FONDS DE CONCOURS TMVL	15 936,00 €	- €
<b>SYSTÈME PRODUCTION CHAUFFAGE</b>	897 000,00 €	- €	EMPRUNT AFFECTÉ TRAVAUX CHAUFFAGE ÉCOLES	350 000,00 €	- €
solde école CAMUS	54 000,00 €	- €	SOLDE SUBVENTIONS 2022	- €	
groupe scolaire PASTEUR-SHL	843 000,00 €	- €	INFORMATIQUE TMVL F2D 2022		4 392,00 €
1ère tranche	220 000,00 €	- €			4 726,00 €
2ème tranche	276 000,00 €	- €			
3ème tranche	347 000,00 €	- €			
<b>ENVELOPPE INVESTISSEMENT 2023</b>	191 600,00 €	- €			
<b>CRÉATION CITY PARK</b>	- €	135 000,00 €			
OPÉRATIONS COMPTABLES	91 042,53 €	125 379,01 €			
<b>S/TOTAL</b>	2 639 306,12 €	1 684 957,71 €	<b>S/TOTAL</b>	2 350 365,78 €	1 144 718,00 €
<b>TOTAL</b>	2 727 230,78 €	1 697 957,71 €	<b>TOTAL</b>	2 727 230,78 €	1 587 021,98 €

BESOIN DE FINANCEMENT SECTION INVESTISSEMENT 2021	
RESTES À RÉALISER DÉPENSES	87 924,66 €
DÉFICIT 2021 REPORTÉ	794 920,59 €
<b>S/TOTAL ( a )</b>	882 845,25 €
RESTES À RÉALISER RECETTES ( b )	376 865,00 €
AFFECTATION RÉSULTAT ( a - b )	505 980,25 €
<b>BESOIN DE FINANCEMENT SECTION INVESTISSEMENT 2022</b>	
RESTES À RÉALISER DÉPENSES	13 000,00 €
DÉFICIT 2022 REPORTÉ	889 986,70 €
<b>S/TOTAL ( a )</b>	902 986,70 €
RESTES À RÉALISER RECETTES ( b )	442 303,98 €
AFFECTATION RÉSULTAT ( a - b )	460 682,72 €

SUBVENTIONS DEMANDÉES EN 2023	
F2D CITY STADE	55 000,00 €
DETR / DSIL INFORMATIQUE ET VÉHICULES	28 800,00 €
COMPLÉMENT CHAUFFAGE TMVL	41 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>124 800,00 €</b>

## B – LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

### B – 1 : Les ressources propres

Pour le respect du principe budgétaire de l'équilibre réel, le remboursement de la dette en capital (518 592 € cette année), doit être couvert par des ressources propres internes et externes qui sont constituées :

- du FCTVA (Fonds de Compensation de la TVA) estimé à 80 000 € qui concerne la récupération de la TVA sur les dépenses d'équipement réalisées en 2021.
- de la taxe d'aménagement estimée à 40 000 €.
- de l'autofinancement prévisionnel brut, tel qu'exposé en section de fonctionnement : 554 600 € (amortissements + virement de la section de fonctionnement).
- de l'affectation de résultat 461 000 € concernant les besoins de financement de la section d'investissement (cf. tableau page 58).

### B – 2 : Les autres recettes

➤ On trouve en reste à réaliser la somme de 442 303.98 € qui correspond aux subventions notifiées en 2022 en attente de versement.

Cela concerne essentiellement :

- L'opération de remplacement du système de production de chaleur des écoles :

- Au niveau de l'État :  
Solde DSIL\* 2021 : 182 569.10 €  
Solde DSIL 2022 : 55 259.88 €

\*Dotation Soutien à l'Investissement Local

- Au niveau du Département :  
Solde F2D 2022 : 77 257 €
- Au niveau de TMVL :  
Fonds de concours : 58 000 €

- La réhabilitation de la SMA :
  - Subvention de la CAF : 62 400 €



**BUDGET MUNICIPAL :  
FAIRE TROIS FOIS PLUS  
AVEC DEUX FOIS MOINS**



- Le recours à l'emprunt dont le montant maximum sera de l'ordre de 400 000€ avec comme les années passées deux lignes spécifiques :
  - 250 000 € à 300 000 € au titre des investissements classiques 2023 correspondant au montant maximum fixé dans le cadre de la mise en œuvre du désendettement de la commune engagée depuis 2018. Somme qui sera mobilisée en fonction des besoins.
  - 100 000 € à 150 000 € affectés à l'équilibre du budget qui sera comme en 2022 revu à la baisse en fonction des subventions qui auront été notifiées à la commune.
  
- Les subventions d'investissement sollicitées, non inscrites dans le cadre du projet du BP 2023 car non notifiées :
  - Demande de complément à Tours Métropole Val de Loire pour l'opération de chauffage des écoles : 41 000 €.
  - F2D 2023 pour le City Park : 55 000 €.
  - État DETR / DSIL 2023 pour l'acquisition de matériel divers et véhicules : 28 000 €.

### C – DÉPENSES PRÉVISIONNELLES D'INVESTISSEMENT 2023

- ➔ Pour ce qui est des dépenses de la section d'investissement, on retrouve la reprise du résultat de l'exercice précédent à hauteur de 889 986.70 €.
- ➔ 518 592 € en ce qui concerne le remboursement du capital des emprunts.
- ➔ 125 379 € opérations comptables.
- ➔ Une somme dont le montant reste encore à déterminer en fonction des derniers arbitrages et des possibilités de financement, en fonction notamment des derniers éléments du budget de fonctionnement, de dégager un peu plus de marge de manœuvre.

On peut dès à présent indiquer :

- La somme de 151 000 € : Programme Voirie Réseaux Divers (VRD) - attribution versée à TMVL.

Cette année, le programme de la rue de la Chantepleure / Parking de l'Alma devrait rentrer dans une phase opérationnelle. La consultation des entreprises va être lancée courant mars par TMVL.

Par ailleurs poursuite, et ce sera la 3ème tranche, pour l'enfouissement des réseaux de la rue Victor Hugo.

- La somme de 135 000 € pour la création d'un « City Park »





Il convient de préciser, que cette opération est présentée en partenariat avec l'Association Sportive Luynoise (ASL), qui a déposé ce projet dans le cadre du budget participatif du Conseil départemental 2022.

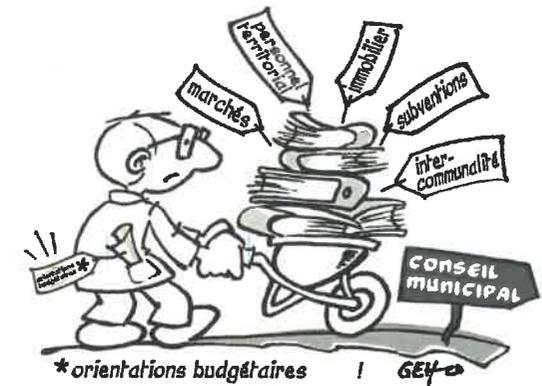
Dossier qui a été retenu sur la base d'une dépense de 23 000 € TTC et de ce fait bénéficie d'une subvention de 18 400 € (80%) qui est attribué à l'Association.

En accord avec les dirigeants de l'ASL l'idée est que l'Association prenne en charge directement 23 000 € des dépenses et que la commune lui verse la différence de 4 600 €, sans faire de subvention exceptionnelle.

Ainsi, l'enveloppe globale prévisionnelle du projet s'élève à 135 000 € TTC part communale et 23 000 € TTC part associative.

Il est précisé que la part communale pourra être révisée en fonction de la subvention accordée dans le cadre du F2D par le Département.





# ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA DETTE DE LA COMMUNE

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF



OB 2023

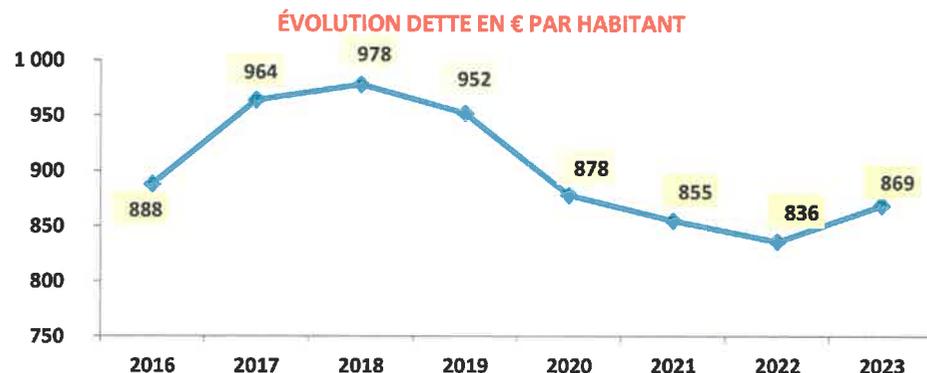
62

# I - RATIOS DETTE / HABITANT & ANNUITÉ / HABITANT

(source DGFIP)

Strate de 5 000 à 9 999 habitants	Dettes	Annuité
Commune de LUYNES au 01/01/2022	836,00 €	108,00 €
Commune de LUYNES au 01/01/2023	869,00 €	117,00 €
MOYENNE DÉPARTEMENTALE au 01/01/2022	1 042,00 €	129,00 €
MOYENNE RÉGIONALE au 01/01/2022	839,00 €	100,00 €
MOYENNE NATIONALE au 01/01/2022	775,00 €	100,00 €

POPULATION AU 01/01/2023 : 5 236 HABITANTS (source INSEE)



Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



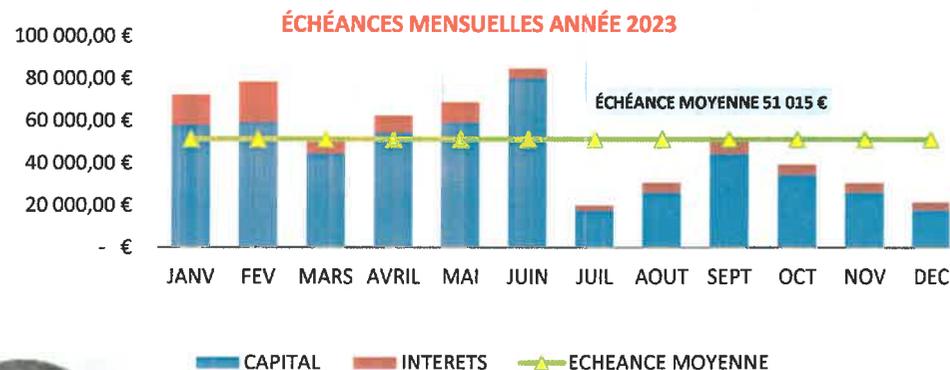
ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF



## II - ÉCHÉANCIER MENSUEL ANNÉE 2023

MOIS	CAPITAL	INTÉRÊT	ÉCHÉANCES
JANVIER	57 743,48 €	14 416,47 €	72 159,95 €
FÉVRIER	58 971,43 €	19 478,24 €	78 449,67 €
MARS	44 116,35 €	8 257,05 €	52 373,40 €
AVRIL	54 119,81 €	8 241,11 €	62 360,92 €
MAI	58 947,93 €	9 746,47 €	68 694,40 €
JUIN	80 040,09 €	4 601,59 €	84 641,68 €
JUILLET	17 463,57 €	2 496,55 €	19 960,12 €
AOUT	25 709,82 €	4 906,29 €	30 616,11 €
SEPTEMBRE	44 137,23 €	7 560,74 €	51 697,97 €
OCTOBRE	34 140,74 €	5 090,72 €	39 231,46 €
NOVEMBRE	25 720,33 €	4 845,15 €	30 565,48 €
DÉCEMBRE	17 481,11 €	3 953,94 €	21 435,05 €
<b>TOTAL</b>	<b>518 591,89 €</b>	<b>93 594,32 €</b>	<b>612 186,21 €</b>

<b>ÉCHÉANCE MOYENNE 2023</b>	<b>51 015,52 €</b>
<b>ÉCHÉANCE MOYENNE 2022</b>	<b>47 889,16 €</b>
<b>ÉCHÉANCE MOYENNE 2021</b>	<b>45 596,38 €</b>



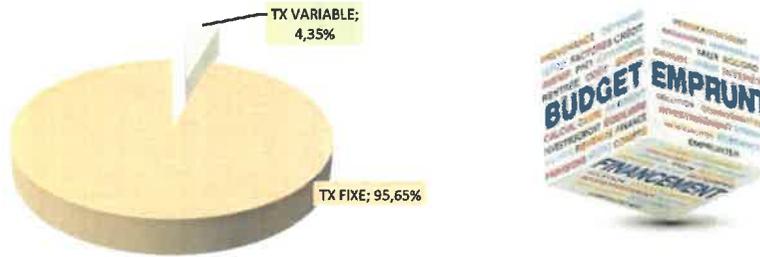
ANNÉE	CAPITAL	INTÉRÊT	ANNUITÉS	CAPITAL RESTANT DU AU 01/01
2019	402 839 €	113 124 €	515 963 €	4 758 647,00 €
2020	423 289 €	107 240 €	530 529 €	4 605 808,48 €
2021	447 277 €	99 967 €	547 245 €	4 482 519,37 €
2022	474 743 €	91 572 €	566 315 €	4 385 242,20 €
2023	518 592 €	93 594 €	612 186 €	4 550 484,70 €
<b>VARIATION</b>	<b>43 849 €</b>	<b>2 022 €</b>	<b>45 871 €</b>	<b>165 242,50 €</b>

### III - ÉTAT DE LA DETTE AU 31/12/2022 CAPITAL RESTANT DÛ

Établissements prêteurs	Taux fixe		Taux variable		Total	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
CAISSE D'ÉPARGNE	2 574 946,50 €	100,00%			2 574 946,50 €	56,59%
CRÉDIT AGRICOLE	1 777 712,11 €	89,99%	197 826,09 €	10,01%	1 975 538,20 €	43,41%
<b>TOTAL</b>	<b>4 352 658,61 €</b>	<b>95,65%</b>	<b>197 826,09 €</b>	<b>4,35%</b>	<b>4 550 484,70 €</b>	<b>100,00%</b>

PHOTOGRAPHIE DE LA DETTE COMMUNALE AU 01/01/2023	
CAPITAL RESTANT DÛ	4 550 485,20 €
TAUX MOYEN DE LA DETTE	2,06%
DURÉE RÉSIDUELLE	9,47
NOMBRE DE CONTRATS	20
ANNUITÉS 2023	618 186,21 €

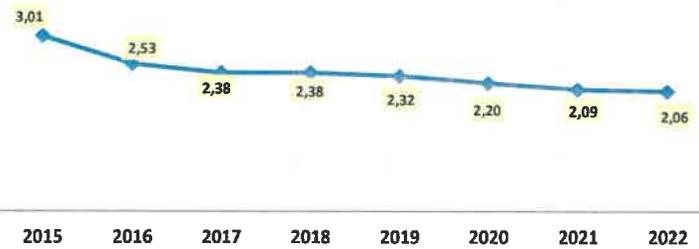
REPARTITION PAR TYPE D'EMPRUNT



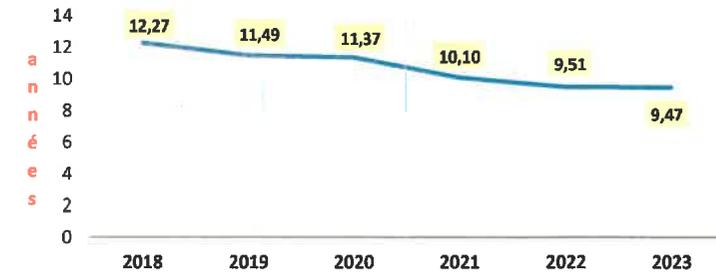
RÉPARTITION DE LA DETTE PAR ORGANISME PRÊTEUR



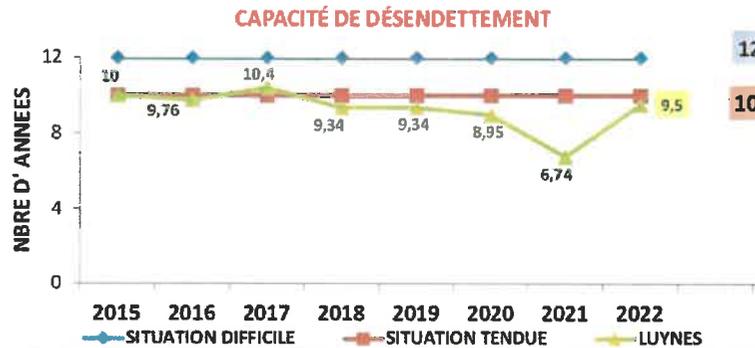
ÉVOLUTION DU TAUX MOYEN DE LA DETTE AU 01/01/N



DURÉE RÉSIDUELLE MOYENNE DE LA DETTE



Moyenne des taux d'intérêt de tous les contrats détenus par la commune



Durée restante à courir sur les emprunts, exprimée en année.



Étalonnée en années, la capacité de désendettement mesure le temps qu'il serait nécessaire à la commune pour effacer totalement sa dette si elle mobilisait l'intégralité de son épargne brute dans ce but.

**NB: La loi de programmation des finances publiques 2018-2022 a porté ces seuils à 10 et 12 ans.**

En règle générale la dette en capital d'une commune correspond à l'équivalent d'une année de recettes réelles de fonctionnement.

Une commune doit donc avoir un ratio inférieur à 1.

Le seuil d'alerte est à 1,21.

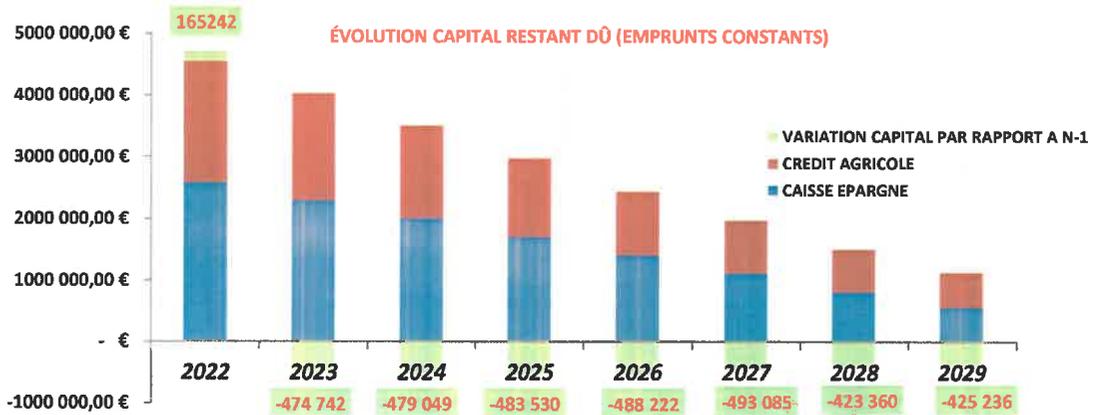
Ce taux se mesure par encours de la dette / produits de fonctionnement.

# IV - CAPITAL RESTANT DÛ PAR ORGANISMES PRÊTEURS AU 31/12/N EMPRUNTS CONSTANTS

ORGANISMES PRÊTEURS	ANNÉE PRÊT	CAPITAL ORIGINE	DURÉE	TAUX	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
CE 2	fev-08	559 600,00 €	25 ANS/FEV-33	TF/A 4,58%	287 166,61 €	263 884,17 €	239 535,40 €	214 071,45 €	187 441,25 €	159 591,39 €	130 466,01 €	100 006,68 €
CE 3	juil-08	825 000,00 €	20 ANS/JANV-28	TF/A 4,50%	241 804,19 €	201 503,49 €	161 202,79 €	120 902,09 €	80 601,39 €	40 300,69 €	- €	- €
CE 4	oct-14	500 000,00 €	15 ANS/OCT-29	TF/S 2,41%	233 333,28 €	199 999,94 €	166 666,68 €	133 333,26 €	99 999,92 €	66 666,58 €	33 333,24 €	- €
CE 5	févr-15	450 000,00 €	15 ANS/FEV-30	TF/M 1,90%	215 000,00 €	185 000,00 €	155 000,00 €	125 000,00 €	95 000,00 €	65 000,00 €	35 000,00 €	5 000,00 €
CE 6	avr-15	300 000,00 €	15 ANS/AVR-30	TF/M 1,69%	146 666,36 €	126 666,32 €	106 666,28 €	86 666,24 €	66 666,20 €	46 666,16 €	26 666,12 €	6 666,08 €
CE 7	mai-15	500 000,00 €	15 ANS/MAI-30	TF/A 1,68%	282 379,52 €	249 130,95 €	215 327,68 €	180 937,00 €	145 960,53 €	110 388,29 €	74 215,29 €	37 420,99 €
CE 8	avr-16	300 000,00 €	15 ANS/AVR-31	TF / M 1,53%	166 666,40 €	146 666,36 €	126 666,32 €	106 666,28 €	86 666,24 €	66 666,20 €	46 666,16 €	26 666,12 €
CE 9	avr-16	300 000,00 €	15 ANS/AVR-31	TF / A 1,54%	180 000,00 €	160 000,00 €	140 000,00 €	120 000,00 €	100 000,00 €	80 000,00 €	60 000,00 €	40 000,00 €
CE 10	déc-16	200 000,00 €	15 ANS/DEC-31	TF / M 1,21%	120 000,08 €	106 666,76 €	93 333,44 €	80 000,12 €	66 666,80 €	53 333,48 €	40 000,16 €	26 666,84 €
CE 11	févr-17	150 000,00 €	15 ANS/FEV-32	TF / M 1,44%	91 666,90 €	81 666,94 €	71 666,98 €	61 667,02 €	51 667,06 €	41 667,10 €	31 667,14 €	21 667,18 €
CE 12	févr-17	150 000,00 €	15 ANS/FEV-32	TF / M 1,45%	100 000,00 €	90 000,00 €	80 000,00 €	70 000,00 €	60 000,00 €	50 000,00 €	40 000,00 €	30 000,00 €
CE 13	déc-17	250 000,00 €	15 ANS/DEC-32	TF / M 1,28%	166 666,60 €	149 999,92 €	133 333,24 €	116 666,56 €	99 999,88 €	83 333,20 €	66 666,52 €	49 999,84 €
CE 14	sept-22	350 000,00 €	15 ANS/AOUT-37	TF / M 2,57%	343 596,56 €	324 054,16 €	304 003,54 €	283 431,52 €	262 324,52 €	240 668,61 €	218 449,56 €	195 652,74 €
<b>S/TOTAL CAISSE D'ÉPARGNE</b>					<b>2 574 946,50 €</b>	<b>2 285 239,01 €</b>	<b>1 993 402,35 €</b>	<b>1 699 341,54 €</b>	<b>1 402 993,79 €</b>	<b>1 104 281,70 €</b>	<b>803 130,20 €</b>	<b>539 746,47 €</b>
CA 1	déc-13	750 000,00 €	15 ANS/NOV-28	TV/EURIBOR 3M MARGE 2,55%	197 826,09 €	164 855,07 €	131 884,05 €	98 913,04 €	65 942,03 €	32 971,01 €	- €	- €
CA2/B FT 1	déc-11	800 000,00 €	15 ANS/MARS-26	TF/ T 3%	267 990,00 €	205 410,00 €	139 970,00 €	71 540,00 €	- €	- €	- €	- €
CA 3	sept-15	800 000,00 €	15 ANS/SEPT-30	TF/S 1,75%	426 666,62 €	373 333,28 €	319 999,94 €	266 666,60 €	213 333,26 €	159 999,92 €	106 666,58 €	53 333,24 €
CA 4	déc-19	250 000,00 €	15 ANS/ DEC-34	TF/M 1,50%	199 999,96 €	183 333,28 €	166 666,60 €	149 999,92 €	133 333,24 €	116 666,56 €	99 999,88 €	83 333,20 €
CA 5	déc-20	300 000,00 €	15 ANS/ DEC-35	TF/M 0,86%	259 999,92 €	239 999,84 €	219 999,64 €	199 999,80 €	179 999,76 €	159 999,72 €	139 999,68 €	119 999,64 €
CA 6	déc-21	350 000,00 €	15 ANS/ DEC-36	TF/M 0,43%	324 722,28 €	301 389,00 €	278 055,72 €	254 722,44 €	231 389,16 €	208 055,88 €	184 722,60 €	161 389,32 €
CA 7	nov-22	300 000,00 €	15 ANS/ NOV-37	TF/M 0,64%	298 333,33 €	278 333,29 €	258 333,25 €	238 333,21 €	218 333,17 €	198 333,12 €	178 333,09 €	158 333,05 €
<b>S/TOTAL CRÉDIT AGRICOLE</b>					<b>1 975 538,20 €</b>	<b>1 746 653,76 €</b>	<b>1 514 909,20 €</b>	<b>1 280 175,01 €</b>	<b>1 042 330,62 €</b>	<b>876 026,21 €</b>	<b>709 721,83 €</b>	<b>576 388,45 €</b>
<b>CAPITAL RESTANT DU AU 31/12 ANNÉE N</b>					<b>4 550 484,70 €</b>	<b>4 031 892,77 €</b>	<b>3 508 311,55 €</b>	<b>2 979 516,55 €</b>	<b>2 445 324,41 €</b>	<b>1 980 307,91 €</b>	<b>1 512 852,03 €</b>	<b>1 116 134,92 €</b>
<b>VARIATION</b>					<b>165 242,50 €</b>	<b>-518 591,93 €</b>	<b>-523 581,22 €</b>	<b>-528 795,00 €</b>	<b>-534 192,14 €</b>	<b>-465 016,50 €</b>	<b>-467 455,88 €</b>	<b>-396 717,11 €</b>
<b>POUR MÉMOIRE CAPITAL RESTANT DU AU 31/12/2021</b>					<b>4 385 242,20 €</b>							

LÉGENDE	
TF	TAUX FIXE
TV	TAUX VARIABLE
A	ÉCHÉANCE ANNUELLE
S	ÉCHÉANCE SEMESTRIELLE
T	ÉCHÉANCE TRIMESTRIELLE
M	ÉCHÉANCE MENSUELLE

1 777 712,11 €



Envoyé en préfecture le 27/03/2023  
 Reçu en préfecture le 27/03/2023  
 Publié le  
 S<sup>2</sup>LO  
 ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

## V - PERSPECTIVE ÉVOLUTION ANNUITÉS DE LA DETTE À EMPRUNTS CONSTANTS

ORGANISMES PRÊTEURS	ANNÉE PRÊT	CAPITAL ORIGINE	DURÉE	TAUX	ANNUITÉS	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
CE 2	févr-08	559 600,00 €	25 ANS	TF/A 4,58%	INTÉRÊT	14 171,87 €	13 152,23 €	12 085,90 €	10 970,72 €	9 804,47 €	8 584,81 €	7 309,29 €	5 975,34 €
					CAPITAL	22 262,80 €	23 282,44 €	24 348,77 €	25 463,95 €	26 630,20 €	27 849,86 €	29 125,38 €	30 459,33 €
					ANNUITÉ	36 434,67 €	36 434,67 €	36 434,67 €	36 434,67 €	36 434,67 €	36 434,67 €	36 434,67 €	36 434,67 €
CE 3	juil-08	825 000,00 €	20 ANS	TF/A 4,50%	INTÉRÊT	13 729,10 €	11 767,80 €	9 806,50 €	7 866,70 €	5 883,90 €	3 922,60 €	1 961,30 €	- €
					CAPITAL	40 300,70 €	40 300,70 €	40 300,70 €	40 300,70 €	40 300,70 €	40 300,70 €	40 300,70 €	40 300,70 €
					ANNUITÉ	54 029,80 €	52 068,50 €	50 107,20 €	48 167,40 €	46 184,60 €	44 223,30 €	42 262,00 €	- €
CE 4	oct-14	500 000,00 €	15 ANS	TF/S 2,41%	INTÉRÊT	6 311,75 €	5 497,26 €	4 696,16 €	3 868,27 €	3 053,78 €	2 239,29 €	1 429,26 €	610,31 €
					CAPITAL	33 333,34 €	33 333,34 €	33 333,34 €	33 333,34 €	33 333,34 €	33 333,34 €	33 333,34 €	33 333,34 €
					ANNUITÉ	39 645,09 €	38 830,60 €	38 029,50 €	37 201,61 €	36 387,12 €	35 572,63 €	34 762,60 €	33 943,65 €
CE 5	févr-15	450 000,00 €	15 ANS	TF/M 1,90%	INTÉRÊT	4 454,47 €	3 876,51 €	3 308,12 €	2 720,72 €	2 142,76 €	1 564,87 €	990,13 €	409,01 €
					CAPITAL	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €
					ANNUITÉ	34 454,47 €	33 876,51 €	33 308,12 €	32 720,72 €	32 142,76 €	31 564,87 €	30 990,13 €	30 409,01 €
CE 6	avr-15	300 000,00 €	15 ANS	TF/M 1,69%	INTÉRÊT	2 661,74 €	2 323,75 €	1 985,75 €	1 647,74 €	1 309,74 €	971,74 €	633,74 €	295,74 €
					CAPITAL	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €
					ANNUITÉ	22 661,78 €	22 323,79 €	21 985,79 €	21 647,78 €	21 309,78 €	20 971,78 €	20 633,78 €	20 295,78 €
CE 7	mai-15	500 000,00 €	15 ANS	TF/A 1,68%	INTÉRÊT	5 366,71 €	4 809,86 €	4 255,16 €	3 667,75 €	3 081,96 €	2 486,19 €	1 885,43 €	1 264,13 €
					CAPITAL	32 691,72 €	33 248,57 €	33 803,27 €	34 390,68 €	34 976,47 €	35 572,24 €	36 173,00 €	36 794,30 €
					ANNUITÉ	38 058,43 €	38 058,43 €	38 058,43 €	38 058,43 €	38 058,43 €	38 058,43 €	38 058,43 €	38 058,43 €
CE 8	avr-16	300 000,00 €	15 ANS	TF/M 1,53%	INTÉRÊT	2 753,28 €	2 443,03 €	2 138,87 €	1 822,53 €	1 512,28 €	1 202,03 €	894,47 €	581,53 €
					CAPITAL	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €
					ANNUITÉ	22 753,32 €	22 443,07 €	22 138,91 €	21 822,57 €	21 512,32 €	21 202,07 €	20 894,51 €	20 581,57 €
CE 9	avr-16	300 000,00 €	15 ANS	TF/A 1,54%	INTÉRÊT	3 122,78 €	2 810,50 €	2 505,07 €	2 185,94 €	1 873,67 €	1 561,39 €	1 252,53 €	936,83 €
					CAPITAL	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
					ANNUITÉ	23 122,78 €	22 810,50 €	22 505,07 €	22 185,94 €	21 873,67 €	21 561,39 €	21 252,53 €	20 936,83 €
CE 10	déc-16	200 000,00 €	15 ANS	TF/M 1,21%	INTÉRÊT	1 560,67 €	1 397,11 €	1 237,02 €	1 069,97 €	906,38 €	742,81 €	580,95 €	415,65 €
					CAPITAL	13 333,32 €	13 333,32 €	13 333,32 €	13 333,32 €	13 333,32 €	13 333,32 €	13 333,32 €	13 333,32 €
					ANNUITÉ	14 893,99 €	14 730,43 €	14 570,34 €	14 403,29 €	14 239,70 €	14 076,13 €	13 914,27 €	13 748,97 €
CE 11	févr-17	150 000,00 €	15 ANS	TF/M 1,44%	INTÉRÊT	1 417,33 €	1 271,33 €	1 128,53 €	979,33 €	833,33 €	687,33 €	542,93 €	395,33 €
					CAPITAL	9 999,96 €	9 999,96 €	9 999,96 €	9 999,96 €	9 999,96 €	9 999,96 €	9 999,96 €	9 999,96 €
					ANNUITÉ	11 417,29 €	11 271,29 €	11 128,49 €	10 979,29 €	10 833,29 €	10 687,29 €	10 542,89 €	10 395,29 €
CE 12	févr-17	150 000,00 €	15 ANS	TF/A 1,45%	INTÉRÊT	1 617,15 €	1 470,14 €	1 323,13 €	1 179,33 €	1 029,10 €	882,08 €	735,07 €	589,67 €
					CAPITAL	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €
					ANNUITÉ	11 617,15 €	11 470,14 €	11 323,13 €	11 179,33 €	11 029,10 €	10 882,08 €	10 735,07 €	10 589,67 €
CE 13	déc-17	250 000,00 €	15 ANS	TF/M 1,28%	INTÉRÊT	2 280,00 €	2 063,69 €	1 852,63 €	1 631,12 €	1 414,82 €	1 198,52 €	985,08 €	765,92 €
					CAPITAL	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €
					ANNUITÉ	18 946,68 €	18 730,37 €	18 519,31 €	18 297,80 €	18 081,50 €	17 865,20 €	17 651,78 €	17 432,60 €
CE 14	sept-22	350 000,00 €	15 ANS	TF/M 2,57%	INTÉRÊT	2 977,80 €	8 601,32 €	8 093,10 €	7 571,70 €	7 036,72 €	6 487,81 €	5 924,67 €	5 346,90 €
					CAPITAL	6 403,44 €	19 542,40 €	20 050,62 €	20 572,02 €	21 107,00 €	21 655,91 €	22 219,05 €	22 796,82 €
					ANNUITÉ	9 381,24 €	28 143,72 €	28 143,72 €	28 143,72 €	28 143,72 €	28 143,72 €	28 143,72 €	28 143,72 €
S/TOTAL CAISSE D'ÉPARGNE					INTÉRÊT	62 424,65 €	61 484,53 €	54 415,94 €	47 181,82 €	39 882,91 €	32 531,47 €	25 124,85 €	17 586,36 €
					CAPITAL	274 992,04 €	289 707,49 €	291 836,74 €	294 060,73 €	296 347,75 €	298 712,09 €	301 151,51 €	263 383,83 €
					ANNUITÉ	337 416,69 €	351 192,02 €	346 252,68 €	341 242,55 €	336 230,66 €	331 243,56 €	326 276,36 €	280 970,19 €

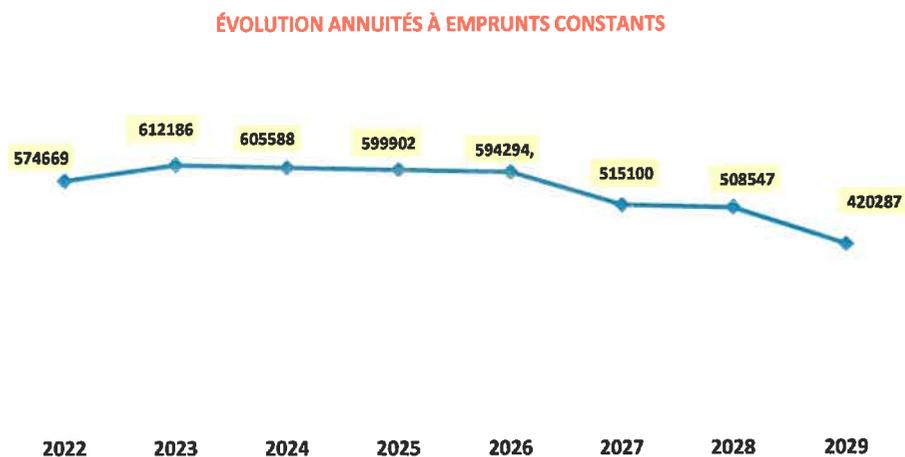
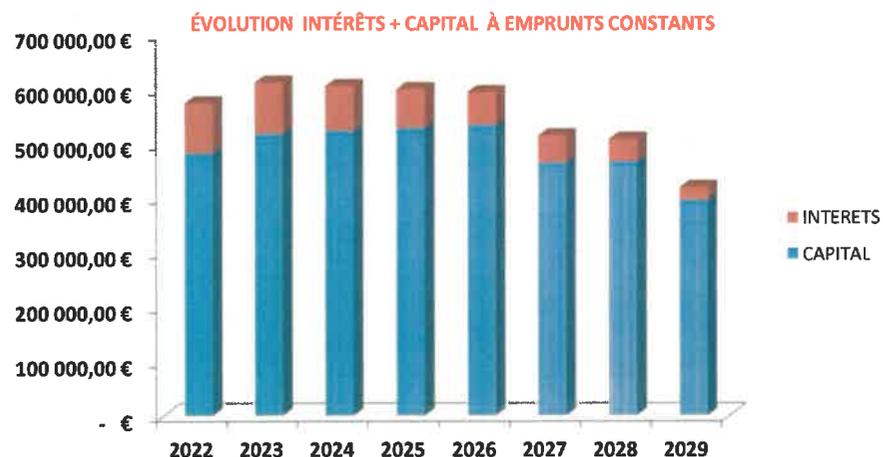




## V - PERSPECTIVE ÉVOLUTION ANNUITÉS DE LA DETTE À EMPRUNTS CONSTANTS (suite)

ORGANISMES PRÊTEURS	ANNÉE PRÊT	CAPITAL ORIGINE	DURÉE	TAUX	ANNUITÉS	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
CA 1	déc-13	750 000,00 €	15ANS nov-28	TV/T EURIBOR 3M MARGE 2,55%	INTÉRÊT	5 109,80 €	9 427,52 €	8 400,00 €	8 400,00 €	8 400,00 €	8 400,00 €	8 400,00 €		
					CAPITAL	32 971,01 €	32 971,02 €	32 971,02 €	32 971,02 €	32 971,02 €	32 971,02 €	32 971,02 €		
					ANNUITÉ	38 080,81 €	42 398,54 €	41 371,02 €	41 371,02 €	41 371,02 €	41 371,02 €	41 371,02 €		
CA 2 / B F T 1	déc-11	800 000,00 €	15ANS mars-26	TF/ T 3%	INTÉRÊT	9 059,09 €	7 197,02 €	5 289,62 €	3 207,90 €	1 085,02 €				
					CAPITAL	59 850,00 €	62 580,00 €	65 440,00 €	68 430,00 €	71 540,00 €				
					ANNUITÉ	68 909,09 €	69 777,02 €	70 729,62 €	71 637,90 €	72 625,02 €				
CA 3	sept-15	800 000,00 €	15ANS sept-30	TF/S 1,75%	INTÉRÊT	8 166,67 €	7 233,33 €	6 300,00 €	5 366,67 €	4 433,33 €	3 500,00 €	2 566,37 €	1 633,33 €	
					CAPITAL	53 333,34 €	53 333,34 €	53 333,34 €	53 333,34 €	53 333,34 €	53 333,34 €	53 333,34 €	53 333,34 €	53 333,34 €
					ANNUITÉ	61 500,01 €	60 566,67 €	59 633,34 €	58 700,01 €	57 766,67 €	56 833,34 €	55 899,71 €	54 966,67 €	
CA 4	déc-19	250 000,00 €	15ANS mai-34	TF/M 1,50%	INTÉRÊT	3 135,41 €	2 885,41 €	2 635,42 €	2 385,41 €	2 135,41 €	1 887,42 €	1 635,41 €	1 385,41 €	
					CAPITAL	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €	16 666,68 €	
					ANNUITÉ	19 802,09 €	19 552,09 €	19 302,10 €	19 052,09 €	18 802,09 €	18 554,10 €	18 302,09 €	18 052,09 €	
CA 5	déc-20	300 000,00 €	15 ANS déc-35	TF/M 0,86%	INTÉRÊT	2 329,17 €	2 157,16 €	1 985,17 €	1 813,17 €	1 641,16 €	1 469,37 €	1 297,17 €	1 125,16 €	
					CAPITAL	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	
					ANNUITÉ	22 329,21 €	22 157,20 €	21 985,21 €	21 813,21 €	21 641,20 €	21 469,41 €	21 297,21 €	21 125,20 €	
CA 6	déc-21	350 000,00 €	15 ANS déc-36	TF/M 0,43%	INTÉRÊT	1 434,74 €	1 358,69 €	1 258,34 €	1 157,72 €	1 057,68 €	957,34 €	857,02 €	756,68 €	
					CAPITAL	23 333,28 €	23 333,28 €	23 333,28 €	23 333,28 €	23 333,28 €	23 333,28 €	23 333,28 €	23 333,28 €	
					ANNUITÉ	24 768,02 €	24 691,97 €	24 591,62 €	24 491,00 €	24 390,96 €	24 290,62 €	24 190,30 €	24 089,96 €	
CA 7	nov-22	300 000,00 €	15 ANS nov-37	TF/M 0,64%	INTÉRÊT	197,33 €	1 850,66 €	1 722,67 €	1 594,67 €	1 466,77 €	1 338,67 €	1 210,47 €	1 082,66 €	
					CAPITAL	1 666,67 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	20 000,04 €	
					ANNUITÉ	1 864,00 €	21 850,70 €	21 722,71 €	21 594,71 €	21 466,81 €	21 338,71 €	21 210,51 €	21 082,70 €	
S/TOTAL CRÉDIT AGRICOLE					INTÉRÊT	29 432,21 €	32 109,79 €	27 591,22 €	23 925,54 €	20 219,37 €	17 552,80 €	15 966,44 €	5 983,24 €	
					CAPITAL	207 821,02 €	228 884,40 €	231 744,40 €	234 734,40 €	237 844,40 €	166 304,40 €	166 304,40 €	133 333,38 €	
					ANNUITÉ	237 253,23 €	260 994,19 €	259 335,62 €	258 659,94 €	258 063,77 €	183 857,20 €	182 270,84 €	139 316,62 €	
TOTAL ANNUITÉS PRÉVUES AU BP 2023					INTÉRÊT	91 856,86 €	93 594,32 €	82 007,16 €	71 107,36 €	60 102,28 €	50 084,27 €	41 091,29 €	23 569,60 €	
					CAPITAL	482 813,06 €	518 591,89 €	523 581,14 €	528 795,13 €	534 192,15 €	465 016,49 €	467 455,91 €	396 717,21 €	
					ANNUITÉ	574 669,92 €	612 186,21 €	605 588,30 €	599 902,49 €	594 294,43 €	515 100,78 €	508 547,20 €	420 286,81 €	
					VARIATION	27 513,36 €	37 516,29 €	-6 597,91 €	-5 685,81 €	-5 608,06 €	-79 193,67 €	-6 553,56 €	-88 260,39 €	

POUR MÉMOIRE ANNUITÉ 2021 **547 156,56 €**



# VI - PERSPECTIVE ÉVOLUTION DE LA DETTE AVEC HYPOTHÈSE NOUVEAUX EMPRUNTS

## A- PERSPECTIVE ÉVOLUTION CAPITAL RESTANT DÛ

SIMULATION	HYPOTHÈSE EMPRUNT 300 000 € SUR 15 ANS TAUX FIXE 3% AMORTISSEMENT PROGRESSIF / ÉCHÉANCE CONSTANTE						
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
CAPITAL RESTANT DÛ AU 1/01/N EMPRUNTS CONSTANTS	4 550 484 €	4 031 892 €	3 508 311 €	2 979 516 €	2 445 324 €	1 980 308 €	1 512 852 €
DETTE PAR HABITANT BASE 5 236 HABITANTS AU 1/01/2023	869 €	770 €	670 €	569 €	467 €	378 €	289 €
REMBOURSEMENT CAPITAL ANNÉE N EMPRUNTS CONSTANTS	518 592 €	523 581 €	528 795 €	534 192 €	465 016 €	467 456 €	396 717 €
CAPITAL RESTANT DÛ AU 31/12/N EMPRUNTS CONSTANTS	4 031 892 €	3 508 311 €	2 979 516 €	2 445 324 €	1 980 308 €	1 512 852 €	1 116 135 €
<b>NOUVEL EMPRUNT ANNÉE N TAUX FIXE SUR 15 ANS</b>							
EMP 2023 300 000 €	300 000 €						
EMP 2024 300 000 €		300 000 €					
EMP 2025 300 000 €			300 000 €				
EMP 2026 300 000 €				300 000 €			
EMP 2027 300 000 €					300 000 €		
EMP 2028 300 000 €						300 000 €	
EMP 2029 300 000 €							300 000 €
<b>REMBOURSEMENT CAPITAL NOUVEL EMPRUNT ANNÉE N+1</b>							
EMP 2023 300 000 €		16 130 €	16 614 €	17 112 €	17 626 €	18 154 €	18 699 €
EMP 2024 300 000 €			16 130 €	16 614 €	17 112 €	17 626 €	18 154 €
EMP 2025 300 000 €				16 130 €	16 614 €	17 112 €	17 626 €
EMP 2026 300 000 €					16 130 €	16 614 €	17 112 €
EMP 2027 300 000 €						16 130 €	16 614 €
EMP 2028 300 000 €							16 130 €
REMBOURSEMENT CAPITAL NOUVEL EMPRUNT ANNÉE N+1		16 130,00 €	32 744,00 €	49 856,00 €	67 482,00 €	85 636 €	104 335 €
NOUVEAU CAPITAL RESTANT DU AU 31/12/N	4 331 892 €	4 092 181 €	3 830 642 €	3 546 594 €	3 314 096 €	3 061 004 €	2 859 952 €
VARIATION ENDETTEMENT / DÉSENETTEMENT		-239 711,00 €	-261 539,00 €	-284 048,00 €	-232 498,00 €	-253 092,00 €	-201 052,00 €
DETTE PAR HABITANT BASE 5 236 HABITANTS AU 1/01/2023	827 €	782 €	732 €	677 €	633 €	585 €	546 €



## B- PERSPECTIVE ÉVOLUTION ANNUITÉS DE LA DETTE

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
<b>ANNUITÉS EMPRUNTS CONSTANTS</b>							
INTÉRÊT	93 595 €	82 007 €	71 107 €	60 102 €	50 084 €	41 091 €	23 570 €
CAPITAL	518 592 €	523 581 €	528 795 €	534 192 €	465 017 €	467 456 €	396 717 €
<b>ANNUITÉ AU 1/01/N</b>	<b>612 187 €</b>	<b>605 588 €</b>	<b>599 902 €</b>	<b>594 294 €</b>	<b>515 101 €</b>	<b>508 547 €</b>	<b>420 287 €</b>
VARIATION EMPRUNTS CONSTANTS		-6 599,00 €	-5 686,00 €	-5 608,00 €	-79 193,00 €	-6 554,00 €	-88 260,00 €
<b>ANNUITÉS NOUVEAUX EMPRUNTS</b>							
EMP 2023 300 000 €		24 791,00 €	24 791,00 €	24 791,00 €	24 791,00 €	24 791,00 €	24 791,00 €
EMP 2024 300 000 €			24 791,00 €	24 791,00 €	24 791,00 €	24 791,00 €	24 791,00 €
EMP 2025 300 000 €				24 791,00 €	24 791,00 €	24 791,00 €	24 791,00 €
EMP 2026 300 000 €					24 791,00 €	24 791,00 €	24 791,00 €
EMP 2027 300 000 €						24 791,00 €	24 791,00 €
EMP 2028 300 000 €							24 791,00 €
EMP 2029 300 000 €							
NOUVELLES ANNUITÉS AU 1/01/N	612 187,00 €	630 379,00 €	649 484,00 €	668 667,00 €	614 265,00 €	632 502,00 €	569 033,00 €
ÉVOLUTION ANNUITÉS		18 192,00 €	19 105,00 €	19 183,00 €	-54 402,00 €	18 237,00 €	-63 469,00 €

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

S<sup>2</sup>LOW

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

ATTENTION, IL NE S'AGIT QUE D'UN DOCUMENT DE TRAVAIL QUI N'A QU'UNE VALEUR INDICATIVE

# VII - DÉSENETTEMENT DE LA COMMUNE

## A - PRINCIPE ET RÉSULTAT AU 31/12/2022

Envoyé en préfecture le 27/03/2023  
 Reçu en préfecture le 27/03/2023  
 Publié le  
 ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

Depuis la fin du programme de réhabilitation de la GRANGE, de la MÉDIATHÈQUE et des voiries environnantes où la commune a eu recours à l'emprunt pour financer ces travaux, la commune s'est engagée dans une politique de désendettement qui se traduit en limitant le recours à l'emprunt mais aussi en empruntant au maximum chaque année en moyenne 150 000 € à 200 000 € de moins que le capital de l'année considérée.

Avec le programme de remplacement du système de production de chaleur des écoles en 2022 ce principe n'a pu être mis en œuvre.

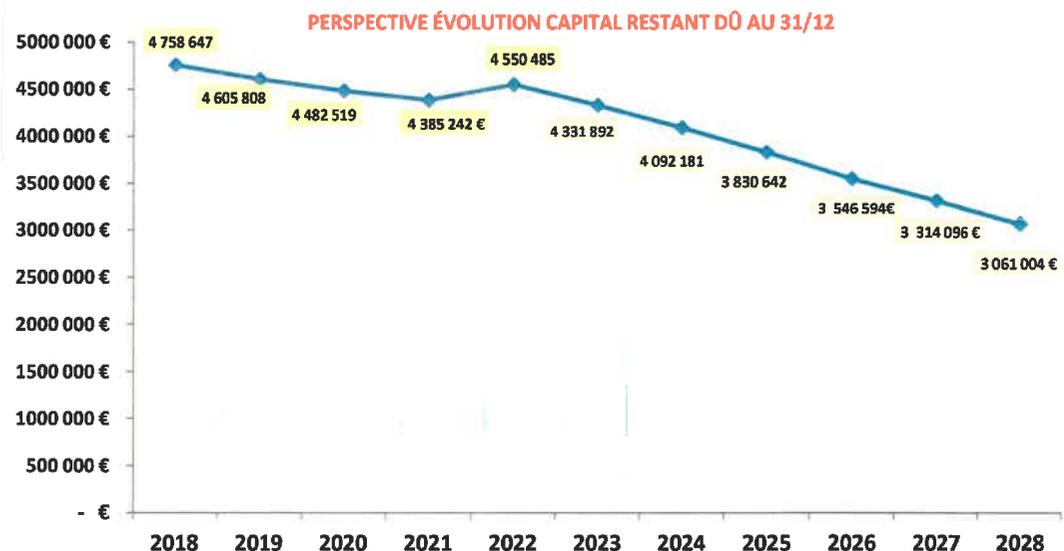
ENCOURS DE LA DETTE	
AU 01/01/2018	5 157 824 €
AU 31/12/2022	4 550 485 €
<b>SOIT UN DÉSENETTEMENT SUR LA PÉRIODE</b>	<b>-607 339 €</b>

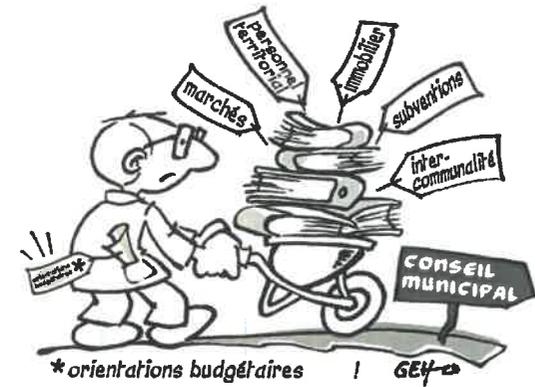


## B - POURSUIVRE LE DÉSENETTEMENT DE LA COMMUNE

LE TABLEAU CI-DESSOUS ET LE GRAPHIQUE SONT ÉTABLIS À PARTIR DES HYPOTHÈSES EXPOSÉES À LA PAGE PRÉCÉDENTE

ANNÉE	CAPITAL RESTANT DU AU 1/01	CAPITAL RESTANT DU AU 31/12	DÉSENETTEMENT		EMPRUNT MOBILISÉ				
			ANNUEL	CUMULE	MONTANT	TAUX	DURÉE	ÉCHÉANCE	ORGANISME
2018	5 157 824,00 €	4 758 647,00 €	-399 177,00 €	-399 177,00 €	- €	%	AN		
2019	4 758 647,00 €	4 605 808,00 €	-152 839,00 €	-552 016,00 €	250 000,00 €	1,50%	15	MENSUELLE	CRÉDIT AGRICOLE
2020	4 605 808,00 €	4 482 519,00 €	-123 289,00 €	-675 305,00 €	300 000,00 €	0,86%	15	MENSUELLE	CRÉDIT AGRICOLE
2021	4 482 519,00 €	4 385 242,00 €	-97 277,00 €	-772 582,00 €	350 000,00 €	0,43%	15	MENSUELLE	CRÉDIT AGRICOLE
2022	4 385 242,00 €	4 550 485,00 €	165 243,00 €	-607 339,00 €	300 000,00 €	0,64%	15	MENSUELLE	CRÉDIT AGRICOLE
<b>POURSUITE DE LA POLITIQUE DE DÉSENETTEMENT ENGAGÉE</b>					350 000,00 €	2,57%	15	MENSUELLE	CAISSE D'ÉPARGNE
2023	4 550 485,00 €	4 331 892,00 €	-218 593,00 €	-825 932,00 €					
2024	4 331 892,00 €	4 092 181,00 €	-239 711,00 €	-1 065 643,00 €					
2025	4 092 181,00 €	3 830 642,00 €	-261 539,00 €	-1 327 182,00 €					
2026	3 830 642,00 €	3 546 594,00 €	-284 048,00 €	-1 611 230,00 €					
2027	3 546 594,00 €	3 314 096,00 €	-232 498,00 €	-1 843 728,00 €					
2028	3 314 096,00 €	3 061 004,00 €	-253 092,00 €	-2 096 820,00 €					





# ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA FISCALITÉ DE LA COMMUNE

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

S<sup>2</sup>LO

OB 2023

70

# I - ESTIMATION DU PRODUIT FISCAL ANNÉE 2023

Eléments servant de base à l'estimation du produit fiscal attendu 2023 :

- 1°) Reconstitution des taux de taxes foncières au même niveau que 2022
- 2°) Une revalorisation des bases fiscales de :
  - 7,10 % pour la TFB et TFNB
  - 7,10 % pour la TH sur les résidences secondaires et les logements vacants



3°) Aucune évolution physique des bases n'est prise en compte, il convient d'attendre la notification de l'état 1259 des services fiscaux fin mars .

4°) Aucune estimation du produit de la taxe d'habitation sur les logements vacants n'est faite au stade des OB.  
 Il convient d'attendre la notification de l'État 1259.



TRADUCTION BUDGÉTAIRE	BP 2022			RÉALISATION 2022			OB 2023				VARIATION 2023/2022 (3-1)
	BASES 2022 NOTIFIÉES	TAUX 2021	PRODUIT ATTENDU 2022 ÉTAT 1259 (1)	BASES RÉELLES 2022	PRODUIT RÉEL 2022 (2)	VARIATION / 2021 (2-1)	PRÉVISION ÉVOLUTION NOMINALE DES BASES POUR 2023	BASES 2023 ESTIMÉES	TAUX 2023	PRODUIT FISCAL 2023 ESTIMÉ (3)	
TAXE FONCIÈRE	4 380 000	43,80%	1 918 440 €	4 419 618	1 933 885 €	15 445 €	7,10%	4 733 411	43,80%	2 073 233,96 €	154 793,96 €
TAXE FONCIÈRE NON BATI	87 100	83,26%	72 519 €	86 903	72 355 €	-164 €	7,10%	93 073	83,26%	77 492,67 €	4 973,21 €
<b>TOTAL TF</b>			<b>1 990 959 €</b>		<b>2 006 240 €</b>	<b>15 281 €</b>				<b>2 150 726,64 €</b>	<b>159 767,18 €</b>
TAXE HABITATION HORS RÉSID. PRINCIPALES	187408	18,69%	35 027 €	227 795	42 575 €	7 548 €	7,10%	243 968	18,69%	45 597,70 €	10 571,15 €
<b>TOTAL TH</b>			<b>35 027 €</b>		<b>42 575 €</b>	<b>7 548 €</b>				<b>45 597,70 €</b>	<b>10 571,15 €</b>
COMPENSATION PERTE TH			567 576 €		568 006 €	430 €				568 006,00 €	430,00 €
<b>TOTAL</b>			<b>2 593 562 €</b>		<b>2 616 821 €</b>	<b>23 259 €</b>				<b>2 764 330,34 €</b>	<b>170 768,33 €</b>

INSCRIPTION BUDGÉTAIRE	BP2022	CA 2022	OB 2023	VARIATION OB 2023 / BP2022	
ARTICLE 73111 IMPÔTS DIRECTS LOCAUX	2 562 000,00 €	2 617 982,00 €	2 764 000,00 €	7,88%	202 000,00 €
				VARIATION OB 2023 / CA 2022	
				5,58%	146 018,00 €

montant perçu en 2022

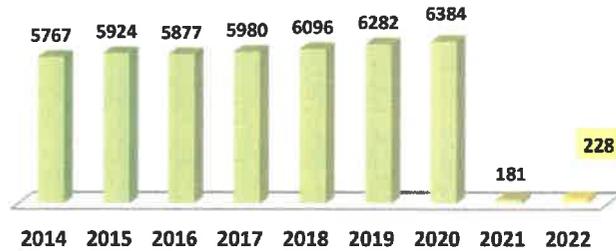
Ainsi le produit fiscal attendu 2023 s'élèverait à 2 764 000€ soit + 7,88 % par rapport au produit inscrit au BP 2022 soit en valeur absolue + 202 000€.



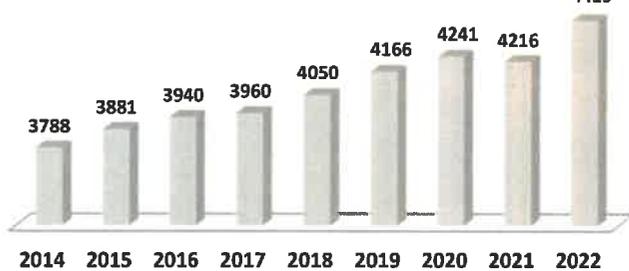
## II- ÉVOLUTION DES BASES D'IMPOSITION

ANNÉE	2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022	
Bases (Montant en K€)	Variation 2014/2013		Variation 2015/2014		Variation 2016/2015		Variation 2017/2016		Variation 2018/2017		Variation 2019/2018		Variation 2020/2019		Variation 2021/2020		Variation 2022/2021	
Taxe habitation	5767	1,30%	5924	2,72%	5877	-0,79%	5980	0,95%	6096	3,73%	6282	3,05%	6384	1,62%				
Foncier Bâti	3788	2,13%	3881	2,46%	3940	1,52%	3960	2,04%	4050	2,79%	4166	2,86%	4241	1,80%	4216	-0,59%	4417	4,77%
Foncier non Bâti	78	1,30%	79	1,28%	80	1,27%	81	2,53%	82	2,50%	83	1,22%	84	1,20%	84	0,00%	87	3,57%
<b>TH RÉSIDENCES SECONDAIRES</b>													171		181	5,85%	228	25,97%

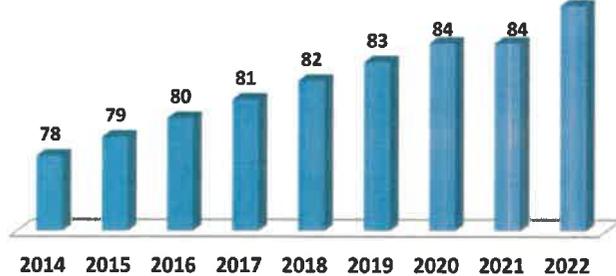
### ÉVOLUTION DES BASES TAXE HABITATION



### ÉVOLUTION DES BASES FONCIER BATI



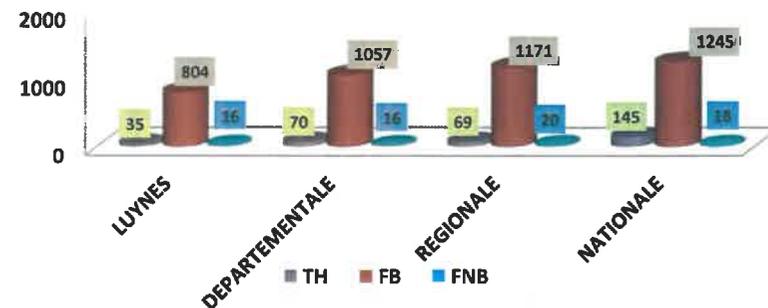
### ÉVOLUTION DES BASES FONCIER NON BATI



ANNÉES	Coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives	
2013	1,80%	
2014	0,90%	
2015	0,90%	
2016	1,00%	
2017	0,40%	
2018	1,24%	
2019	2,20%	
2020	TH 0,9%	TF 1,20%
2021	0,20%	
2022	3,40%	
2023	7,10%	

BASES 2021 EN € PAR HABITANT				
TAXES	LUYNES	MOY. DEPART	MOY. REG	MOY. NAT
TH	35	70	69	145
FB	804	1057	1171	1245
FNB	16	16	20	18

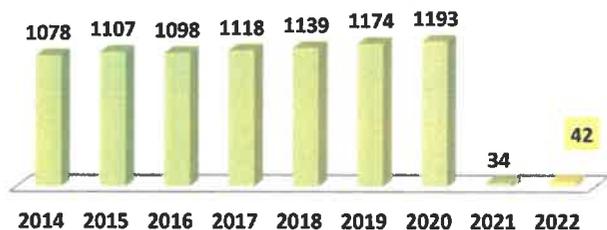
### ANNÉE 2021 COMPARAISON DES BASES NETTES EN EUROS / HAB



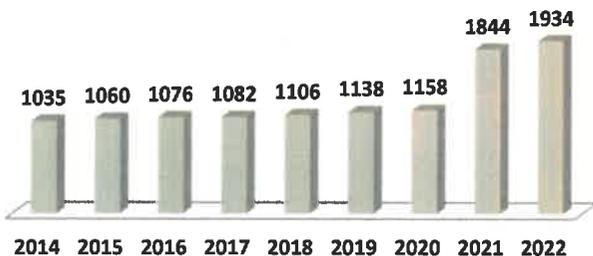
# III - ÉVOLUTION DU PRODUIT FISCAL

ANNÉE	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022									
Produits (Montant en K€)	Variation 2014/2013	Variation 2015/2014	Variation 2016/2015	Variation 2017/2016	Variation 2018/2017	Variation 2019/2018	Variation 2020/2019	Variation 2021/2020	Variation 2022/2021									
Taxe habitation	1078	1,32%	1107	2,69%	1098	-0,81%	1118	0,99%	1139	1,88%	1174	3,07%	1193	1,62%				
Foncier Bâti	1035	2,17%	1060	2,42%	1076	1,51%	1082	2,08%	1106	2,22%	1138	2,89%	1158	1,76%	1844	59,24%	1934	4,88%
Foncier non Bâti	65	1,56%	66	1,54%	66	0,00%	67	1,52%	68	1,49%	69	1,47%	70	1,45%	70	0,00%	72	2,86%
<b>Total</b>	<b>2178</b>	<b>1,73%</b>	<b>2233</b>	<b>2,53%</b>	<b>2240</b>	<b>0,31%</b>	<b>2267</b>	<b>1,52%</b>	<b>2313</b>	<b>2,03%</b>	<b>2381</b>	<b>2,94%</b>	<b>2421</b>	<b>1,68%</b>	<b>1914</b>	<b>-20,94%</b>	<b>2006</b>	<b>4,81%</b>
<b>TH RÉSIDENCES SECONDAIRES</b>													<b>32</b>		<b>34</b>	<b>6,25%</b>	<b>42</b>	<b>23,53%</b>
<b>Compensation perte TH</b>															<b>546</b>		<b>568</b>	
<b>TOTAL PRODUIT FISCAL</b>															<b>2494</b>		<b>2616</b>	

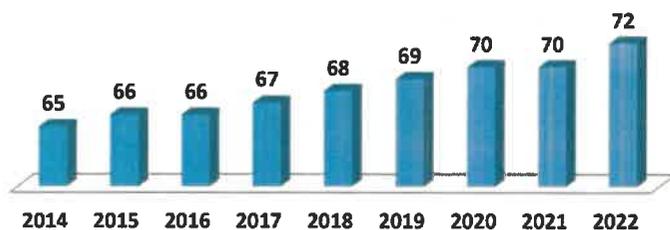
ÉVOLUTION PRODUIT FISCAL TAXE HABITATION



ÉVOLUTION PRODUIT FISCAL FONCIER BATI



ÉVOLUTION PRODUIT FISCAL FONCIER NON BATI



ÉVOLUTION DU PRODUIT FISCAL PAR HABITANT



# IV - COMPARAISON DES TAUX COMMUNAUX ET DES TAUX MOYENS DE STRATE DÉMOGRAPHIQUE IDENTIQUE À LUYNES



TAUX D'IMPOSITION CATÉGORIE DÉMOGRAPHIQUE				
TAXES	Luynes	Départementale*	Régionale*	Nationale*
Taxe Habitation	18,69%	16,59%	15,63%	15,57%
Foncier bâti	27,32%	40,22%	43,40%	39,10%
Foncier non bâti	83,26%	45,65%	47,24%	52,31%

\*ANNÉE 2021

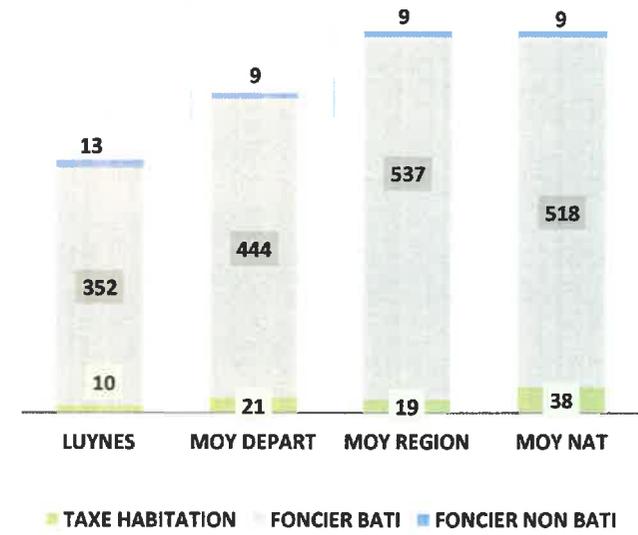


TAUX D'IMPOSITION DE LA COMMUNE			
TAXES	de 1997 à 2001	depuis 2002	depuis 2021
Taxe habitation	18,15%	18,69%	18,69% résidences secondaires
Foncier bâti	26,52%	27,32%	43,80%
Foncier non bâti	80,84%	83,26%	83,26%

# V - RÉPARTITION DU PRODUIT DES IMPOSITIONS PAR TAXE EN € PAR HABITANT

	DE LA MÊME STRATE DÉMOGRAPHIQUE			
	LUYNES	DÉPARTEMENTALE	RÉGIONALE	NATIONALE
	2021	2021	2021	2021
TAXE HABITATION	6,00 €	12,00 €	11,00 €	22,00 €
FONCIER BATI	352,00 €	444,00 €	537,00 €	516,00 €
FONCIER NON BATI	13,00 €	9,00 €	9,00 €	9,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>371,00 €</b>	<b>465,00 €</b>	<b>557,00 €</b>	<b>547,00 €</b>

ANNÉE 2021 RÉPARTITION DU PRODUIT FISCAL



## VI - DIVERSES HYPOTHÈSES D'AUGMENTATION DE TAUX : IMPACT SUR LE PRODUIT FISCAL



CALCUL DU PRODUIT FISCAL	OB 2023			TAUX PLUS 1%			TAUX PLUS 3%		
	BASES 2023 ESTIMÉES	TAUX 2023	PRODUIT FISCAL 2023 ESTIMÉ	TAUX 2023	PRODUIT FISCAL 2023 ESTIMÉ	VARIATION	TAUX 2023	PRODUIT FISCAL 2023 ESTIMÉ	VARIATION
TAXE FONCIÈRE	4 733 411	43,80%	2 073 234 €	44,24%	2 093 966 €	20 732 €	45,11%	2 135 431 €	62 197 €
TAXE FONCIÈRE NON BATI	93 073	83,26%	77 493 €	84,09%	78 268 €	775 €	85,76%	79 817 €	2 325 €
<b>TOTAL TF</b>			<b>2 150 727 €</b>		<b>2 172 234 €</b>	<b>21 507 €</b>		<b>2 215 248 €</b>	<b>64 522 €</b>
TAXE HABITATION HORS RÉSID. PRINCIPALES	243 968	18,69%	45 598 €	18,88%	46 054 €	456 €	19,25%	46 966 €	912 €
<b>TOTAL TH</b>			<b>45 598 €</b>		<b>46 054 €</b>	<b>456 €</b>		<b>46 966 €</b>	<b>912 €</b>
COMPENSATION PERTE TH			568 006 €		568 006 €	- €		568 006 €	- €
<b>TOTAL</b>			<b>2 764 330 €</b>		<b>2 786 293 €</b>	<b>21 963 €</b>		<b>2 830 220 €</b>	<b>65 434 €</b>

CALCUL DU PRODUIT FISCAL	OB 2023			TAUX PLUS 5%			TAUX PLUS 6%		
	BASES 2023 ESTIMÉES	TAUX 2023	PRODUIT FISCAL 2023 ESTIMÉ	TAUX 2023	PRODUIT FISCAL 2023 ESTIMÉ	VARIATION	TAUX 2023	PRODUIT FISCAL 2023 ESTIMÉ	VARIATION
TAXE FONCIÈRE	4 733 411	43,80%	2 073 234 €	45,99%	2 176 896 €	103 662 €	46,43%	2 197 628 €	124 394 €
TAXE FONCIÈRE NON BATI	93 073	83,26%	77 493 €	87,42%	81 367 €	3 875 €	88,26%	82 142 €	4 650 €
<b>TOTAL TF</b>			<b>2 150 727 €</b>		<b>2 258 263 €</b>	<b>107 536 €</b>		<b>2 279 770 €</b>	<b>129 044 €</b>
TAXE HABITATION HORS RÉSID. PRINCIPALES	243 968	18,69%	45 598 €	19,62%	47 878 €	2 280 €	19,81%	48 333 €	456 €
<b>TOTAL TH</b>			<b>45 598 €</b>		<b>47 878 €</b>	<b>2 280 €</b>		<b>48 333 €</b>	<b>456 €</b>
COMPENSATION PERTE TH			568 006 €		568 006 €	- €		568 006 €	- €
<b>TOTAL</b>			<b>2 764 330 €</b>		<b>2 874 146 €</b>	<b>109 816 €</b>		<b>2 896 110 €</b>	<b>129 500 €</b>



## VII - LES ALLOCATIONS COMPENSATRICES

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF



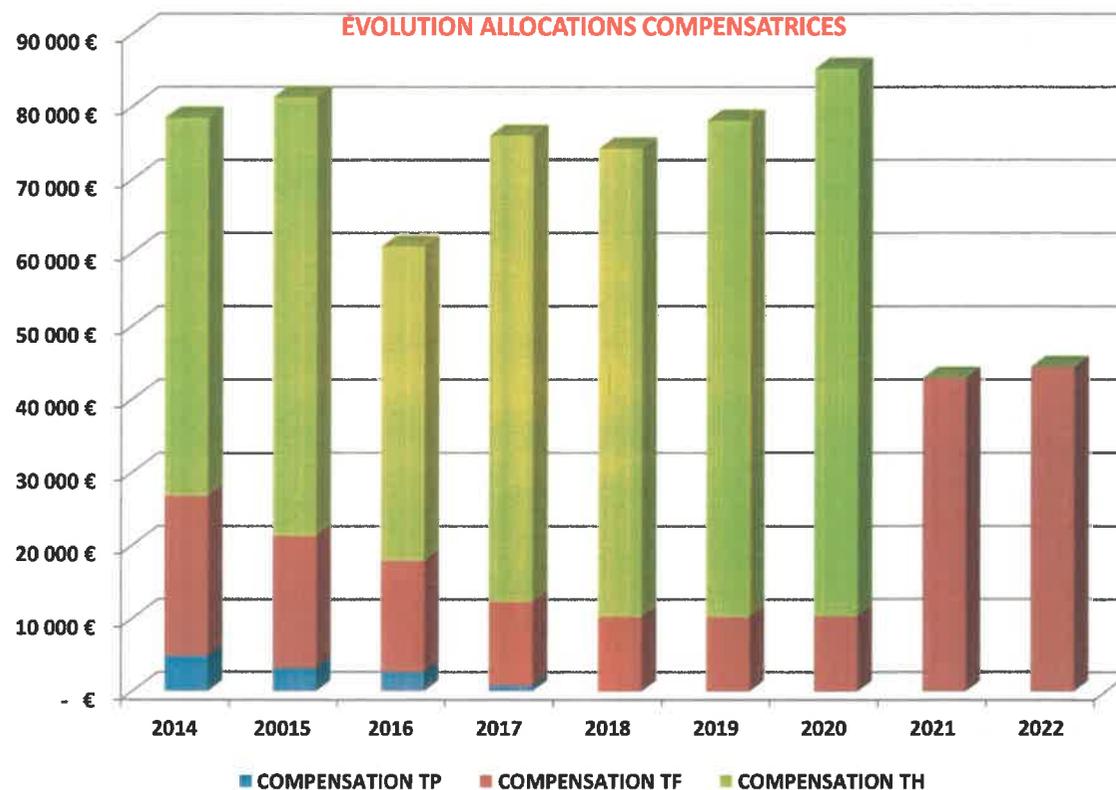
L'État prend à sa charge la part de la fiscalité locale correspondant aux allègements décidés en faveur des contribuables locaux.

Libellés	Articles budgétaires	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Compensation État TP	748314	6 124 €	4 820 €	3 184 €	2 701 €	841 €	- €	- €	- €	- €	- €
Compensation État TF	74834	25 552 €	21 949 €	18 152 €	15 161 €	11 451 €	10 215 €	10 204 €	10 318 €	42 901 €	44 415 €
Compensation État TH	74835	49 252 €	51 672 €	59 916 €	42 947 €	63 707 €	64 011 €	67 833 €	74 844 €	- €	- €
	<b>TOTAL</b>	<b>80 928 €</b>	<b>78 441 €</b>	<b>81 252 €</b>	<b>60 809 €</b>	<b>75 999 €</b>	<b>74 226 €</b>	<b>78 037 €</b>	<b>85 162 €</b>	<b>42 901 €</b>	<b>44 415 €</b>

La hausse de la compensation de la taxe foncière est liée à la diminution de 50 % de la valeur locative des locaux industriels.

Dans le cadre de la réforme de la fiscalité applicable à compter de 2021, les communes ne perçoivent plus les compensations au titre des exonérations de la TH.

soit par habitant en 2021	LUYNES	DÉPARTEMENTALE	RÉGIONALE	NATIONALE
	9,00 €	19,00 €	39,00 €	38,00 €



## VIII - QUELQUES ÉLÉMENTS SUR L'ENVIRONNEMENT FISCAL DE LA COMMUNE

DONNÉES SOCIO - DÉMOGRAPHIQUES	2014				2015				2016			
	LUYNES	MOY DEPART.	MOY REG.	MOY NAT.	LUYNES	MOY DEPART.	MOY REG.	MOY NAT.	LUYNES	MOY DEPART.	MOY REG.	MOY NAT.
POPULATION LÉGALE	5387				5380				5327			
NOMBRE FOYERS FISCAUX	2 655				2 655				2 677			
PART DES FOYERS FISCAUX NON IMPOSABLES	32,30%	38,10%	35,60%	39,70%	32,30%	37,40%	35,70%	39,70%	48,30%	51,90%	49,70%	53,80%
REVENU FISCAL MOYEN PAR FOYER	29 089 €	25 415 €	26 396 €	25 765 €	29 089 €	25 729 €	26 434 €	25 820 €	30 311 €	26 448 €	27 005 €	26 337 €

V. LOCATIVE MOY. DES LOCAUX D'HABITATION	2 982 €	3 073 €	3 225 €	3 357 €	3 023 €	3 133 €	3 220 €	3 398 €	3 068 €	3 180 €	3 272 €	3 459 €
------------------------------------------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

NOMBRE DE LOGEMENTS IMPOSÉS À LA T H	2 150				2 133				2 142			
DONT PART DES RÉSIDENCES SECONDAIRES	3,20%	4,30%	3,70%	8,40%	3,50%	4,10%	3,70%	8,30%	2,80%	4,00%	3,60%	8,40%

DONNÉES SOCIO - DÉMOGRAPHIQUES	2017				2018				2019			
	LUYNES	MOY DEPART.	MOY REG.	MOY NAT.	LUYNES	MOY DEPART.	MOY REG.	MOY NAT.	LUYNES	MOY DEPART.	MOY REG.	MOY NAT.
POPULATION LÉGALE	5270				5261				5261			
NOMBRE FOYERS FISCAUX	2 686				2 677				2 724			
PART DES FOYERS FISCAUX NON IMPOSABLES	51,50%	54,90%	53,60%	56,60%	données non communiquées pour 2018				50,60%	55,50%	54,00%	56,30%
REVENU FISCAL MOYEN PAR FOYER	30 704 €	26 430 €	26 498 €	26 461 €	données non communiquées pour 2018				31 304 €	26 624 €	26 683 €	27 012 €

V. LOCATIVE MOY. DES LOCAUX D'HABITATION	3 081 €	3 202 €	3 209 €	3 432 €	3 142 €	3 221 €	3 227 €	3 432 €	3 233 €	3 343 €	3 322 €	3 539 €
------------------------------------------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------

NOMBRE DE LOGEMENTS IMPOSÉS À LA T H	2 144				2 153				2 168			
DONT PART DES RÉSIDENCES SECONDAIRES	3,10%	4,10%	4,30%	8,60%	3,40%	4,10%	4,40%	9,10%	3,00%	4,10%	4,30%	9,10%

DONNÉES SOCIO - DÉMOGRAPHIQUES	2020				2021			
	LUYNES	MOY DEPART.	MOY REG.	MOY NAT.	LUYNES	MOY DEPART.	MOY REG.	MOY NAT.
POPULATION LÉGALE	5242				5243			
NOMBRE FOYERS FISCAUX	2 742				2 788			
PART DES FOYERS FISCAUX NON IMPOSABLES	40,60%	45,10%	44,70%	47,90%	41,20%	46,40%	46,70%	49,70%
REVENU FISCAL MOYEN PAR FOYER	31 682 €	27 631 €	27 588 €	27 807 €	32 021 €	27 613 €	27 235 €	27 657 €

V. LOCATIVE MOY. DES LOCAUX D'HABITATION	3 273 €	3 392 €	3 362 €	3 564 €				
------------------------------------------	---------	---------	---------	---------	--	--	--	--

NOMBRE DE LOGEMENTS IMPOSÉS À LA T H	2 181				2 187			
DONT PART DES RÉSIDENCES SECONDAIRES	2,80%	3,90%	4,20%	9,10%	3,20%	5,20%	4,90%	9,30%



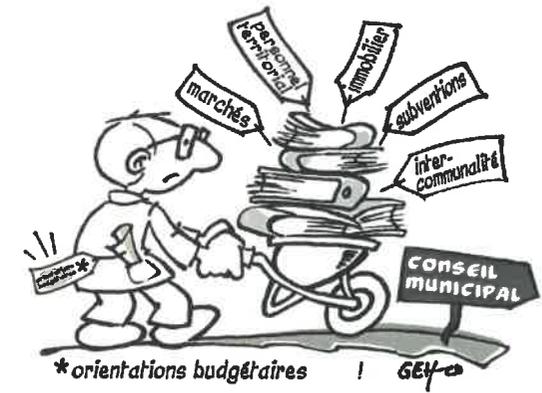
Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

S<sup>2</sup>LO

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF



# PROSPECTIVE 2023 – 2026

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF



OB 2023

78

# I – ÉLÉMENTS DE PROSPECTIVE

L'article 13-II de la loi de programmation des finances publiques (LFPF) du 22 janvier 2018, a prévu que dans le cadre des orientations budgétaires, pour les années 2018 à 2022, les collectivités doivent présenter l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement à venir.

C'est dans le cadre de cette disposition qu'a été réalisée, pour la cinquième année, une analyse prospective globale de la section de fonctionnement (dépenses / recettes) jusqu'en 2026.

Ce travail s'appuie nécessairement sur l'analyse rétrospective et intègre les données financières et économiques connues à ce jour.

Anticiper la trajectoire financière de la commune à moyen terme est un exercice complexe qui suppose de retenir des hypothèses les plus réalistes possibles dans un environnement contraint et connu à un instant « t », et qui évolue chaque année avec la loi de finances de l'État et son lot de mesures impactant les budgets des collectivités territoriales.

Bien entendu, les éléments qui sont présentés dans cette partie, sont par nature évolutifs et doivent être ajustés dans le temps en fonction de la conjoncture et des évolutions législatives et/ou réglementaires.



Au niveau de la conjoncture, qui aurait pu prédire lors des orientations budgétaires de l'année dernière, la guerre en Ukraine, l'impact sur le prix de l'énergie, sans parler du retour à l'inflation avec toutes ses conséquences sur la vie quotidienne des ménages et bien entendu sur les collectivités locales.

C'est pourquoi il faut être très prudent sur ce travail d'analyse prospective et surtout sur les conclusions qui pourraient en être tirées.

Il s'agit tout simplement d'un document de travail et d'aide à la réflexion.

La perspective financière de la section de fonctionnement, dans le cadre de ces orientations budgétaires, porte sur les années 2022 à 2026 et repose sur les hypothèses suivantes :

1) Une projection d'évolution des crédits à partir des chiffres envisagés pour 2023 dans le cadre de ces orientations budgétaires en tenant compte de l'analyse des comptes administratifs des années antérieures. Étant rappelé qu'à ce jour, les bases fiscales 2023 ne sont pas connues, de même que le montant de la DGF, ce qui explique une perspective prudente au niveau des recettes.

2) Une évolution des charges de personnel raisonnable à effectif constant.

Ce poste demeure structurellement le plus élevé du budget de fonctionnement, comme dans toutes les collectivités, avec des augmentations mécaniques, avec le Glissement Vieillesse Technicité (GVT), ...

Aucune augmentation du point d'indice n'a été prise en compte, si ce n'est les 3,5 % appliqués dès le 1<sup>er</sup> juillet 2022, ce qui n'est pas neutre budgétairement.

**3) Au niveau de la fiscalité, trois éléments ont été pris en compte :**

- Maintien de la pression fiscale par une non augmentation des taux d'imposition.
- Une évolution annuelle nominale des bases fiscales à 2 % à partir de 2024 (pour rappel : +7.10 % en 2023).
- Aucune évolution physique des bases.
- Aucune anticipation sur la mise en place de la TH sur les logements vacants à partir de cette année.

**4) Pour les frais financiers, le calcul des intérêts s'est fait sur la base des emprunts actuels, auxquels a été ajoutée une prévision de recours annuel à l'emprunt d'un montant de 300 000€ maximum (taux fixe de 3 %, sur une durée de 15 ans) ce qui permet un désendettement annuel minimum de 150 000€.**

**5) Les recettes ont été évaluées de manière très prudente. (Stabilité des dotations de l'État (DSR / Dotation Nationale de Péréquation, maintien de la Dotation de Solidarité de Tours Métropole Val de Loire au même niveau qu'annoncé pour 2022).**

Les chiffres qui sont présentés, le sont dans le cadre d'une projection des tendances à partir de l'application d'un % d'augmentation des prévisions 2023.

Vous trouverez dans le dossier les principales explications des taux d'évolution choisis par poste budgétaire.

On parle d'analyse « au fil de l'eau ».

Il convient, à partir de ce dossier, désormais de multiplier et d'affiner les simulations en fonction des éléments qui peuvent évoluer dans le temps.

Vous trouverez :

- à partir de la page 81 les tableaux explicatifs des hypothèses retenues pour construire cette analyse prospective.
- en page 86 le tableau synthétique concernant les dépenses de fonctionnement.
- en pages 87 à 89 le tableau synthétique concernant les recettes de fonctionnement avec l'impact au niveau de la capacité d'autofinancement prévisionnelle brute et nette.



# II - TABLEAUX EXPLICATIFS ANALYSE FINANCIERE PROSPECTIVE SECTION FONCTIONNEMENT

## A - DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

A - 1 : Analyse prospective Chapitre 011 "charges à caractère général".

### HYPOTHÈSES RETENUES

AUGMENTATION ANNUELLE DE : 4,00%

CE CHAPITRE BUDGÉTAIRE A CONNU DE NOMBREUSES VARIATIONS DU FAIT DES TRANFERTS DE CHARGES AVEC LA CRÉATION DE LA MÉTROPOLE  
EXERCICE 2020 MARQUÉ PAR LA CRISE SANITAIRE

TABLEAU RÉCAPITULATIF					
CHAPITRE 011		OB 2023	2024	2025	2026
		1 498 704 €	1 558 652 €	1 620 998 €	1 685 838 €
TOTAL		1 498 704 €	1 558 652 €	1 620 998 €	1 685 838 €
VARIATIONS	MONTANT		59 948 €	62 346 €	64 840 €
	%		4,00%	4,00%	4,00%

POUR MÉMOIRE CHAP 011		
CA 2015	1 539 850 €	
CA 2016	1 375 516 €	-10,67%
CA 2017	1 405 116 €	2,15%
CA 2018	1 228 681 €	-12,56%
CA 2019	1 269 025 €	3,28%
CA 2020	1 062 110 €	-16,31%
CA 2021	1 149 897 €	8,27%
CA 2022	1 195 771 €	3,99%

A - 2 : Analyse prospective Chapitre 012 "charges de personnel".

### HYPOTHÈSES RETENUES



- 1 / AUGMENTATION ANNUELLE DU POSTE RÉMUNÉRATION 3,00%
- 2 / AUGMENTATION ANNUELLE DU POSTE ASSURANCE 2,50%
- À PARTIR DE 2022 LA COMMUNE N'ASSURE PLUS LA MALADIE ORDINAIRE
- 3 / PERSONNEL TRANSFÉRÉ MONTANT FIXÉ AU 1ER JANVIER 2019 ET SERVICE ÉNERGIE TMVL

TABLEAU RÉCAPITULATIF					
CHAPITRE 012		OB 2023	2024	2025	2026
RÉMUNÉRATION PERSONNEL		3 074 520 €	3 166 756 €	3 261 758 €	3 359 611 €
PERSONNEL AFFECTÉ TMVL		250 665 €	250 665 €	250 665 €	250 665 €
ASSURANCE STATUTAIRE		71 000 €	72 775 €	74 594 €	76 459 €
MÉDECINE DU TRAVAIL		5 600 €	6 200 €	6 200 €	6 200 €
CNAS		17 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €
TOTAL		3 418 785 €	3 513 396 €	3 610 218 €	3 709 935 €
VARIATIONS	MONTANT		94 611 €	96 822 €	99 718 €
	%		2,77%	2,76%	2,76%

POUR MÉMOIRE RÉMUNÉRATION CHAP 012		
CA 2015	2 827 924 €	
CA 2016	2 834 601 €	0,24%
CA 2017	2 393 035 €	-15,58%
CA 2018	2 411 462 €	0,77%
CA 2019	2 477 643 €	2,74%
CA 2020	2 607 382 €	5,24%
CA 2021	2 704 742 €	3,73%
CA 2022	2 903 936 €	7,36%



Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF



A - 3 : Analyse prospective charges financières (Chapitre 66 Fonctionnement - Chapitre 16 Investissement).

**HYPOTHÈSES RETENUES**

1/ EMPRUNT DE 300 000 € SUR 15 ANS TAUX FIXE 3 % AMORTISSEMENT PROGRESSIF / ÉCHÉANCE CONSTANTE (VOIR DOSSIER DETTE)

TABLEAU RÉCAPITULATIF					
CHAPITRE 66		OB 2023	2024	2025	2026
INTÉRÊTS EMPRUNTS ACTUELS		93 600 €	82 008 €	71 108 €	60 103 €
NOUVEAUX EMPRUNTS		- €	8 661 €	16 838 €	24 517 €
INTÉRÊTS LIGNE DE CRÉDIT		1 500 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €
I C N E		-4 390 €	- €	- €	- €
TOTAL		90 710 €	92 169 €	89 446 €	86 120 €
VARIATIONS	MONTANT		1 459 €	-2 723 €	-3 326 €
	%		1,61%	-2,95%	-3,72%

TABLEAU RÉCAPITULATIF					
CHAPITRE 16 INVESTISSEMENT		OB 2023	2024	2025	2026
CAPITAL EMPRUNTS ACTUELS		518 592 €	523 581 €	528 795 €	534 192 €
CAPITAL NOUVEAUX EMPRUNTS		- €	16 130 €	32 744 €	49 856 €
TOTAL		518 592 €	539 711 €	561 539 €	584 048 €
VARIATIONS	MONTANT		21 119 €	21 828 €	22 509 €
	%		4,07%	4,04%	4,01%
ANNUITÉ AU 1/01/N		612 192 €	630 380 €	649 485 €	668 668 €
VARIATIONS	MONTANT		18 188 €	19 105 €	19 183 €
	%		2,97%	3,03%	2,95%
CAPITAL RESTANT DU AU 31/12/N		4 331 892 €	4 092 181 €	3 830 642 €	3 546 594 €
VARIATIONS	MONTANT		-239 711 €	-261 539 €	-284 048 €
	%		-5,53%	-6,39%	-7,42%
RATIO / HABITANT		OB 2023	2024	2025	2026
ANNUITÉ AU 1/01/N / HAB		117 €	120 €	124 €	128 €
CAPITAL RESTANT DU AU 31/12/N		827 €	782 €	732 €	677 €

5236 HABITANTS



(source DGFIP)

Strate de 5 000 à 9 999 habitants	Dette	Annuité
Commune de LUYNES au 01/01/2022	836,00 €	108,00 €
Commune de LUYNES au 01/01/2023	869,00 €	117,00 €
MOYENNE DÉPARTEMENTALE au 01/01/2022	1 042,00 €	146,00 €
MOYENNE RÉGIONALE au 01/01/2022	839,00 €	107,00 €
MOYENNE NATIONALE au 01/01/2022	775,00 €	105,00 €

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

A - 4 : Analyse prospective Chapitre 65 "autres charges de gestion courante".

**HYPOTHÈSES RETENUES**

- 1 / MAINTIEN DES POSTES SUBVENTIONS ASSOCIATIONS / CCAS ET REVERSEMENT PACT
- 1 / SDIS PAR AN 3,00%
- 2 / AUGMENTATION ANNUELLE SYNDICATS / RPE : 1,00%
- 3 / MAINTIEN POSTE STE GENEVIÈVE, LA VARIANTE POUVANT SE FAIRE AVEC LA PARTICIPATION DES ENFANTS SCOLARISÉS HORS COMMUNE
- 4 / AUGMENTATION ANNUELLE INDEMNITÉS ÉLUS / COTISATIONS : 1,50%
- 5 / AUGMENTATION ANNUELLE INFORMATIQUE EN MODE SASS 3,00%

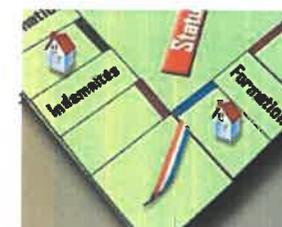
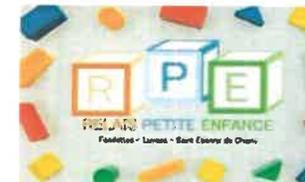


TABLEAU RÉCAPITULATIF				
CHAPITRE 65	OB 2023	2024	2025	2026
SDIS	71 950 €	74 109 €	76 332 €	78 622 €
SYNDICATS + RPE	28 358 €	28 642 €	28 928 €	29 217 €
PART. STE GENEVIÈVE / ENF H. COMMUNE	40 070 €	40 070 €	40 070 €	40 070 €
SUBVENTION CCAS	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €
SUBVENTIONS ASSOCIATIONS+REVER.PACT	121 117 €	121 117 €	121 117 €	121 117 €
INDEMNITÉS ÉLUS	128 050 €	129 971 €	131 920 €	133 899 €
COTISATIONS INDEMNITÉS ÉLUS	22 100 €	22 432 €	22 768 €	23 109 €
FRAIS MISSION ÉLUS	2 000 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €
FORMATION ÉLUS	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €
ADMI. EN NON VALEUR/ALLOC FIN MDTAT	4 062 €	4 062 €	4 062 €	4 062 €
INFORMATIQUE MODE SAAS	21 317 €	21 957 €	22 615 €	23 294 €
<b>TOTAL</b>	<b>462 024 €</b>	<b>466 858 €</b>	<b>472 312 €</b>	<b>477 890 €</b>
VARIATIONS	MONTANT		4 833,84 €	5 454 €
	%		1,05%	1,17%

**B - RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT**

B - 1 : Analyse prospective Chapitre 70 "produits des services".

**HYPOTHÈSES RETENUES**

- 1 / AUGMENTATION ANNUELLE DES PRODUITS DES SERVICES 2,00%
- 2 / MAINTIEN REMBOURSEMENT FRAIS PERSONNEL TMVL

POUR MÉMOIRE		
CA 2015	607 265,00 €	
CA 2016	625 742,00 €	3,04%
CA 2017	615 227,00 €	-1,68%
CA 2018	598 777,00 €	-2,67%
CA 2019	760 455,00 €	27,00%
CA 2020	687 011,00 €	-9,66%
CA 2021	702 905,00 €	2,31%
CA 2022	776 003,79 €	10,40%

TABLEAU RÉCAPITULATIF				
CHAPITRE 70	OB 2023	2024	2025	2026
PRODUITS DES SERVICES	792 886 €	808 744 €	824 919 €	841 417 €
REMB FRAIS PERSONNEL PAR TMVL	61 300 €	61 300 €	61 300 €	61 300 €
<b>TOTAL</b>	<b>854 186 €</b>	<b>872 068 €</b>	<b>888 244 €</b>	<b>904 743 €</b>
VARIATIONS	MONTANT		17 882 €	16 176 €
	%		2,09%	1,85%



Envoyé en préfecture le 27/03/2023  
 Reçu en préfecture le 27/03/2023  
 Publié le  
 ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

**HYPOTHÈSES RETENUES FISCALITÉ DES 3 TAXES**

- 1/ ÉVOLUTION ANNUELLE DES BASES TH ( résidences secondaires) ET FB :
- 2/ ÉVOLUTION DES BASES FNB :
- 3/ MAINTIEN DES TAUX DES 3 TAXES

TH  
 FB  
 FNB

2,00%  
 0%  
 18,69%  
 43,80%  
 83,26%  
 545 619 €

**VARIATIONS NOMINALE ET PHYSIQUE COMPRISES**

*pour résidences secondaires et logements vacants*

- 4/ MAINTIEN COMPENSATION PERTE TH AU MÊME NIVEAU QUE PERCUE EN 2021

BASES	OB 2023	2024	2025	2026
TH	243 968	248 847 €	253 824 €	258 901 €
FB	4 733 411	4 828 079 €	4 924 641 €	5 023 134 €
FNB	93 073	93 073	93 073	93 073

PRODUITS	OB 2023	2024	2025	2026
TH	45 598 €	46 510 €	47 440 €	48 389 €
FB	2 073 234 €	2 114 699 €	2 156 993 €	2 200 133 €
FNB	77 493 €	77 493 €	77 493 €	77 493 €
PERTE TH	568 006 €	568 006 €	568 006 €	568 006 €
TOTAL	2 764 330 €	2 806 707 €	2 849 931 €	2 894 020 €
VARIATIONS		42 377 €	43 224 €	44 089 €



ÉVOLUTION DROITS MUTATION	
CA 2015	115 382 €
CA 2016	176 417 € 52,90%
CA 2017	178 477 € 1,17%
CA 2018	189 970 € 6,44%
CA 2019	224 785 € 18,33%
CA 2020	180 190 € -19,84%
CA 2021	259 177 € 43,84%
CA 2022	246 040 € -5,07%

**AUTRES HYPOTHÈSES RETENUES**

- 1/ MAINTIEN MÊME NIVEAU QUE 2022 DE LA DOTATION SOLIDAIRE TMVL
- 2/ IDEM POUR DROITS DE PLACE ET EMPLACEMENTS PUBLICITAIRES
- 3/ ATTRIBUTION COMPENSATION TMVL ( SUBVENTIONS )
- 4/ AUGMENTATION ANNUELLE DROITS MUTATION 1,20%

TABLEAU RÉCAPITULATIF					
CHAPITRE 73		OB 2023	2024	2025	2026
FISCALITÉ LOCALE		2 764 330 €	2 806 707 €	2 849 931 €	2 894 020 €
DOTATION SOLIDARITÉ TMVL		181 401 €	181 401 €	181 401 €	181 401 €
ATTRIBUTION COMPENSTION TMVL		15 731 €	15 731 €	15 731 €	15 731 €
DROITS DE MUTATION		230 000 €	232 760 €	235 553 €	238 380 €
DIVERS		3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €
TOTAL		3 194 462 €	3 239 599 €	3 285 616 €	3 332 532 €
VARIATIONS	MONTANT		45 137 €	46 017 €	46 916 €
	%		1,41%	1,42%	1,43%



B - 3 : Analyse prospective Chapitre 74 "dotations - subventions".

**HYPOTHÈSES RETENUES**

- 1/ MAINTIEN MÊME NIVEAU QUE 2022 DES PRINCIPALES DOTATIONS  
 SAUF DSR "CIBLE" PRÉVISION MONTANT 0€ EN 2023, LA COMMUNE N'ÉTANT PLUS ÉLIGIBLE  
 2/ POUR LES AUTRES, AUGMENTATION ANNUELLE DE : 0,50%  
 3/ FONDS DE CONCOURS TMVL DE DROIT COMMUN VERSEMENT PROGRESSIF EN INVESTISSEMENT **SOIT UNE PERTE DE RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE 79 680€**  
 4/ POUR 2023 FILET DE SÉCURITÉ NON RECONDUCTIBLE

POUR MÉMOIRE CHAP 74		
CA 2015	1 450 838 €	
CA 2016	1 226 963 €	-15,43%
CA 2017	1 180 923 €	-3,75%
CA 2018	1 231 865 €	4,31%
CA 2019	1 184 129 €	-3,88%
CA 2020	1 165 210 €	-1,60%
CA 2021	1 272 816 €	9,23%
CA 2022	1 109 805 €	-12,81%

TABLEAU RÉCAPITULATIF				
CHAPITRE 74	OB 2023	2024	2025	2026
D.G.F	630 000 €	630 000 €	630 000 €	630 000 €
DOTATION SOLIDARITÉ RURALE	85 000 €	85 000 €	85 000 €	85 000 €
DOTATION DE PÉRÉQUATION	95 000 €	95 000 €	95 000 €	95 000 €
AUTRES DOTATIONS	123 550 €	124 168 €	124 789 €	125 413 €
FONDS CONCOURS TMVL	79 680 €	51 120 €	39 840 €	19 920 €
FILET SÉCURITÉ	100 000 €	- €	- €	- €
<b>TOTAL</b>	<b>1 113 230 €</b>	<b>985 288 €</b>	<b>974 629 €</b>	<b>955 333 €</b>
VARIATIONS	MONTANT		-127 942 €	-10 659 €
	%		-11,49%	-1,08%

B - 4 : Analyse prospective Chapitre 75 "autres produits de gestion".

**HYPOTHÈSES RETENUES**



- 1/ AUGMENTATION ANNUELLE REVENU IMMEUBLES HORS MAISON MÉDICALE 2%  
**ATTENTION DÉPART IME POUR MÉMOIRE SEPTEMBRE 2024 À CONFIRMER**  
 2/ À PARTIR DE 2022, LOYER MAISON MÉDICALE 36 000€ PUIS 38 000 € ET 40 000 € EN 2024 ET APRÈS INDEXATION DU LOYER DANS LE CADRE DU BAIL  
 3/ AUGMENTATION ANNUELLE DES PRODUITS AUTRES REDEVABLES : 0,50%

POUR MÉMOIRE PRODUITS AUTRES REDEVABLES		
CA 2015	50 798,00 €	
CA 2016	57 224,00 €	12,65%
CA 2017	56 977,00 €	-0,43%
CA 2018	62 780,00 €	10,18%
CA 2019	48 015,00 €	-23,52%
CA 2020	30 778,00 €	-35,90%
CA 2021	27 058,00 €	-12,09%
CA 2022	37 553,69 €	38,79%

TABLEAU RÉCAPITULATIF				
CHAPITRE 75	OB 2023	2024	2025	2026
PRODUITS DES IMMEUBLES	333 550 €	348 000 €	229 160 €	233 743 €
PRODUITS AUTRES REDEVABLES	33 200 €	33 366 €	33 533 €	33 700 €
<b>TOTAL</b>	<b>366 750 €</b>	<b>381 366 €</b>	<b>262 693 €</b>	<b>267 443 €</b>
VARIATIONS	MONTANT		14 616 €	-118 673 €
	%		3,99%	-31,12%

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le



ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF



### III - TABLEAUX SYNTHETIQUES ANALYSE FINANCIERE PROSPECTIVE SECTION FONCTIONNEMENT

#### A - DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT



1/ CHAPITRE 012 CHARGES DE PERSONNEL		BP 2022	OB 2023	2024	2025	2026
	CHAP 012	3 176 735 €	3 418 785 €	3 513 396 €	3 610 218 €	3 709 935 €
DÉDUCTION	CHAP 013	84 400 €	90 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €
<b>TOTAL</b>		<b>3 092 335 €</b>	<b>3 328 785 €</b>	<b>3 453 396 €</b>	<b>3 550 218 €</b>	<b>3 649 935 €</b>
2/ SUBVENTIONS / PARTICIPATIONS		BP 2022	OB 2023	2024	2025	2026
65553	SDIS	67 941 €	71 950 €	74 109 €	76 332 €	78 622 €
65548	SYNDICATS + RELAIS PETITE ENFANCE	32 700 €	28 358 €	28 642 €	28 928 €	29 217 €
6558	PART. STE GENEVIEVE /ENFANTS HORS COMMUNE	38 110 €	40 070 €	40 070 €	40 070 €	40 070 €
657341	COMMUNES MEMBRES DU GPF	- €	7 179 €	7 179 €	7 179 €	7 179 €
657362	SUBVENTION CCAS	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €
65748	SUBVENTIONS ASSOCIATIONS	105 905 €	113 938 €	113 938 €	113 938 €	113 938 €
<b>TOTAL</b>		<b>264 656 €</b>	<b>281 495 €</b>	<b>283 938 €</b>	<b>286 447 €</b>	<b>289 026 €</b>
<b>SUBVENTIONS VERSÉES</b>		125 905 €	141 117 €	141 117 €	141 117 €	141 117 €
<b>CONTINGENTS</b>		138 751 €	140 378 €	142 821 €	145 330 €	147 909 €
		264 656 €	281 495 €	283 938 €	286 447 €	289 026 €
3/ CHAPITRE 66 CHARGES FINANCIÈRES		BP 2022	OB 2023	2024	2025	2026
CHAP 66	FRAIS FINANCIERS ( hors ICNE à partir de 2024)	90 753 €	90 711 €	92 169 €	89 446 €	86 120 €
4/ AUTRES CHARGES COURANTES		BP 2022	OB 2023	2024	2025	2026
CHAP 011	CHARGES À CARACTÈRE GÉNÉRAL	1 368 754 €	1 498 704 €	1 558 652 €	1 620 998 €	1 685 838 €
ART 6512	DROIT UTILISATION INFORMATIQUE	13 800 €	21 317 €	21 957 €	22 615 €	23 294 €
ART 6518	AUTRES	- €	- €	- €	- €	- €
ART6531	INDEMNITÉS ÉLUS	119 000 €	128 050 €	129 971 €	131 920 €	133 899 €
ART6532	FRAIS MISSION	1 500 €	2 000 €	1 500 €	1 500 €	1 500 €
ART653/ART 6534	COTISATIONS RETRAITE SÉCURITÉ SOCIALE	23 000 €	22 100 €	22 432 €	22 768 €	23 109 €
ART6535	FORMATIONS	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €
ART 6541 / ART 654 / ART 65372	NON VALEUR/ETEINTES/ALLOC. FIN MANDAT	4 060 €	4 062 €	4 062 €	4 062 €	4 062 €
<b>TOTAL</b>		<b>1 533 114 €</b>	<b>1 679 233 €</b>	<b>1 741 574 €</b>	<b>1 806 863 €</b>	<b>1 874 702 €</b>
5/ CHAPITRE 77 CHARGES EXCEPTIONNELLES		BP 2022	OB 2023	2024	2025	2026
ART 6711	INTÉRÊTS MORATOIRES	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €
ART 673	TITRES ANNULÉS	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €
ART 678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	- €	- €	- €	- €	- €
<b>TOTAL</b>		<b>2 000 €</b>				
TOTAL DÉPENSES RÉELES FONCTIONNEMENT		BP 2022	OB 2023	2024	2025	2026
		4 982 858 €	5 382 224 €	5 573 077 €	5 734 974 €	5 901 783 €
VARIATION	MONTANT			399 366 €	190 853 €	161 897 €
	%			8,01%	3,55%	2,90%
CHAP 014 ATTÉNUATION PRODUITS (AC NEGATIVE / LOI SRU)		12 403 €	9 000 €	43 305 €	43 305 €	43 305 €
CHAP 022 DÉPENSES IMPRÉVUES		119 592 €	127 322 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €
CHAP 023 VIREMENT SECTION INVESTISSEMENT		564 217 €	300 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €
CHAP 013 ATTÉNUATION DE CHARGES		84 400 €	90 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €
CHAP 042 TRANSFERT ENTRE SECTION (amortissement sans acquisition nouvelle)		269 000 €	254 600 €	234 859 €	206 861 €	183 437 €
		1 049 611 €	780 921,56 €	838 164 €	810 166 €	786 742 €
<b>TOTAL BUDGET</b>		<b>6 032 469 €</b>	<b>6 163 146 €</b>	<b>6 411 241 €</b>	<b>6 545 140 €</b>	<b>6 688 525 €</b>
		VARIATIONS	130 676 €	248 095 €	133 899 €	143 385 €

## B - RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT

1/ CHAPITRE 73 RECETTES FISCALES		BP 2022	OB 2023	2024	2025	2026
	CHAP 73	2 982 132 €	3 194 132 €	3 239 599 €	3 285 616 €	3 332 532 €
DÉDUCTION	CHAP 014	12 403 €	9 000 €	9 000 €	9 000 €	9 000 €
TOTAL		2 969 729 €	3 185 132 €	3 230 599 €	3 276 616 €	3 323 532 €
2/ CHAPITRE 74 DGF ET AUTRES DOTATIONS		BP 2022	OB 2023	2024	2025	2026
7411	DGF	630 000 €	630 000 €	630 000 €	630 000 €	630 000 €
74121	DSR	185 000 €	85 000 €	85 000 €	85 000 €	85 000 €
74127	DOTATION NATIONALE DE PÉRÉQUATION	100 000 €	95 000 €	95 000 €	95 000 €	95 000 €
SOUS TOTAL		915 000 €	810 000 €	810 000 €	810 000 €	810 000 €
AUTRES DOTATIONS		275 444 €	303 230 €	175 288 €	164 629 €	145 333 €
TOTAL		1 190 444 €	1 113 230 €	985 288 €	974 629 €	955 333 €
3/ AUTRES PRODUITS COURANTS		BP 2022	OB 2023	2024	2025	2026
CHAP 70	PRODUITS SERVICES / DOMAINE	682 400 €	792 886 €	808 744 €	824 919 €	841 417 €
CHAP 75	AUTRES PRODUITS DE GESTION	356 440 €	366 750 €	381 366 €	262 693 €	267 443 €
TOTAL		1 038 840 €	1 159 636 €	1 190 110 €	1 087 612 €	1 108 860 €
4/ AUTRES PRODUITS		BP 2022	OB 2023	2024	2025	2026
CHAP 76	PRODUITS FINANCIERS	- €	- €	- €	- €	- €
CHAP 77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 000 €	- €	- €	- €	- €
TOTAL		2 000 €	- €	- €	- €	- €
TOTAL RECETTES RÉELLES FONCTIONNEMENT		BP 2022	OB 2023	2024	2025	2026
		5 201 013 €	5 457 998 €	5 405 997 €	5 338 857 €	5 387 725 €
VARIATION	MONTANT		256 985 €	-52 001,00 €	-67 140,00 €	48 868,00 €
	%		4,94%	-0,95%	-1,24%	0,92%
CHAP 042 TRANSFERT ENTRE SECTION OPÉRATIONS ORDRE COMPTABLE		91 043 €	125 379 €			
CHAP 014 ATTÉNUATION PRODUITS		12 403 €	9 000 €	9 000 €	9 000 €	9 000 €
CHAP 002 EXCÉDENT REPORTÉ N-1		643 611 €	480 768 €			
CHAP 013 ATTÉNUATION CHARGES		84 400 €	90 000 €	60 000 €	60 000 €	60 000 €
TOTAL BUDGET		6 032 469 €	6 163 145 €	5 474 997 €	5 407 857 €	5 456 725 €
DÉFICIT DEVANT ETRE COUVERT A MINIMA PAR EXCEDENT N-1 POUR EQUILIBRE DU BUDGET				560 876 €	620 034 €	811 806 €

## C - CAF BRUTE ET CAF NETTE PRÉVISIONNELLES

	BP 2022	OB 2023	2024	2025	2026
RECETTES RÉELLES	5 201 013 €	5 457 998 €	5 405 997 €	5 338 857 €	5 387 725 €
DÉPENSES RÉELLES	4 982 858 €	5 382 224 €	5 573 077 €	5 734 974 €	5 901 783 €
CAF BRUTE	218 155 €	75 774 €	-167 080 €	-396 117 €	-514 058 €
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNT	474 743 €	518 592 €	539 711 €	561 539 €	584 048 €
CAF NETTE	-256 588 €	-442 818 €	-706 791 €	-957 656 €	-1 098 106 €



## D - POUR MÉMOIRE CAF BRUTE ET CAF NETTE PRÉVISIONNELLES ET RÉALISÉES ANNÉES 2018/2022

LE TABLEAU CI-DESSOUS MONTRE QUE DANS L'ANALYSE ET LES CONCLUSIONS QUI POURRAIENT ÊTRE TIRÉES DE CETTE PROSPECTIVE, IL CONVIENT D'ÊTRE PRUDENT ENTRE LA PRÉVISION DE LA CAF LORS DE L'ÉLABORATION DES BUDGETS PRIMITIFS ET LA RÉALISATION RÉELLE QUI RÉSULTE DU COMPTE ADMINISTRATIF.  
 ON CONSTATE QUE LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT SONT, EN RÈGLE GÉNÉRALE, EN MOYENNE RÉALISÉES A HAUTEUR DE 94% DE LA PRÉVISION ET LES RECETTES AU DELÀ DE 100% (103,11% EN 2019 ANNÉE DE RÉFÉRENCE AVANT COVID) POUR 2022 TAUX DE RÉALISATION EN DÉPENSES PLUS IMPORTANT SUITE HAUSSE ÉNERGIE ET POINT D'INDICE + 3,5 % AU 01/07/2022

	ANNÉE 2018			ANNÉE 2019		
	PRÉVISIONS BP	RÉALISATIONS CA	VARIATIONS	PRÉVISIONS BP	RÉALISATIONS CA	% RÉALISATION
RECETTES RÉELLES	4 800 340 €	4 905 775 €	105 435 €	4 889 239 €	5 041 180 €	103,11%
DÉPENSES RÉELLES	4 712 334 €	4 426 582 €	-285 752 €	4 767 135 €	4 547 052 €	95,38%
CAF BRUTE	88 006 €	479 193 €	391 187 €	122 104 €	494 128 €	2018
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNT	399 176 €	399 176 €	0 €	402 839 €	402 839 €	102,20%
CAF NETTE	-311 170,00 €	80 017,00 €	391 187 €	-280 735 €	91 289 €	93,93%

	ANNÉE 2020 <i>Impact covid</i>			
	PRÉVISIONS BP	RÉALISATIONS CA	VARIATIONS	% RÉALISATION
RECETTES RÉELLES	4 929 105 €	4 914 291 €	-14 814 €	99,70%
DÉPENSES RÉELLES	4 830 847 €	4 413 710 €	-417 137 €	91,37%
CAF BRUTE	98 258 €	500 581 €	402 323 €	
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNT	423 500 €	423 289 €	211 €	
CAF NETTE	-325 242 €	77 292 €	402 112 €	

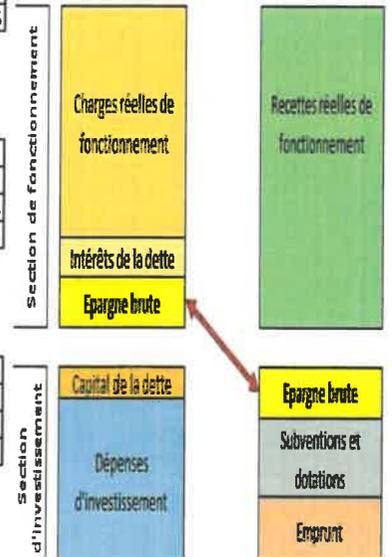
  

	ANNÉE 2021			
	PRÉVISIONS BP	RÉALISATIONS CA	VARIATIONS	% RÉALISATION
RECETTES RÉELLES	4 911 510 €	5 231 654 €	320 144 €	106,52%
DÉPENSES RÉELLES	4 843 186 €	4 580 279 €	-262 907 €	94,57%
CAF BRUTE	68 324 €	651 375 €	583 051 €	
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNT	447 278 €	447 277 €	1 €	
CAF NETTE	-378 954 €	204 098 €	583 050 €	

	ANNÉE 2022			
	PRÉVISIONS BP	RÉALISATIONS CA	VARIATIONS	% RÉALISATION
RECETTES RÉELLES	5 201 013 €	5 332 085 €	131 072 €	102,52%
DÉPENSES RÉELLES	4 982 857 €	4 856 730 €	-126 127 €	97,47%
CAF BRUTE	218 156 €	475 355 €	257 199 €	
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNT	474 743 €	482 813 €	-8 070 €	
CAF NETTE	-256 587 €	-7 458 €	265 269 €	

L'équilibre sectionnel



## E - CAF BRUTE ET CAF NETTE COMPTES ADMINISTRATIFS ANTICIPÉS

LE TABLEAU CI-DESSOUS APPLIQUE AUX PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2023 À 2027 LES % DE RÉALISATION EN DÉPENSES ET EN RECETTES EXPOSÉES CI-DESSUS, ET CALCULE LES MONTANTS CAF QUI EN DÉCOULENT.

DÉPENSES 93%  
 RECETTES 104%

	CA 2022	OB 2023	2024	2025	2026
RECETTES RÉELLES	5 332 085 €	5 676 318 €	5 622 237 €	5 552 411 €	5 603 234 €
DÉPENSES RÉELLES	4 856 730 €	5 005 468 €	5 182 962 €	5 333 526 €	5 488 658 €
CAF BRUTE	475 355 €	670 850 €	439 275 €	218 885 €	114 576 €
REMBOURSEMENT CAPITAL EMPRUNT	482 813 €	518 592 €	515 172 €	536 267 €	558 071 €
CAF NETTE	-7 458 €	152 258 €	-75 897 €	-317 382 €	-443 495 €

**F - RATIOS FINANCIERS** (calculs à partir du tableau E)

LES CALCULS DE CES RATIOS SONT FAITS A PARTIR DU TABLEAU E	CA 2022	OB 2023	2024	2025	2026
<b>COEFFICIENT AUTOFINANCEMENT COURANT</b> dépenses réelles fonctionnement + dette / produits réels fonctionnement	1	0,97	1,35	5,72	7,91
<b>CAPACITÉ DÉSENDETTEMENT</b> encours dette/CAF brute	9,5	6,46	9,32	17,5	30,95
<b>TAUX ENDETTEMENT</b> encours dette/produits réels de fonctionnement	0,85	0,76	0,73	0,69	0,63
<b>TAUX ÉPARGNE BRUTE</b> CAF brute/produits réels de fonctionnement	8,91	12	8	4	2

Ces ratios permettent d'analyser la situation financière de la collectivité, toutefois il convient de rappeler qu'il s'agit d'une étude prospective où les recettes ont été évaluées de façon prudente ce qui explique notamment la détérioration de la CAF brute et l'impact sur les principaux ratios financiers.

**COEFFICIENT D'AUTOFINANCEMENT COURANT**

Ce ratio traduit la capacité de la commune à couvrir par ses produits de fonctionnement réels, à la fois ses charges de fonctionnement réelles et le remboursement de sa dette (hors opérations de refinancement).  
 Lorsque ce ratio est > à 1 cela signifie que la commune ne peut plus dégager des ressources sur ses produits de fonctionnement afin de financer ses investissements.  
 Le coefficient de 1 en 2022 signifie que l'ensemble des dépenses de fonctionnement + le remboursement de la dette ont consommé 100 % des produits de fonctionnement, laissant aucune marge pour financer les équipements.

**CAPACITÉ DE DÉSENDETTEMENT**

Le meilleur indicateur de la situation financière d'une commune est sa capacité de désendettement. Elle se mesure par le ratio encours de dettes /CAF brute.  
 Le résultat donne le nombre d'années nécessaire pour rembourser la dette avec l'autofinancement.  
 En dessous de 8 ans, la situation financière est considérée comme convenable.

**TAUX D'ENDETTEMENT**

En règle générale, la dette en capital d'une commune correspond à l'équivalent d'une année de recettes réelles de fonctionnement.  
 Une commune doit donc avoir un ratio <1.  
 Le seuil d'alerte est à 1,21. Ce taux se mesure par le ratio encours de dettes / produits de fonctionnement.

**TAUX D'ÉPARGNE BRUTE (TEB)**

L'un des principes fondamentaux de l'équilibre budgétaire porte sur l'obligation de couvrir les dépenses récurrentes par des recettes définitives.  
 Le calcul du TEB permet de déterminer la fraction des ressources courantes disponibles pour rembourser le capital de la dette et autofinancer les investissements.  
 Ce taux se mesure par le ratio caf brute / produits réels de fonctionnement.  
 Le seuil critique se situe autour de 10 %. En dessous la collectivité s'expose à un risque de déséquilibre budgétaire à court terme.



## EN CONCLUSION



Comme les années précédentes, cette prospective fait ressortir un faible dynamisme des recettes combiné avec des dépenses, bien que maîtrisées, qui progressent de façon plus importante, créant ainsi une tension qui est perceptible sur la section de fonctionnement.

Cela est d'autant plus vrai cette année avec l'inflation qui est répartie et surtout la hausse du prix de l'énergie (gaz et électricité) qui impacte lourdement la gestion de fonctionnement et dont les prix ont bien entendu des répercussions sur les années à venir avec la méthode retenue pour cette prospective.

Tension qui se traduit par une dégradation de la capacité d'autofinancement brute de la collectivité avec l'impact négatif sur les indicateurs financiers.

C'est pourquoi, la recherche d'un niveau satisfaisant d'épargne (ressource interne de la collectivité essentielle) reste le fondement des préparations et du suivi budgétaire, d'une part afin d'assurer la couverture du remboursement de la dette en capital et d'autre part de contribuer au financement de l'investissement dont la commune a besoin.

Mais il faut bien reconnaître que l'exercice a ses limites du fait du contexte actuel particulièrement difficile pour les finances communales.

En revanche on constate une diminution du taux d'endettement, résultat de la politique de désendettement engagée depuis 2018.



Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023

Publié le

ID : 037-213701394-20230321-DEL\_21032023\_01-BF

S<sup>2</sup>LO